

PROCHE-ORIENT

LORS DE LA REPRISSE DE LA CONFÉRENCE DE GENÈVE
L'O.L.P. pourrait se contenter de figurer
dans une délégation arabe unique

De notre correspondant

Beyrouth. — La résistance palestinienne est prête à aller à Genève dès qu'on le lui propose. Bien que l'annonce publique n'en ait pas été faite, ce n'est plus un secret : la décision de participer à l'éventuelle conférence sur la paix au Proche-Orient a été prise par le P.O.L.P. au cours de la réunion du comité central de la résistance qui s'est tenue à Damas vers la mi-décembre en l'absence du Front du refus. Compte tenu de la présence militaire syrienne au Liban, l'opposition de ce front ne devrait pas, le moment venu, peser sur la décision. Qui plus est : la participation à la négociation de Genève, qui était, théoriquement du moins, une concession des Palestiniens, est en passe de devenir une revendication de leur part.

Jusqu'à nouvel ordre, la résistance s'en tient à l'exigence d'une délégation autonome, mais on ne peut exclure qu'elle soit amenée à changer de position. D'autant que, selon les Palestiniens, le président Assad serait toujours partisan d'une délégation arabe unique comprenant l'Égypte, la Syrie, la Jordanie, les Palestiniens et, peut-être, le Liban. Le chef de l'État syrien aurait déclaré à M. Arafat, après la proclamation syro-égyptienne de fin décembre préconisant une représentation autonome de l'O.L.P., qu'il s'en tenait à sa proposition d'une « délégation arabe unique » et que l'avenir lui donnerait raison.

Dès que les Palestiniens seront sûrs de recevoir une invitation à se rendre à Genève, ils constitueront un « gouvernement provisoire » à la tête duquel le P.O.L.P. tiendrait la place. M. Fawzi Kaddoumi (Aboulot), qui fait actuellement fonction de chef de la diplomatie de l'O.L.P. En fait,

c'est ce gouvernement qui constituerait la délégation palestinienne à Genève. Chacun des principaux pays arabes intéressés voudrait y voir figurer la personnalité proche de ses vues. Si l'Arabie Saoudite et l'Égypte insistent pour la formation d'un gouvernement provisoire, la Syrie, pour l'instant, est demeurée muette à ce sujet.

L'éventuelle conférence de Genève consisterait-elle en négociations préparatoires, dont le contenu serait la signature d'accords déjà mis au point ? S'agit-il, au contraire, d'une réunion solennelle suivie d'une longue négociation « à la vietnamienne » ? Dans les milieux palestiniens, on a tendance à croire que la seconde formule prévaut, et que, même si elle s'engageait en 1977, la conférence pourrait fort bien durer jusqu'à l'année suivante.

Sur le plan strictement palestinien, que pourrait-il en sortir ? Si la renaissance d'un État palestinien est reconnue comme la seule solution possible, et si l'étendue territoriale de cet État est connue dans ses grandes lignes — la Cisjordanie et Gaza — ses structures politiques font l'objet d'une lutte sourde entre les pays arabes. L'Arabie Saoudite veut s'assurer que le pouvoir ne sera pas détenu par la gauche à la Syrie veut englober le nouvel État dans une confédération Syrie-Jordanie-Palestine que l'Égypte tient à empêcher de naître. Il faut, d'autre part, prendre en compte les exigences israéliennes : démilitarisation et création d'une bande territoriale de sécurité le long du Jourdain. Au demeurant, c'est dans l'intransigence israélienne que les Palestiniens hostiles à un règlement placent désormais leurs espoirs.

LUCIEN GEORGE.

Tribune internationale Pour un règlement négocié entre Israël et l'O.L.P.

par URI AVNERY (*)

JAMAIS depuis 1967, les chances de paix entre Israël et les Palestiniens n'ont été aussi grandes qu'à présent. La tragédie libanaise a paradoxalement engendré une situation favorisant un règlement : pour la première fois dans sa brève histoire, l'O.L.P. a acquis une indépendance politique réelle. La Syrie n'ayant pas réussi à imposer sa tutelle à la résistance palestinienne.

En fait, l'État s'est assuré une autorité incontestée au sein de l'O.L.P. En effet, la Saïka, d'obédience syrienne, a été pratiquement éliminée. D'autre part, les organisations du Front du refus ont perdu toute influence, la guerre ayant démontré leur incohérence par rapport à la puissance et à la combativité des milices du Fatah, Enfa, l'O.L.P. ne se sent plus redevable envers l'Union soviétique, celle-ci n'ayant pas ébauché le moindre geste en faveur des Palestiniens pris dans la tourmente de la guerre.

Surtout, l'impuissance de l'armée syrienne, en dépit de sa supériorité écrasante, à empêcher les forces palestiniennes, a incontestablement renforcé la confiance en soi de l'O.L.P. Ce sentiment va alimenter le mouvement palestinien à se débarrasser de ses slogans creux et de ses méthodes anachroniques, à éliminer les syndromes de la faiblesse et du désespoir. Cette évolution devrait conduire la « centrale » des fedayin à poursuivre désormais des objectifs réalistes. Déjà, les principaux dirigeants sont favorables à l'établissement d'un État national palestinien, en Cisjordanie et à Gaza ; cela implique la reconnaissance réciproque d'Israël et du futur État palestinien.

Il semble que les événements du Liban aient également contribué à faire évoluer la position israélienne. Tous ceux qui, en Israël, espéraient voir l'O.L.P. anéantie par les Syriens se rendent maintenant à l'évidence qu'un tel objectif est irréalisable. Si le gouvernement de M. Rabin s'abstient encore de ne pas modifier son attitude, les Israéliens, de plus en plus nombreux, commenceront à réévaluer le processus de paix ne peut pas être relégué dans les tiroirs de la faiblesse et du désespoir. L'O.L.P. n'est plus un sujet des rumeurs faisant état de contacts secrets entre responsables de l'O.L.P. et personnalités israéliennes ; au contraire, une partie importante du Parlement, voire le gouvernement lui-même, ne sont pas hostiles à de tels contacts.

LES Américains — quel qu'il soit leur soutien à la « droite » chrétienne libanaise, à la Syrie et à Israël dans la guerre civile — ont sans doute compris, eux aussi, qu'il serait chimérique de rechercher la destruction de l'O.L.P. Il n'est plus question de la faire disparaître, mais de la faire évoluer vers une administration démocratique prenant langue avec l'organisation de M. Arafat.

Or, pour la première fois dans le conflit du Proche-Orient, les principaux intéressés (Israël, Égypte, Syrie, O.L.P., Arabie Saoudite et les États du Golfe) sont prêts à accueillir favorablement une initiative américaine pour un règlement du conflit. Seul le gouvernement israélien rejette encore l'idée d'un État palestinien et refuse la participation de l'O.L.P. à des négociations. Mais l'on peut espérer que, dès l'instant où les États-Unis auront pris la décision qui s'impose à ce sujet, les éléments réalistes en Israël suivront et finiront par prendre le dessus. Le premier ministre, M. Rabin, en particulier, devra bien admettre que les étroites relations d'amitié entre Jérusalem et Washington, qu'il estime cruciales pour Israël, méritent d'être préservées, même à ce prix. Je ne doute pas qu'un homme aussi pondéré que M. Rabin finira bien par admettre que seul un État palestinien serait en mesure d'offrir à Israël ce qui est essentiel à sa sécurité : des frontières ouvertes.

Il me semble donc que le moment est venu d'agir résolument dans cette voie. Il serait préférable sans doute que des négociations directes s'engagent entre le gouvernement israélien et l'O.L.P. sur la base d'une reconnaissance réciproque et menant à une coexistence pacifique entre deux États souverains dont la capitale commune pourrait être Jérusalem.

Autrement, un règlement global devrait être recherché à Genève. J'ai de bonnes raisons de croire que l'O.L.P. accepterait de participer à cette conférence de paix si elle devait y être conviée. Sa présence à Genève, avec l'accord d'Israël, constituerait une reconnaissance réciproque de facto. Ce serait là un pas décisif vers la paix tant souhaitée de part et d'autre.

(*) Ancien député, rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Haolam Hachad* et un des fondateurs du Conseil pour la paix israélo-palestinienne. Selon la presse israélienne, il aurait été l'un des quatre personnalités qui ont récemment des conversations à Paris avec des représentants de l'O.L.P.

Les Libanais en France

La paix revenue, les Libanais expatriés vont-ils rentrer dans leur pays ? Il est trop tôt pour le dire. Un signe, cependant, est révélateur : le premier avion des Middle East Airlines à se poser à Beyrouth après la réouverture de l'aéroport a débarqué cent vingt

passagers pour en embarquer aussitôt deux cents. L'exode n'est donc pas fini.

Seconde patrie pour bien des Libanais, la France continue à offrir des écoles et des établissements d'enseignement recevant encore des demandes d'inscription.

I. — En attendant de rentrer

par ROGER CANS

Combien sont-ils ? Les Libanais expatriés ont tendance à surestimer leur nombre. « Nous sommes au moins soixante mille en France », avance l'un d'eux, tout en se reconnaissant hors d'état d'évaluer des estimations.

Au ministère de l'Intérieur, les évaluations sont plus modestes, mais guère plus précises. En se basant sur les chiffres fournis par la préfecture de police, qui comptabilise les ressortissants étrangers séjournant depuis plus de trois mois dans la capitale, on aboutit à une estimation d'environ sept mille à huit mille Libanais résidant actuellement à Paris. Par extrapolation, on arrive au nombre de vingt mille à vingt-cinq mille pour la France entière.

La vérité se situe vraisemblablement entre les deux, mais nul ne peut dire exactement où, car la population « réfugiée », par définition, est flottante. Certains Libanais, croyant débarquer dans une « seconde patrie », négligent les formalités d'immigration. Ils arrivent en France sans visa, ignorant sans doute que le gouvernement français a pris des dispositions particulières à leur égard (1). D'autres, au contraire, ont obtenu un visa de transit à l'ambassade de Paris sans cesse de leur lieu de résidence pendant leur exil, soit à l'intérieur de l'hexagone, soit en faisant des « navettes » entre la France et l'étranger. Ceux-ci ne font que passer, en attendant de prendre le chemin d'un exil considéré comme définitif, au Canada, aux États-Unis, en Australie ou dans les îles de la Méditerranée. Ils ne comptent pas rester en France, mais ils ne font que passer, en attendant de prendre le chemin d'un exil considéré comme définitif, au Canada, aux États-Unis, en Australie ou dans les îles de la Méditerranée.

Ministère classique de l'exode des riches Libanais : location d'un « motor lounge » à Jounieh. Cap sur Larnaca (Chypre), puis pour Paris. Recherche d'un pied-à-terre. Attente. « Je suis très pessimiste », ajoute-t-il. Ce n'est pas la réouverture de l'aéroport de Beyrouth qui me fera changer d'avis. Je ne rentrerai pas avant d'avoir obtenu un visa d'entrée aux États-Unis. J'ai de la famille dans la banlieue de Washington, je vais donc la rejoindre et tâcher de refaire une nouvelle vie là-bas. Pour moi, le Liban, c'est fini.

L'image du riche Libanais qui colonise les beaux quartiers de la capitale doit être nuancée. La plupart des Libanais ne font que passer, en attendant de prendre le chemin d'un exil considéré comme définitif, au Canada, aux États-Unis, en Australie ou dans les îles de la Méditerranée. Ils ne comptent pas rester en France, mais ils ne font que passer, en attendant de prendre le chemin d'un exil considéré comme définitif, au Canada, aux États-Unis, en Australie ou dans les îles de la Méditerranée.

Mais les autres ? Quant à moi, dit Hassan Housni, jeune musulman sunnite en stage à l'Office national de la magistrature de Paris, j'étais venu en France pour le séjour de deux mois. J'ai quitté Beyrouth en mai, juste avant la fermeture de l'aéroport, et j'ai passé l'été hébergé dans une école de réfugiés. Je ne compte pas rentrer au Liban en pleine guerre, je resterai dans mon école, il a fallu trouver autre chose. Hassan s'est finalement réinstallé à la Cité internationale de la Sorbonne à Paris, où, avec une quinzaine de compatriotes magistrats ou médecins, elle a trouvé un gîte à la résidence « Avicenne », l'ancienne « maison de l'Iran » aujourd'hui gérée par la France. Avec ses compagnons d'infortune — musulmans et chrétiens mêlés — elle peut poursuivre ses activités de magistrat ou de médecin, elle a les moyens de subsister. Son père, qui est transjordanien, a déplacé le centre de ses affaires sur Athènes, avec, comme il le dit, « une petite affaire de commerce ».

« Pour moi, le problème n'est pas d'ordre financier, explique Hassan. Ce qui nous fait tous souffrir, c'est la dispersion. Je resterai dans mon école à Beyrouth, pour sauver ce qui peut encore être sauvé, il a envoyé sa sœur et ses enfants à Athènes, mais tant qu'il les enverra seuls en France, puis, comme ils ont des problèmes d'adaptation.

tion, elle les a finalement rejoints en laissant son dernier-né en Crète.

De tels exemples sont fréquents dans la communauté libanaise regroupée en France. Les problèmes d'argent limitent généralement à des difficultés d'acheminement ou de change. Ce n'est pas leur principal souci. La dispersion d'une partie déshéritée, l'adaptation à un pays que l'on ne connaissait que sous ses aspects les plus flétris — et parfois les plus frivoles, celle du plus difficile à endurer. Certains n'y résistent pas, comme ce père de famille mort d'une crise cardiaque à peine installé à Paris avec ses trois enfants, aujourd'hui élevés du lycée Molière.

Les beaux quartiers

Ceux qui sont surtout préoccupés par leurs affaires sont également du mal à supporter leur exil, aussi doré soit-il. Ainsi, Georges D., riche négociant insensiblement tombé dans l'arrosage de la capitale, n'accepte plus de dépenser son argent sans en gagner. Il a dû quitter son appartement meublé du 16^e arrondissement de Paris, n'accepte plus de dépenser son argent sans en gagner. Il a dû quitter son appartement meublé du 16^e arrondissement de Paris, n'accepte plus de dépenser son argent sans en gagner. Il a dû quitter son appartement meublé du 16^e arrondissement de Paris, n'accepte plus de dépenser son argent sans en gagner.

Le riche Libanais qui colonise les beaux quartiers de la capitale doit être nuancé. La plupart des Libanais ne font que passer, en attendant de prendre le chemin d'un exil considéré comme définitif, au Canada, aux États-Unis, en Australie ou dans les îles de la Méditerranée. Ils ne comptent pas rester en France, mais ils ne font que passer, en attendant de prendre le chemin d'un exil considéré comme définitif, au Canada, aux États-Unis, en Australie ou dans les îles de la Méditerranée.

Mais les autres ? Quant à moi, dit Hassan Housni, jeune musulman sunnite en stage à l'Office national de la magistrature de Paris, j'étais venu en France pour le séjour de deux mois. J'ai quitté Beyrouth en mai, juste avant la fermeture de l'aéroport, et j'ai passé l'été hébergé dans une école de réfugiés. Je ne compte pas rentrer au Liban en pleine guerre, je resterai dans mon école, il a fallu trouver autre chose. Hassan s'est finalement réinstallé à la Cité internationale de la Sorbonne à Paris, où, avec une quinzaine de compatriotes magistrats ou médecins, elle a trouvé un gîte à la résidence « Avicenne », l'ancienne « maison de l'Iran » aujourd'hui gérée par la France. Avec ses compagnons d'infortune — musulmans et chrétiens mêlés — elle peut poursuivre ses activités de magistrat ou de médecin, elle a les moyens de subsister. Son père, qui est transjordanien, a déplacé le centre de ses affaires sur Athènes, avec, comme il le dit, « une petite affaire de commerce ».

« Pour moi, le problème n'est pas d'ordre financier, explique Hassan. Ce qui nous fait tous souffrir, c'est la dispersion. Je resterai dans mon école à Beyrouth, pour sauver ce qui peut encore être sauvé, il a envoyé sa sœur et ses enfants à Athènes, mais tant qu'il les enverra seuls en France, puis, comme ils ont des problèmes d'adaptation.

« Pour moi, le problème n'est pas d'ordre financier, explique Hassan. Ce qui nous fait tous souffrir, c'est la dispersion. Je resterai dans mon école à Beyrouth, pour sauver ce qui peut encore être sauvé, il a envoyé sa sœur et ses enfants à Athènes, mais tant qu'il les enverra seuls en France, puis, comme ils ont des problèmes d'adaptation.

« Pour moi, le problème n'est pas d'ordre financier, explique Hassan. Ce qui nous fait tous souffrir, c'est la dispersion. Je resterai dans mon école à Beyrouth, pour sauver ce qui peut encore être sauvé, il a envoyé sa sœur et ses enfants à Athènes, mais tant qu'il les enverra seuls en France, puis, comme ils ont des problèmes d'adaptation.

« Pour moi, le problème n'est pas d'ordre financier, explique Hassan. Ce qui nous fait tous souffrir, c'est la dispersion. Je resterai dans mon école à Beyrouth, pour sauver ce qui peut encore être sauvé, il a envoyé sa sœur et ses enfants à Athènes, mais tant qu'il les enverra seuls en France, puis, comme ils ont des problèmes d'adaptation.

« Pour moi, le problème n'est pas d'ordre financier, explique Hassan. Ce qui nous fait tous souffrir, c'est la dispersion. Je resterai dans mon école à Beyrouth, pour sauver ce qui peut encore être sauvé, il a envoyé sa sœur et ses enfants à Athènes, mais tant qu'il les enverra seuls en France, puis, comme ils ont des problèmes d'adaptation.

« Pour moi, le problème n'est pas d'ordre financier, explique Hassan. Ce qui nous fait tous souffrir, c'est la dispersion. Je resterai dans mon école à Beyrouth, pour sauver ce qui peut encore être sauvé, il a envoyé sa sœur et ses enfants à Athènes, mais tant qu'il les enverra seuls en France, puis, comme ils ont des problèmes d'adaptation.

« Pour moi, le problème n'est pas d'ordre financier, explique Hassan. Ce qui nous fait tous souffrir, c'est la dispersion. Je resterai dans mon école à Beyrouth, pour sauver ce qui peut encore être sauvé, il a envoyé sa sœur et ses enfants à Athènes, mais tant qu'il les enverra seuls en France, puis, comme ils ont des problèmes d'adaptation.

« Pour moi, le problème n'est pas d'ordre financier, explique Hassan. Ce qui nous fait tous souffrir, c'est la dispersion. Je resterai dans mon école à Beyrouth, pour sauver ce qui peut encore être sauvé, il a envoyé sa sœur et ses enfants à Athènes, mais tant qu'il les enverra seuls en France, puis, comme ils ont des problèmes d'adaptation.

AFRIQUE

Algérie

M. BOUDEFLEKA
CONFIRME L'ÉCHEC
DE LA MÉDIATION SAOUDIENNE
SUR LE SAHARA OCCIDENTAL

(De notre correspondant)

Alger. — L'Algérie vient de confirmer officiellement l'échec de sa mission de bonne volonté entreprise par l'Arabie Saoudite après de vains efforts à Alger (le Monde du 29 décembre) dans la crise du Sahara occidental. Dans un message adressé à M. Walid bin Mohammed, M. Boudefleka, ministre des Affaires étrangères, souligne que cette initiative, comme plusieurs autres, est demeurée sans résultat. M. Boudefleka a rejeté la responsabilité sur le Maroc, et la Mauritanie, dont les thèses « restent enchevêtrées » alors que la « solution véritable de décolonisation » repose sur « la respect du principe de l'autodétermination ». Mais, ajoute-t-il, « le Maroc et la Mauritanie ne semblent malheureusement envisager pour l'instant que la solution de l'annexion par la force », ce qui vise à « équilibrer le fait accompli ».

Le ministre déclare que l'Algérie, « par principe, s'interdit toute équivoque de recours à la force si ce n'est, conformément aux chartes régionales et de l'O.N.U., pour exercer le droit naturel de légitime défense ». En conclusion, M. Boudefleka rappelle qu'un « sommet » extraordinaire de l'O.C.A. doit se tenir au cours du premier trimestre 1977 au sein duquel l'Algérie espère et souligne que « cette question restait dans ce contexte une importance particulière ». On laisse entendre à Alger que la récente campagne marocaine visant à « torpiller » cette réunion en faisant croire que la question était réglée ou à obtenir une décision hâtive au cours d'une conférence qui se tient à Alger en marge du « sommet » arabo-africain prévu pour le début de mars. — (A.F.P.)

Angola

DE NOMBREUX CIVILS
FUYANT LES COMBATS
CHERCHENT REFUGE EN ZAMBIE

Plusieurs centaines d'Angolais se sont réfugiés récemment en Zambie pour fuir les violents combats qui opposent les forces gouvernementales et les soldats cubains aux troupes de l'UNITA de M. Savimbi. Deux cents d'entre eux ont été regroupés, mardi 28 décembre, au camp de Makoni. Ils ont traversé la frontière sabbatique au terme d'une longue marche de sept mois dans la jungle.

La majorité des réfugiés sont des jeunes gens provenant d'anciens bastions de l'UNITA, des zones de l'intérieur (Silva Porto, Mavinga et de la partie de la côte atlantique (Moçimboa, Benguela).

Après avoir franchi la frontière, les réfugiés se rassemblent à « Sasseka », en bordure de la bande de Caprivi, puis à « Makoni ». Certains souhaitent se rendre au Zaïre, où ils ont des parents, mais la plupart veulent regagner l'Angola quand le paix reprendra. Ils affirment avoir évité de fuir vers la Namibie, cette frontière connaissant « trop d'activités militaires ».

Après le dernier afflux de civils, la Zambie abrite désormais seize mille réfugiés angolais. Elle pourrait de ce fait, si les combats se poursuivaient, être rapidement aux prises avec un « problème très sérieux », a indiqué mercredi 29 décembre, M. Milner, ministre zambien de l'Intérieur. — (A.F.P.)

Une délégation française, dirigée par M. René Servais, ministre plénipotentiaire, arrive lundi 27 décembre à Luanda, a été reçue, mardi, par M. Paulo Jorge, ministre des Affaires étrangères. C'est la première fois, depuis l'indépendance de l'Angola, qu'une délégation officielle française se rend à Luanda. — (A.F.P.)

Ouganda

Six policiers auraient été lynchés par la foule à Kampala (Ouganda) après avoir tué trois civils pour s'emparer d'une voiture. Selon des informations parvenues le 28 décembre à Nairobi, le président Idi Amin avait récemment sciemment la police de « s'emparer des biens d'autrui ». — (A.F.P.)

Prochain article :
IL — LA RUÉE
SUR LES ÉCOLES PRIVÉES

هنا من الأهل

Ces pauvres Anglais...

La ruée — bien réelle, — les semaines passées, des Français

Bercés dans leurs ronronnantes certitudes par des clichés vieux de cinquante ans, les descendants du « peuple le plus spirituel de la terre » commencent à s'interroger depuis que le franc ne va plus très bien, lui non plus. Mais ils ne se préoccupent guère du délabre-

sans doute, fait ni chaud ni froid Et pourtant, si les Anglais supportent aussi calmement le difficile passage de la gloire impériale à l'exiguïté européenne, c'est peut-être parce qu'ils ont de l'humour, du sang-froid, du civisme et un courage légendaire. Mais c'est aussi parce qu'une presse indépen-

Le « miracle de l'or noir » changera-t-il l'image que nous nous entêtons à cultiver de nos voisins ? C'est possible. Pourvu alors que « cette pauvre Angleterre » ne redeviennne pas « la perfide Albion »...

NICOLE BERNHEIM.

● Un policier a été grièvement blessé à la tête, mercredi 29 décembre, dans une gare de Barcelone, par un homme qui distribuait des tracts émanant apparemment d'une organisation d'extrême gauche. — (Reuter.)

« Un autre fait, la palette à Berlin, nous a permis d'observer d'assez près les attitudes des quatre « contestataires » d'entre eux, le philosophe Jacques Karon et le critique littéraire Jean-Joseph Lipietz, appartenant au « comité pour la défense des travailleurs », et les deux autres, qui ont accablé sans tarder, pour leur attitude lors des incidents du juin 1976 à propos des salaires, les deux autres membres de ce comité, le professeur de droit M.M. Blumstein et le journaliste et écrivain M. Adam Michnik. (M. Michnik a été expulsé dans le « Monde » daté du 12 juillet 1976, sous le titre « Les contestataires à Vite la Pologne »). Aucun membre du comité n'a été arrêté, quoiqu'il

OCÉAN INDIEN

UN AN DE «VOIE SOCIALISTE» A MADAGASCAR

De notre envoyé spécial JEAN-CLAUDE POMONTI

On se fait une idée du cadre se posent les problèmes économiques en prenant le train qui relie la capitale malgache à son principal port, Tamatave. La route est d'ailleurs presque inat-
tachable et le demeurera tant qu'une équipe chinoise n'en aura

Partois dans un état assez pitoyable, 4 000 kilomètres de routes bitumées ou empierrées, c'est peu pour une île plus vaste que la France. Le parc automobile ne compte qu'un peu plus de cent mille véhicules. Le réseau ferroviaire est long de 884 kilomètres seulement. Madagascar dispose de deux cents pistes d'atterrissage pour quatre-vingt-cinq gares. La faiblesse du réseau oulier et du réseau ferroviaire tient au peu d'intérêt qu'avait l'administration coloniale à investir dans l'infrastructure d'une île où s'éparpillaient quelque quatre millions d'habitants, soit deux fois moins qu'aujourd'hui.

La véritable nationalisation de l'économie malgache s'est réalisée à compter de 1972, après la chute du régime de l'ancien président, qui tout avec sursis de mesures prises en 1975. Du 15 juin au 31 octobre 1976 les chiffres des affaires des entreprises contrôlées par l'Etat sont passés de 63 à 61 %, soit par secteur de 63 à 100 % (banques), de 18 à 100 % (industries), de 15 à 100 % (assurances), de 15 à 78 % (exportations), de 20 à 60 % (importations), de 15 à 100 % (transports maritimes), de 10 à 100 % (transports aériés). L'électricité et les eaux étaient déjà sous le contrôle de l'Etat avant ces nationalisations.

des pots sont maintenant marqués.
fin, la production agricole marocaine
le pas : l'indice est de 107.
1976 contre 100 l'année précédente
(base 100 en 1970).
En revanche, en 1976, le ts
d'importations est inférieur
dessous de 7 % chiffre envia-
pour un pays du tiers-monde.
Le prix du sucre n'a pas at-
tement depuis 1952. L'essence d'
meure à bon marché, et antici-
de la hausse des prix du pétrole
venue depuis mars 1975. Le p-
vente du kilo de riz est
565 Fp depuis 1972. Bien enten-
il s'agit là d'armes à double tran-
chant, le consommateur y trouve
un avantage qui compense un peu
producteur. Par ailleurs
experts... — le service de la det-

L'existence d'un potentiel agricole considérable est, en quelque sorte, à la fois un frein au développement et une chance. La prépondérance de l'Etat, notamment en matière d'emprunt, tient peut-être pour une part à la tentation propre au caractère local, du repos sur soi. Mais une rupture avec les stocks de beurre doit-elle être considérée comme un signal de détresse dans un pays où le revenu annuel par habitant est

Le pays produit de quoi se nourrir, sauf dans le Sud, déserté depuis toujours. En règle générale, il ne semble ni plus mal ni mieux loti que voilà quatre ans. La variété et la richesse des marchés des Hauts-Plateaux paraissent en témoigner, même si les mendiants semblent un peu plus nombreux chaque année à Fianararive. Mais, c'est dans la capitale que se font et défont les régimes.

Prochain article :
EN QUÊTE
D'UN « FRONT UNI »

A travers le monde

Iles Gilbert

● **LES ILES GILBERT.** L'UNE DES DERNIÈRES COLONIES BRITANNIQUES, seront dévolues à partir du 1^{er} janvier, au statut d'autonomie interne. L'archipel, peuplé d'environ cinquante mille habitants, et situé dans le Pacifique du Sud, est très pauvre. Il tire la majeure partie de ses revenus des mines de phosphate de l'île Ocean, dont les habitants réclament de leur côté l'indépendance, tout en sachant que les mines seront épuisées dès 1979. — (Times).

« Au demeurant, la gestion des sociétés nationales, mises en place en 1973, fait l'objet de critiques toujours justifiées. La République démocratique n'a peut-être pas encore, au demeurant, les moyens ni la volonté de l'attaque de front, cette année-là, contre la gauche d'aller plus vite que le président Rastirski. L'ignorer pas que d'autres forces — l'ancienne administration, la bourgeoisie marine et même certaines des ses amis de la côte — ont freiné cette évolution et que, dans son pays, les bolchevistes ne se contentent pas un chèque en blanc.

Faute de statistiques sérieuses, les explications avancées sont, par exemple, le taux de croissance démographique (2,5 % par an), le fait que les Chinois ont une consommation du riz plus élevée que les Vietnamiens, les Chinois l'auraient reproché à leurs amis malgaches d'en « manger trop ». Il suffisait, pourtant, d'être malgache pour être considéré comme un « gros mangeur » et se voir utile passer du chiffre très probable de 6 000 tonnes/an à 50 000 tonnes pour atteindre l'auto-suffisance en riz. Les Vietnamiens, à surfaces cultivées. On pourrait aussi convaincre le paysan malgache des Hauts-Plateaux d'utiliser ses terres à l'exportation de noix de coco par an, ce qu'il fait traditionnellement. Ou encore, dans certaines régions, le persennier (arbre à trois feuilles) est la base d'une époque de la molsouan.

BIBLIOGRAPHIE

« MADAGASCAR

DEPUIS 1972 »

de Robert Archie

Personne n'avait, avant Robert Archer, analysé avec une telle minutie l'évolution de l'ancien empire colonial français de l'océan indien. L'auteur, qui a été directeur du Centre français de Madagascar, en 1972 l'éviction du président Tsiranana. Cet historien d'une révolution amorcée à Madagascar, a écrit un livre sur la décadence de la France à Madagascar, à l'université de Tananarive constituée le premier essai d'exploitation d'un régime militaire malgache.

L'auteur revient sur la genèse de la révolution, sur les conséquences. Puis, il traite des trois années pendant lesquelles le général Gabriel Ratsimilaho a exercé le pouvoir, des pournautes, de l'éphémère infirmité du colonel Richard Ratsimandrava, de l'irrésistible ascension de Ratsimilaho, de la démission de Ratsimilaho, après l'interrègne du directeur militaire (février-juin 1975) de Robert Archer ne laisse dans l'ouvrage, de la décadence de ce régime de forces politiques telles que l'Église. Il fait une place aux questions d'équilibre ethnique, qui ont été au lourd héritage colonial.

Alors que Paris s'inquiète d'un désistement à gauche qu'elle croit perverti, les schémas d'élaboration mûrissent. Les miliciens, les fautes d'orthographe, le parti, de déceptions radicalement démentes. Sa conclusion donne parfaitement le ton général de l'ensemble de son ouvrage : « L'ouvrier militant est non content. Bataillons en tant qu'ouvrier homme providentiel, mais l'obligé à appliquer son programme. Qu'il en soit soutenu par le socialisme ne serait qu'un accident de l'Histoire ».

PHILIPPE DECRAENE

* Editions l'Harmattan, 18, rue
des Quatre-Vents, Paris, 210 pages

Un discret rapprochement avec Paris

Les Malgaches aspirent visiblement à se retrouver entrainés eux, chez eux. Le vocabulaire politique « en ressent et la révolution » tous azimuts - est assés l'expression d'une volonté de se débarrasser d'une dépendance passés, ainsi que signifiée au « Vava », le Français de l'île.

Bon entretien des relations assez étroites avec le régime de l'ancien président Tsiranana. Interrogé sur l'état des rapports entre son pays et l'Allemagne fédérale, le président Ratsiraha répondit : « Il n'y a pas de problème, car nous n'avons pas de Madagascars, dix mille Allemands pour nous séparer. »

Dans l'entourage du président malgache, on dénonce l'existence d'un « lobby parisien franco-malgache » qui « sabote la révolution ». Avenant d'être choisis par le directeur militaire comme chef de l'Etat, M. Ratsiraka n'a-t-il pas dû, en juin 1975, se rendre discrètement à Paris pour y rencontrer notamment M. Abelin, alors ministre de la coopération, et y négocier la dissolution d'un gouvernement malgache en exil ?

Accueillant... début... novembre,
le nouvel ambassadeur français,
le président Ratsiraka lui a dit :
« Vous verrez que c'est un
peuple attachant, un peuple qui
mérite qu'on s'occupe de lui. »
Après avoir remis ses lettres de
crédence, M. Pierre Hunt a dé-
claré, de son côté, que son hôte
s'était montré « soucieux de
l'image de marque de Madaga-
scar à l'étranger, qui risque
d'être ternie par des erreurs de
jugement et d'information ».

Dans la négociation d'un nouveau type de relations entre la

rance et Madagascar, Paris a
is du temps à comprendre que
arrière la souris malgache, se
assimilait une volonté réelle
établir un dialogue sur des
sues différentes. En 1972-1973,
s Français, qui ont longtemps
étendu ne pas comprendre où
urs partenariales voulaient en
venir, ont donné l'impression
r'ils refusaient, en fait de
uer le jeu.

Depuis l'été dernier, à Paris, la dernière entrevue, a été faite par MM. Giscard d'Estaing et Tananariva, — le climat semble être allégé, en dépit d'un court contretemps financier. Un pont français a été élevé à hauteur de 25 milliards de francs malgaches les avoirs français malgaches, alors que les cales des Malgaches aboutissent à destination de Madagascar, — l'induction faite des bénéfices patriotes. La négociation se poursuit. L'assistance financière française, elle est aujourd'hui réduite à tiers de son montant de l'époque de M. Tananariva : 10 milliards de francs malgaches contre 30 milliards autrichiens. Six cents coopérants français, dont quatre cents enseignants, travaillent à Madagascar, les Malgaches comptent par personnes assises dans les écoles françaises (environ cinquante membres) et celui de l'hôpital militaire français de Tananariva (quarante). Mais si les Malgaches semblent se féliciter de cette aide, paraissent moins enthousiastes à l'idée de voir une telle communauté française de pieds-rouges — d'instaurer eux sur eux. Les efforts actuels de rapprochement, d'un côté comme l'autre, paraissent encouragés. — J.-C. P.

philosophie d'Etat

مكتبة الأمم

EUROPE

Union soviétique

M. Brejnev souhaite conclure « au plus vite » un accord sur les armements stratégiques avec M. Carter

De notre correspondant

secou. — L'auditoire au discours s'adresse en un discours bien souvent le cas des déclarations M. Brejnev vient d'adresser au journaliste américain au Kingsbury-Smith, de haute stature, et dont le est repris dans toute la soviétique de jeudi 30 décembre.

nées avant tout au peuple ain et à la nouvelle admi- nistration démocrate qui assurera le 20 janvier, ces déclara- tions une image extrê- mement raisonnable et ration- nelle, ne manifestant que une amabilité, un climat de la prise de contact entre Brejnev et Carter, prise de que l'on souhaite claire- ment bien à Moscou qu'a- gon. Il n'est donc pas que M. Brejnev ait irement omis dans ses s ses attitudes déconfor- tables contre les « mœurs- nées » des Etats-Unis s affaires intérieures de soviétique et qu'il ait sus silence la « criminali- tés » Moscou fait l'objet, part de Washington, dans anges économiques. Lais- sés idéologiques, le secré- taire n'a rien dit non plus ins chauds de la planète, agisse du Proche-Orient ou bique australis, à propos s la presse soviétique e pourrait régulièrement tristes et les complots de laisme américain ».

d'un homme ouvert au dialogue « constructif » et tout entier consa- cré au renforcement de la paix dans le monde. Le thème le plus important qui incombe aux Etats-Unis et à l'U.R.S.S., a répété une nouvelle fois le secrétaire général, est de terminer « au plus vite » les négociations sur la limita- tion des armes stratégiques suspendues depuis le mois de mars. Sans jamais citer le nom de M. Ford, M. Brejnev a précisé que ces négociations devraient se poursuivre « sur la base de l'en- tente intervenue à Vladivostok en 1974 ». Rejetant implicitement sur les Etats-Unis la responsabilité de la suspension des négociations, il a ajouté : « De notre côté, il n'a eu et il n'y aura aucun obstacle dans cette entreprise qui concerne l'humanité tout entière. (...) A en juger par de récentes déclarations du président élu Carter, la partie américaine montre qu'elle aussi comprend toute l'actualité du pro- blème. On aimerait espérer que cela promet un succès rapide. »

C'est ensuite sur le mode peiné que M. Brejnev s'est « étonné de l'attitude de certains milieux occi- dentaux, aux Etats-Unis et dans d'autres pays de l'OTAN (...) qui se conduisent comme si le monde se trouvait toujours à l'époque de la guerre froide, qui lancent sans cesse des campagnes sur une pré- tendue menace grandissante de la part de l'U.R.S.S., qui exigent sans cesse de nouveaux crédits militaires ». Se voulant rassurant, M. Brejnev a poursuivi : « Je tiens à préciser une fois de plus que l'Union soviétique ne menace personne et n'entend attaquer personne. Il ne faut pas se laisser

épouvanter par des menaces my- thiques. » Pour M. Brejnev, enfin, un ac- cord SALT devrait constituer le principal sujet d'une rencontre avec M. Carter, sans doute en 1977. Le secrétaire général ne l'a pas affirmé explicitement, mais, après avoir préconisé « la pour- suite de la pratique des rencontres à l'échelon le plus élevé », il a précisé que l'U.R.S.S. tiendrait compte pour fixer la date du prochain sommet soviéto-améri- cain « des progrès réalisés ».

Contre-offensive idéologique

Tout en pratiquant l'art de l'ouverture, le secrétaire général est donc resté prudent quant au fond. Ses déclarations, bien que soigneusement pesées et fort sé- lectives, ne contiennent aucune nouveauté. Cela peut se com- prendre dans la mesure où il a déjà été passablement échauffé dans ses rapports avec MM. Nixon et Ford. Les Soviétiques, d'autre part, continuent de s'interroger sur les véritables intentions de M. Carter et de sa nouvelle équipe. Certains officiels se lar- guent bien en privé d'avoir ren- contré « une première victoire » en ayant contribué par leurs cri- tiques à maintenir leur « ennemi numéro un » M. Schlesinger, hors du Pentagone. Mais c'est pour regretter tout de suite après l'influence que l'ancien secrétaire à la défense en conserverait pas moins auprès de M. Carter.

Le fait que M. Brejnev, tout comme la Pravda dans un com- mentaire sur la composition du cabinet Carter (Le Monde du

30 décembre), ne mentionne spé- cifiquement que les négociations SALT au chapitre des sujets pro- mettus en dit long sur le réa- lisme qui prévaut à Moscou. A court terme, au moins, les ten- tatives pour développer dans d'autres secteurs moins vitaux le dialogue soviéto-américain ris- quent en effet de se heurter, comme dans le passé, au pro- blème du respect des droits civils en U.R.S.S., ou aux intérêts de l'Union soviétique dans di- verses régions du monde. Or, pour Moscou, il est moins question que jamais de consentir à d'im- portants sacrifices sur l'autel de la coexistence pacifique, qu'il s'agisse de la politique étrangère ou d'une plus forte raison, de la politique intérieure.

La lecture de la presse, si elle signifie quelque chose, est fort portante de ce point de vue : si M. Carter y est pour l'ins- tant épargné et si le nom de M. Zbigniew Brzezinski n'est plus suivi, comme dans le passé, de l'expression « ennemi de la dé- tente », ou « antisoviétique bien connu », il ne se passe pas de jour sans qu'elle dénonce les violations des droits de l'homme aux Etats- Unis, les ravages causés par la crise économique ou les méfaits de l'impérialisme américain, à Bangkok, à Santiago, à Pretoria ou à Salisbury, sans oublier Tel- Aviv. L'heure n'est pas manifeste- ment à la détente idéologique, mais au contraire à la contre- offensive.

Les Etats-Unis ne sont pas, loin de là, les seuls à subir ce traite- ment. Les Français, par exemple, n'est pas épargnée depuis quelques mois, en dépit du statut « exemplaire » de ses relations avec Moscou.

JACQUES AMALRIC.

"Très important ouvrage... On a peine à s'interrompre lorsqu'on a commencé à le lire... Des exemples dont je gage qu'ils deviendront célèbres... Une approche globale, neuve et convaincante d'un problème qui se pose à tous les Français, quelles que soient leurs préférences politiques."

François GOGUEL, Le Monde

"Hâtez-vous de prendre la tête de l'armée des lecteurs du Mal français, car j'ai la certitude que ce livre est promis à un succès qui devrait en toute justice éclipser celui de Quand la Chine... Ce livre est mieux qu'un discours, une grande action qui, peut-être, peut encore changer le cours du destin."

Pierre CHAUNU, Usine Nouvelle

"Ces 525 pages vont faire couler des torrents d'encre... Le livre le plus important qui ait été écrit sur notre pays depuis la guerre."

Georges SUFFERT, Le Point

"Ses révélations sont peut-être les plus passionnantes qui aient encore jamais été faites sur l'histoire récente."

Jean MAURIAC, AFP

"Je ne connais pas M. PEYREFITTE. Dans ce livre, nous nous retrouvons sur l'essentiel : rendre les Français responsables. Il parle de manière tout à fait concrète. C'est ce qui me plaît."

Jean-Jacques SERVAN SCHREIBER, France-Inter

"Un livre important et important."

Maurice CLAVEL, Le Nouvel Observateur

"Un livre immense, d'une extraordinaire densité."

Philippe VASSEUR, Les Echos

"Un livre à vrai dire si brillant, si perspicace, si ample et si riche qu'on reculerait devant la difficulté d'en rendre un compte exact..."

Dominique JAMET, L'Aurore

"Un grand talent d'écrivain... des formules saisissantes, des images expressives... Un usage ingénieux de la méthode comparative... La démonstration d'Alain Peyrefitte, informée aux meilleures sources, servie par une dialectique éblouissante, emporte la conviction... Gageons que ce grand livre va provoquer un grand débat."

René REMOND, Le Figaro



A MADAGASCAR PORTÉE ET LES LIMITES DU RAPPORT KHROUCHTCHEV

II. — Des mesures utiles mais insuffisantes

par JEAN ELLEINSTEIN

portée et les limites du rapport secret de Krouchtchev, et leurs conséquences, ont été analysées par Jean Elstein (1) dans un exposé lu le 6 mars 1976 de la colloque organisé par l'Institut d'études slaves à l'occasion du vingtième anni- versaire du XX^e congrès du parti communiste. Nous ache- vons aujourd'hui la produc- tion de ce document, demeuré jusqu'à présent inédit. (Voir Monde - 30 décembre)

partis communistes étran- gers furent informés que tard- iement du rapport Kroucht- chev, dans le cas du P.C.F., en le lendemain matin (voir le texte qui devait être lu le soir même avec ma de n'en point parler, ni ne le publierait pas. Il fut donc plusieurs centaines d'heures d'explications et l'un des membres du parti et jus- qu'à la fin de la nuit, il fut dit que ce texte ait été lu en Occident quelques jours (2) On peut plutôt se demander si l'Etat n'a pas été si tard- iement informé que le fait que le fait que les pro- pos, fondamentaux de la dé- mocratie et de l'Etat : économiques, il y avait na- turellement bien dans les séances publiques que le rapport secret, de nom- breuses références à la démocra- tie, mais, justement, il faut chercher derrière la des mots la contre des

bien référence à ces problèmes, mais elle est loin de procéder à l'analyse d'ensemble qui était né- cessaire. La vérité, nous le savons, c'est qu'en 1923, du fait de la guerre civile, le parti communiste exerce un pouvoir total en Russie sovié- tique. Les libertés publiques n'y existent pas et le fonctionnement du parti lui-même n'est pas démoc- ratique. Cela n'a rien à voir avec le socialisme, mais avec les condi- tions dans lesquelles celui-ci de- vait s'édifier, l'absence de struc- ture, d'organisation et de tradi- tions démocratiques dans la vieille Russie, la guerre civile, l'entou- rage capitaliste hostile. Que l'on pense à l'attitude du gouverne- ment français entre 1918 et 1924, pour ne prendre qu'un exemple, parmi d'autres. Quelles qu'en soient les raisons, il reste que l'Union soviétique, dans son déve- loppement historique, n'avait pas créé un système politique démoc- ratique.

Le fonctionnement de l'Etat, d'un Etat aux pouvoirs et aux responsabilités de plus en plus considérables, l'exposait à des périls d'autant plus graves qu'il était omniprésent. Au système du parti unique dirigeant l'Etat s'ajoutait le fait que le marxisme était devenu philosophie d'Etat. Un parti-Etat avec une idéologie officielle, tout cela constituait un ensemble bien redoutable, surtout quand cet Etat joue en outre le rôle économique, social et cul- turel décisif, et cela dans un pays où la société civile, pour repren- dre le mot de Gramsci, était « gelée », phénomène encore aggravé par les conséquences de la révolution et de la guerre civile dans un pays encore rural, archaïque et insuffisamment dé- veloppé sur le plan culturel.

Malgré les aspects incontestable- ment démocratiques de la révolution d'Octobre — les bol- cheviks avaient conquis la majori- té dans les soviets d'ouvriers et de soldats d'une façon relative- ment libre ; la guerre civile avait donné naissance à une voie dicta- toriale vers le socialisme. Comme le notait, en 1925, Boukharine, il s'agissait d'une « dictature mili- taire révolutionnaire ». Des efforts furent faits pour développer l'ini- tiative populaire et associer les masses à l'édification du socia- lisme. Ce fut, en particulier, déci- sif lors de la deuxième guerre mondiale et explique la résistance incroyablement courageuse des peuples soviétiques à l'invasion, aussi bien dans les territoires occupés que sur le front et à l'ar-rière. Il fallait cependant se ren- dre à l'évidence.

cratie et la terreur stalinienne — des progrès économiques et cultu- raux qui aggravent la contradic- tion existant entre une formation économique et sociale qui tend, vers la démocratie et un système politique qui s'en écarte de plus en plus à partir du début des années 30, ce qui n'était pas nécessaire à la lutte des classes, ce qui n'était ni le produit du socialisme ni la conséquence du marxisme. Il y avait des éléments de socialisme en U.R.S.S., mais d'un socialisme du sous-déve- loppement économique et culturel.

On aurait tort, à mon sens, de ne voir dans le XX^e congrès que le résultat de l'action de quelques hommes, mais il est en même temps cela pour des raisons évi- dentes. Ces hommes sont dans une très large mesure en avance sur la plupart des autres diri- geants soviétiques — on le constate par exemple lors de l'adoption de la proposition de l'édition d'un jour- nal dans la vie d'un citoyen sovié- tique (3).

Soit parce qu'ils ne le purent pas, soit parce qu'ils le vou- lurent pas, ils ne purent donc pas les problèmes fondamentaux du fonctionnement de l'Etat, des libertés publiques, de la philo- sophie d'Etat, qui étaient le ré- sultat de cette voie dictatoriale vers le socialisme. Mieux encore, ils luttaient avec résolution contre ceux qui ne pouvaient se conten- ter de condamner certains crimes sur ce terrain.

Un échec relatif

L'article de la Pravda du 5 avril 1966 est à cet égard très éclai- rant : « Certains éléments pour- ront, sous prétexte de combattre le culte de la personnalité, tenter de mettre en doute la justesse de la politique du parti » ; et de donner des exemples précis à propos des organisations du parti, d'un laboratoire scientifique et de la direction statistique régionale de Moscou. L'évolution de la situa- tion en Pologne et en Hongrie dé- veloppait encore cette orien- tation dans les mois suivants.

Il est vrai que la solution de ce problème n'était pas simple et elle ne l'est toujours pas, car il n'est pas commode de développer la démocratie politique à partir d'un système de parti-Etat unique et d'une idéologie d'Etat mais, en tout cas, on ne pouvait se conten- ter de condamner certains crimes de Staline — ceux-ci et pourquoi pas d'autres ? — ou bien encore d'attribuer à Staline des respon- sabilités qui ne pouvaient être seulement les siennes, pour im- portantes qu'elles fussent.

autant de mesures utiles et dont il ne faut pas sous-estimer l'im- portance, mais en même temps bien insuffisantes pour avancer sur une voie nouvelle et éviter surtout de retomber dans les erreurs du passé.

La voie que l'on a choisie, le parti communiste de l'Union soviétique ne risquait-il pas de les voir à nouveau donner des signes, des similitudes à celles du passé ? C'est ce que montrent l'évolution de l'Union soviétique depuis 1964 et le coup d'Etat qui a éliminé Krouchtchev.

Les causes de l'échec relatif de la politique du XX^e congrès me semblent être là, précisément. Des traits essentiels du système sta- linien subsistent, avec ses incon- vénients et aussi les facilités qu'ils pouvaient procurer au pou- voir.

Pris entre la nécessité d'aller plus loin, c'est-à-dire jusqu'au bout de cette analyse et de cette politique nouvelle, et l'impossi- bilité de parcourir cette route en raison des résistances rencontrées, N. S. Krouchtchev échoua sur de nombreux points. Malgré les progrès économiques, il ne réussit pas à faire progresser dans des pro- portions suffisantes l'agriculture et les industries de consommation. Les libertés publiques restèrent plus le fait du pouvoir qu'un droit imprescriptible du peuple, la sécurité des personnes resta précaire et souvent menacée. Les libertés de création et de recher- che furent incertaines, et celle de l'information trop certainement inexistantes. Sur le plan extérieur, malgré les progrès de la détente, les événements de Hongrie vin- gent illustrèrent la difficulté de la difficulté de l'entreprise. Les rela- tions avec les communistes chi- nois commencèrent à se gâter.

Partout, l'impérialisme tenta, et parfois non sans succès, de pro- fiter des difficultés nées du XX^e congrès.

La voie que celui-ci avait tracée était étroite, donc difficile. Valé- rine en juin 1967, la résistance à la politique du XX^e congrès ne désarma pas et, profitant des difficultés rencontrées par Krouchtchev et de ses erreurs de gestion et de direction, réussit à le renverser en octobre 1964.

Il est à mon sens hautement significatif que le XX^e congrès, tenu vingt ans après le XX^e, ait été muet sur cet anniversaire, de même que la presse soviétique.

FIN

● L'U.R.S.S. et les autres pays socialistes jugent « prématurés » et « sans justification » la déci- sion de l'Assemblée des Nations unies de reprendre, au printemps, sa session interrompue le 22 dé- cembre pour examiner les résul- tats de la conférence Nord-Sud. Dans une lettre au président de l'Assemblée, publiée mercredi 29 décembre, le représentant de la Bulgarie à l'ONU, M. Yankov, au nom du groupe des pays socia- listes, fait valoir que les questions qui font l'objet de la conférence Nord-Sud pourraient être discu- tées selon les procédures ordi- naires de l'ONU. — (A.F.P.)

La philosophie d'Etat

e s'agit pas ici de refaire tout Krouchtchev. Ce n'est aujourd'hui qu'un document, et c'est en ce sens que devons l'analyser. Sa fon- damentale tient au fait qu'elle donne une explication nulle des événements aux- il faisait référence ; d'un point de vue, on peut pen- ser qu'il n'y a pas assez, indispensable, par exemple, l'interprétation du proces- sus révolutionnaire en Russie, la révolution du point de vue économique, social, politique, idéologique, la guerre et ses conséquences, pour compte des événements ul- rs.

résolution du comité centra- l'U.S. du 30 juin 1956 fait

ASIE

Chine

Un document du comité central fait état de troubles graves à moins de 200 kilomètres de Pékin

Des troubles graves ont éclaté, entre le printemps et le mois d'octobre 1976, dans la ville de Paoting, à seulement 180 kilomètres de Pékin. Il y a quelques jours, la radio de la province du Hebei, où se trouve Paoting, avait évoqué en termes vagues ces troubles qu'elle attribuait aux partisans de la « bande des quatre ». Les correspondants à Pékin de l'agence Reuters et de plusieurs journaux britanniques, citant une « source digne de foi dans la capitale chinoise », affirment que les incidents ont été beaucoup plus importants que ne le donnaient à penser les organes d'information officiels.

Selon l'agence Reuters, l'agitation à Paoting se traduisait encore « récemment » par « des meurtres, des attaques à main armée et des vols ». Un « conflit entre groupes rivaux » aurait entraîné des pillages d'usines, des raids contre des arsenaux et des attaques de banques. Le *Financial Times* va jusqu'à parler de « milices privées opérant avec des armes et des voitures militaires volées, établissant des quartiers généraux, sabotant les transports et faisant des prisonniers ». Selon le quotidien britannique, les « bases rebelles sont démantelées par l'armée ».

L'AGENCE TASS MENTIONNE LES « DIATRIBES » DE M. HUA KUO-FENG CONTRE L'U.R.S.S.

(De notre correspondant.)

Moscou. — La presse soviétique reproduit, jeudi matin 30 décembre, une longue dépêche de l'agence Tass rendant compte de la conférence nationale agricole qui vient de se tenir à Pékin pendant dix-huit jours. Selon Tass, cette conférence a débordé de son cadre et plusieurs de ses participants ont été accusés de « nombreux aspects importants de la vie politique actuelle en Chine, notamment le problème de la consolidation des positions des autorités chinoises en place ». Tass, qui rapporte en détails les déclarations de M. Hua Kuo-feng sur le « complot des quatre » qui cherchaient à s'emparer de la direction du parti et de l'Etat, conclut sa dépêche en ajoutant que « le discours de Hua Kuo-feng renfermait des diatribes contre le social-impérialisme, diatribes employées depuis longtemps en Chine pour noyer l'Union soviétique et sa politique étrangère ». Bien que la presse soviétique ait abandonné depuis la mort de Mao Tse-tung, la polémique avec Pékin, c'est la troisième fois qu'elle indique à ses lecteurs que Pékin n'a pas pour autant renoncé à ses attaques contre l'Union soviétique.

J. A.

L'agence France-Presse assure toutefois que « selon des voyageurs étrangers qui ont traversé Paoting ces jours derniers, la situation y apparaît actuellement tout à fait calme et normale ». L'A.F.P. précise que les informations sur les événements de Paoting proviennent d'un « document du comité central datant du début d'octobre et dont le texte circule actuellement à Pékin ». Il révèle que de « mauvais éléments » se sont livrés à des « pillages d'arsenaux et de réserves de grains », qu'ils ont « saboté » des usines et qu'ils ont « fait sauter » d'autres. Après le tremblement de terre de Tang-shan, fin juillet, ils auraient intercepté des convois de vivres et de secours divers en route vers la région sinistrée.

Toujours selon l'A.F.P., les troubles remontent au printemps, avant la mort du président Mao. Dès cette époque, en effet, « des voyageurs avaient rapporté, sur la foi d'officiers gros caractères », que « à Paoting, un groupe d'éléments de classe avait investi un arsenal et avait dû être désarmé par la troupe alors qu'il s'apprêtait à marcher sur Chih-Chia-Chuang, la capitale de la province du Hebei ».

Si les troubles de Paoting et ceux dont les radios provinciales ont fait état dans d'autres régions, sans en préciser la date exacte, ont effectivement commencé au printemps, il apparaît qu'une situation anarchique s'était installée dans certaines provinces chinoises alors que la mort du président Mao était proche. Leur prolongation et leur intensification, après la mort, en septembre, du Grand Timonier est-elle la preuve que M. Hua Kuo-feng se heurte à une résistance ? La correspondance du *Financial Times* à Pékin estime que « la lutte contre la « bande des quatre » est loin d'être terminée » et que M. Hua Kuo-feng pourrait être amené à ordonner une « grande purge, jusqu'au niveau ministériel, de base ». La lutte entre les partisans de M. Hua Kuo-feng et ceux des « quatre » aurait provoqué « une vague de criminalité » sans précédent et les autorités auraient le plus grand mal à assurer la sécurité publique dans certaines provinces.

POLITIQUE

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 29 décembre 1976 au palais de l'Élysée sous la présidence de M. Giscard d'Estaing. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

PERSONNELS DE L'ÉTAT

Le conseil des ministres a approuvé un projet de décret portant modification de la répartition des personnels civils et militaires de l'Etat. Ce projet applique les dispositions de l'accord salarial du 15 mars 1976 conclu pour 1976 avec les organisations syndicales de la fonction publique et dont l'application avait été maintenue pour cette année lorsque a été arrêté le plan de lutte contre l'inflation. Il prévoit pour assurer le maintien du pouvoir d'achat, une augmentation complémentaire de 2,35 %. L'accord salarial aura été ainsi absolument respecté.

IRRIGATION DU LAURAGAIS-AUDOUS

Le conseil des ministres a adopté un projet de décret qui étend le périmètre de la concession de la Compagnie nationale d'aménagement du Bas-Rhône et du Lauragais pour permettre la réalisation des travaux d'irrigation dans la plaine du Lauragais-Audois sur une superficie de 9 966 hectares. La consommation a augmenté de 0,8 %. Les travaux, réalisés conjointement par la Compagnie et par un syndicat mixte regroupant le département et les communes intéressées, seront financés par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole ainsi que par des prêts de la Caisse nationale de crédit agricole.

INDICE DES PRIX

Le premier ministre a donné connaissance au conseil des ministres de l'évolution des prix en novembre. L'indice des prix à la consommation a augmenté de 0,8 %. Cette hausse incorpore le relèvement de la taxe intérieure sur les produits pétroliers qui a provoqué une augmentation de 15 % du prix des carburants. Compte tenu de ces facteurs, les prix ont augmenté de 0,5 %. La réduction du rythme de hausse affecte notamment les prix des produits alimentaires (0,8 % en novembre contre 1,2 % en octobre) et les prix des services (0,4 % en novembre contre 0,9 % en octobre). Les produits manufacturés augmentent de 0,4 %, carbonates exclus.

L'INFORMATION ET LA VIOLENCE

Le gouvernement a examiné les conclusions à tirer du rapport présenté par le groupe d'étude que présidait M. Christian Chauvin sur les problèmes que la violence pose à l'information. Il partage l'inspiration qui a guidé le groupe de travail et qui vise à créer les conditions d'une information libre et saine de la sécurité des Français. Il approuve les propositions présentées dans le rapport en vue de faire face aux situations relatives à la presse, à la radio, à la télévision, à la presse écrite, à la presse audiovisuelle et à la presse écrite.

RÈGLEMENT DES PETITS LITIGES

Le garde des sceaux a fait une communication au conseil des ministres.

sur le « conciliateur » dont il avait annoncé l'idée lors de l'examen par le Parlement du budget de la justice.

La constitution d'un conciliateur répond au besoin profond des Français de trouver sur place, tout particulièrement pour le règlement des petits litiges, qui, pour des raisons diverses, ne sont pas actuellement soumis aux tribunaux, une autorité proche des citoyens et capable d'apporter, par voie de règlement amiable, rapidement et sans frais une solution à leur différend.

Choisi par le premier président de la cour d'appel parmi les citoyens les plus dignes de confiance, le conciliateur s'entretient avec les parties, au niveau des cantons, dans un lieu communal, la mairie par exemple. Tous auront la faculté de lui soumettre, sans formalisme procédural, les litiges qu'ils jugent susceptibles de faire l'objet d'un règlement amiable. Le conciliateur s'efforcera d'apporter à l'état des parties, soit de ceux qui font l'objet de procédures judiciaires de conciliation, notamment en matière de divorce, de contrats de travail ou de baux ruraux.

POLICE ET SÉCURITÉ

Le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, a fait une communication au conseil des ministres sur les problèmes de la police. Il a dressé un bilan de l'activité des divers services de police face à l'augmentation de l'insécurité particulièrement ressentie par la population dans les villes. Il a ensuite exposé les conditions de la mise en œuvre des moyens humains et matériels nécessaires à l'action de la police et indiqué les conclusions à tirer du rapport sur la réforme des structures et des corps déposé par la commission interministérielle créée à cet effet le 22 septembre 1974.

Après la communication du ministre de l'Intérieur, le président de la République a déclaré : « La police accomplit avec efficacité et courage une tâche difficile, souvent au péril de sa vie. Je suis heureux de constater que la police a pu contenir la montée de la criminalité et de l'insécurité. Pour la première fois depuis quinze ans, la criminalité a diminué en effet, de manière sensible, en 1976. Dans une société libre et tolérante, les citoyens ont besoin d'une police moderne et efficace qui assure la protection des personnes et des biens. Le gouvernement lui donnera les moyens d'exercer sa difficile mission, en renforçant sa cohésion, en lui permettant d'être professionnelle et sociale et en poursuivant sa modernisation. Selon M. Jean-Philippe Lecat, porte-parole, le conseil a noté que la baisse de la criminalité en 1976 n'apparaît pas évidente à l'opinion publique, raison de la grande puissance des moyens d'information. La porte-parole de l'Élysée a ajouté :

« Certains psychoses de développement de la criminalité sur nos listes d'été ont été statistiquement exactes, contribue à

certain déséquilibre du corps social (...). La situation française n'appelle pas le type de mesures de répression et de contraintes qu'une certaine partie de l'opinion publique semble demander. »

UN EFFORT NATIONAL D'EXPORTATION

Le conseil des ministres, sur l'invitation du président de la République, a commenté les principaux événements intervenus pendant l'année 1976 dans le domaine de la politique économique et de la politique sociale, et a analysé les problèmes qui peuvent se poser, à ce titre, en 1977.

Cette discussion a été ouverte, a indiqué M. Jean-Philippe Lecat, par un exposé de M. Raymond Barre qui a rappelé notamment les événements et marquants de 1976 et évoqué les perspectives de 1977. Le premier ministre a insisté sur la nécessité de la continuité dans l'action de redressement économique entreprise.

Ensuite, M. Christian Baudouin, ministre du travail, a fait le point de la situation de l'emploi et de l'état des relations sociales. Un certain nombre de ministres sont intervenus dans la discussion. M. Giscard d'Estaing a fait en conclusion la déclaration suivante : « Tous doit être mis en œuvre pour assurer l'application du plan de lutte contre l'inflation. » Le président de la République a développé également, toujours selon M. Lecat, un des thèmes de l'action gouvernementale dans les mois à venir : « La promotion d'un effort national d'exportation. »

LE CHEF DE L'ÉTAT EN ARABIE SAOUDITE DU 23 AU 26 JANVIER

M. Giscard d'Estaing se rendra en Arabie Saoudite en voyage officiel du 23 au 26 janvier, confirmant-on, mercredi 29 décembre, au palais de l'Élysée.

MM. GORSE ET LANDOWSKI ENTRENT À LA DIRECTION DU R.P.R.

M. Jacques Chirac a complété mercredi 29 décembre, l'équipe major du R.P.R. qu'il présidait. Sur proposition de M. Jérôme Monod, secrétaire général, il nomme M. Georges Gorse, ancien ministre, délégué national aux affaires sociales, et M. Marc Landowski, ancien directeur de musique, conseiller pour les affaires culturelles et artistiques. M. Monod a d'autre part nommé comme chargé de mission régionale, il s'agit de MM. Philippe Aubergier (Bourgogne), Jacques Bonnet (Picardie), Michel Bruguères (Basse-Normandie), Michel Cadoaguet, ancien député (Paris), Robert Decaux (Normandie), Mlle Dominique Foll (Haute-Normandie), M. Jean Paul Heider (Alsace), Jacques Linouay, député du Tarn, ancien ministre (Midi-Pyrénées), Alain Marteix (Auvergne), Alain Marty (Lorraine) et Marcel Thuriel (Nord-Pas-de-Calais).

LE SECRÉTAIRE FÉDÉRAL DE L'U.D.R. DE L'HÉRAULT REFUSE DE RALLIER LE MOUVEMENT

M. Paul Jourdain, maître de conférences à la faculté de droit et de sciences économiques de Montpellier, secrétaire de la fédération U.D.R. de l'Hérault, écrit à M. Chirac pour lui faire connaître son refus de rallier le R.P.R., entente qui, selon lui, se ramène à « un compromis litigieux avec la droite ». M. Jourdain déclare dans l'hebdomadaire *« Le Sud »* : « En exploitant le sentiment national, on s'efforce d'abandonner le monopole du patriotisme et en transformant en une bonne affaire dont il ne reste plus qu'à cueillir les dividendes électoraux (et parfois les autres), nous amènerons le plus pauvre de nos concitoyens à voter pour des privilèges de l'élite et pour des professionnalités de l'État. »

Libres opinions

D'une majorité l'autre

par PIERRE LEFRANC (*)

UNE campagne est actuellement menée par certains membres du gouvernement pour leur survie des institutions à la composition actuelle de la majorité.

Comme toutes les démocraties, la V^e République repose sur le principe de l'existence d'une majorité. C'est la plus grande norme qui l'empêche et oriente la politique par l'intermédiaire de ses représentants. Il en est ainsi depuis Athènes. Parfois, une seule tendance obtient plus de la moitié des voix des députés, d'autres fois plusieurs groupements doivent s'unir pour obtenir plus de 50 % du suffrage de l'Assemblée.

En Grande-Bretagne, deux formations obtiennent puis perdent successivement la majorité et se suivent ainsi au pouvoir. En Allemagne fédérale, c'est le système des coalitions. La France de la III^e et de la IV^e République n'a jamais connu de parti majoritaire, et il faut attendre, sous la V^e République, les élections de 1958 pour voir la majorité des sièges de l'Assemblée obtenus par une seule formation.

Toutefois, la V^e République bouscule quelque peu les règles en faisant intervenir une autre majorité que celle du Parlement. Il s'agit de celle qui se manifeste lors des référendums et surtout qui s'exprime pour l'élection du président de la République.

Prétendre, aujourd'hui, que le sort de la V^e République est lié à la survie de la majorité dans sa présente composition est une manœuvre politique, et rien d'autre. Le raisonnement ne réside pas à la plus euclidienne des analyses. Depuis sa naissance, la V^e République a, en effet, bénéficié de majorités diverses. Si ces majorités se sont organisées autour du noyau central de l'U.N.R. puis de l'U.D.R., elles n'en ont pas moins été hétérogènes, et ceci même du temps du général de Gaulle. Ajoutons que les majorités obtenues par le général lors des référendums se sont révélées, dans leur composition, fort différentes les unes des autres. Ce ne sont pas les mêmes voix qui ont voté en septembre 1958 pour la Constitution proposée, et en janvier 1961 pour l'autodétermination de l'Algérie.

Georges Pompidou, quant à lui, a fait entrer dans la majorité appelée à le soutenir certains de ses adversaires de la veille, tels MM. Giscard d'Estaing, Pieven et Duhamel. Quant à M. Giscard d'Estaing, élu président, il a fait s'asseoir à la même table des U.D.R., M. Servan-Schreiber et M. Lecat.

C'est dire que la Constitution de la V^e République s'accommodait fort bien de changements dans la composition de la majorité sur laquelle repose sa stabilité. Rien, absolument rien, ne s'oppose donc à ce que les formations politiques se présentent à l'épreuve des élections sous leurs drapeaux, et l'affirmation de M. Chirac annonçant la volonté du R.P.R. de présenter ses propres candidats dans presque toutes les circonscriptions et, par conséquent, de ne pas se soumettre au principe d'un arbitrage en vue d'une candidature unique est parfaitement dans la ligne gaullienne.

Au surplus, si le R.P.R. défend jusqu'en 1978 les thèses du gaullisme, en s'opposant notamment à l'Europe supranationale, il choisit le seul moyen de l'emporter électoralement sur l'opposition et de démontrer l'attachement du peuple aux idées du fondateur de la V^e République. Le lendemain d'une victoire du gaullisme — je crois en cette victoire si les engagements conformes à l'idéologie de de Gaulle sont tenus — pourquoi une majorité nouvelle ne se constituerait-elle pas ? Pourquoi les gaullistes ne décideraient-ils pas de gouverner avec des alliés choisis non pas chez les conservateurs, mais chez les plus sociaux des élus ?

C'est cette perspective qui, sans aucun doute, inquiète les dirigeants des groupements, dont les chances d'exister par eux-mêmes sont quasiment inexistantes. On comprend bien la campagne de ces dirigeants, mais elle constitue une raison de plus pour souhaiter que les formations qui portent et défendent de grandes idées ne tiennent pas compte de leurs moulinets oratoires, n'abandonnent pas leur rigueur, ne renouvellent pas sur leurs décisions et engagements les batailles des élections municipales et législatives, à Paris et ailleurs, sous leur véritable visage.

Quant à nous, espérons que les choix qui vont s'effectuer nous convaincront que certain Rassemblement ne s'écartera pas de la haute inspiration dont est née la V^e République.

(*) Président de l'Association nationale pour la fidélité au général de Gaulle.

L'exposé de Mao Tse-toung SUR LES DIX GRANDS RAPPORTS révélé le 25 décembre à Pékin par M. Hua Kuo-feng a été publié en France dans

MAO TSE-TOUNG
Textes (1949-1958)
Edition intégrale

CERF 612 pages 831.

« Un document de base sur la doctrine maoïste et l'un des exposés les plus complets de la doctrine chinoise du développement... La publication de ce texte constitue un événement politique d'autant plus important... que selon toute vraisemblance, « les Dix grands rapports » vont constituer le sujet d'une campagne d'étude à l'échelle nationale. »

ALAIN JACOB
(Le Monde du 28 décembre)

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

Vente sur surenchère au Palais de Justice à TOURS, place Jean-Jaurès, le mardi 11 janvier 1977, à 14 heures

GRAND ENSEMBLE IMMOBILIER

Constituant le lotissement « La Grande Bruère »

à JOUE-LES-TOURS - La Grande Bruère (37)

Comportant : Première tranche Deuxième tranche

TERRAIN A BATIR 17 lots part. v. de 3 A. 67 CA. à 6 A. 78 CA. et 2 pavillon TERNON Superficie totale 61 A. 96 CA.

TERRAIN NON VIABILISÉ 122 lots de 3 A. 25 CA. à 20 A. et 6 A. 78 CA. et 2 pavillon TERNON Superficie totale 10 HA. 27 A. 34 CA.

EN UN SEUL LOT - MISE A PRIX : 2.167.000 FRANCS

S'adr. à M^{rs} J.-M. STRICKLOCK, avocat à TOURS, 8, place Jean-Jaurès, M^{rs} B. ZOUANOU, avocat à TOURS, 28, rue de Clocheville - M^{rs} S. CHIFFON, avocat à TOURS, 33, rue Nérac-Destouches, et à la v. av. près Trib. de TOURS.

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

MM. Martinet (P.S.) et Fiterman (P.C.) envisagent la participation du P.S.U. aux listes d'union de la gauche

Tribune socialiste, hebdomadaire du P.S.U., publie dans un numéro spécial, daté du 28 décembre, les conclusions de deux entretiens qu'il a respectivement accordés MM. Charles Fiterman, membre du secrétariat national du parti communiste, et Gilles Martinet, membre du secrétariat national du parti socialiste, à propos des négociations en vue de constituer des listes communes aux élections municipales prochaines — listes sur lesquelles le P.S.U. souhaite figurer sous certaines conditions (le Monde du 12 octobre).

Sur ce dernier point, M. Fiterman déclare à Tribune socialiste : « Nous, communistes, nous avons considéré que le meilleur moyen (...) était d'aller vers la constitution de listes d'union de la gauche dès le premier tour, des listes fondant leur action sur un contrat municipal clair s'inspirant des orientations du programme commun. C'est pourquoi nous avons agi pour un accord national sur cette base et nous nous sommes félicités de sa conclusion. (...) Nous avons invité nos organisations à prendre contact avec les organisations du P.S.U., partout où celles-ci ont une influence et manifestent le désir d'être associées à la bataille commune. Naturellement, il importe pour cela que soient créées les conditions d'une coopération fructueuse autour des engagements pris ensemble par les partis de gauche. Ce qui, faut-il le noter, implique aussi l'accord de tous nos partenaires. »

M. Martinet précise de son côté : « La présence de camarades du P.S.U. sur nos listes nous réjouit (par le P.S.) mais tant que l'accord principal n'est pas conclu, la tendance d'un certain nombre de nos camarades

est de mettre de côté le problème du P.S.U. et peut-être, dans quelques cas, de l'effacer complètement. Le médiorité des résultats obtenus par le P.S.U. lors des dernières élections partielles leur font probablement sous-estimer l'enjeu que représente la présence sur nos listes d'un parti qui se trouve à mi-distance de l'union de la gauche et de l'extrême gauche. Je souhaite que le P.S.U. ne démontre pas une position ambiguë et qu'il rejoigne franchement et définitivement l'union de la gauche. »

[La publication, par l'hebdomadaire du P.S.U., de cette double interview tend, pour une part, à démentir les rumeurs selon lesquelles les partis signataires du programme commun, et en particulier le P.C., ne souhaitent pas — ou plus — conclure un accord électoral avec les socialistes unifiés (« le Monde » du 25 novembre). Les réserves émises par MM. Fiterman et Martinet ne lèvent pas tous les doutes qui avaient pu s'exprimer à cet égard, particulièrement au sein de la minorité du P.S.U., très hostile à la démarche du secrétariat national en direction de l'union de la gauche.]

CENTRE UNIVERSITAIRE D'ÉTUDES POLITIQUES

LUNDI 3 JANVIER 1977 à 21 h.

LE CONFLIT

ISMAEL-ISAAC

d'après LA GENÈSE par Léon ASKENAZI

30, bd de Port-Royal PARIS (5^e)

هكزام الأهل

3

Le Monde

DÈS LIVRES

JOURNAL DE MICHELET ENFIN RÉVÉLÉ

Le sexe et la création

JOURNAL DE MICHELET, tomes III et IV, 776 et 656 pages, 125 F et 115 F.

Un tel Michel surplombait longtemps son temps comme un sombre château hanté, par un d'insurmontables démons, et d'impossible. Un formidable dispositif de défense en inter-aborde, éloignait les curieux. Avant de mourir en février 1874, l'historien lui-même n'avait à sa seconde femme, Athénais Mialaret, le secret de ce qu'elle jugerait utile. Veuve abusive, paisiblement, sans scrupules, certains moralistes d'autres, coups, cisaila là, biffa ici, les fragments relettis au premier mariage avec ou sans, puis légua le reste en 1889 à Gabriel, professeur au Collège de France, où il entra-rait du maître.

En 1933, on consulta ces liasses de notes, confidences, accumulées depuis 1826. Il en citait, respectables, innocentes ou belles, « l'ensemble à la bibliothèque de l'Institut, à l'interdiction formelle d'en rien ouvrir. Une mesure aussi sévère n'entourait pas pen-ante-seize ans les écrits intimes d'un mort sans leur valeur une réputation sulfureuse. Ruptures ces précautions proprement cléri-vaient-elles bien cacher ? »

En 1959 et 1962, sur décision de l'Institut, n'apportèrent pas toutes les lumières sou-à second touchait pourtant la période où épousa la redoutable Athénais Mialaret, de sa cadette, et entamait avec elle une singu-lerie conjugale. La sexualité si préante yie conseillait d'attribuer les cachotteries aux de ce tardif ménage. A la déception des grillauds, le document présenté, mis au point au Viallanet, avec sa solide compétence, ne rien de vraiment scabreux. Il montrait un naïve amoureux, tendre et gémissant, tenu à par une jeune dame frigide. Ses déceptions, umes, ses tristesses pouvaient émuir. Elles lent pas par un caractère évidemment scan-

isme et quatrième volumes, ordonnés cette à Claude Digeon, dans l'esprit d'intelligente se édition où travaillait déjà M. Paul Viallanet un tout autre effet.

... que où Michelet rédige les deux derniers son Journal, qui vont de 1861 à 1873, dans sa majestueuse villa. Voué à laïque, à la démocratie, il se montre néan- qu'apparaissent, sensible aux petites misères notes au jour le jour, avec une maniaquerie à monnaie, ses insomnies, ses coups de mauvaises digestions.

... jénes, les fatigues ne ralentissent pourtant sordité littéraire de cet infatigable travailleur.

De 1861 à 1873, il termine les cinq derniers tomes de l'Histoire de France, écrit sa Bible de l'Humanité, Nos Fils, l'Histoire du dix-neuvième siècle, lance un cri : la France devant l'Europe, livre une brochure d'un admirable patriotisme, composée sous le coup des désastres de 1870.

Excepté une plainte ici, une exclamation là, l'ébauche, la marche, puis l'achèvement de tous ces ouvrages laissent dans le Journal des empreintes légères, trop légères. Quelques mots d'un isonisme seigneurial indiquent simplement : « J'ai écrit d'histoire Louis XIV » ; ou bien : « Fin de la Sorcière ». Parfois, une brève lassitude arrache un aveu : « Fatigue après Bible, Louis XV... »

A la date du 28 mai 1867, le tome du dix-neuvième volume de sa gigantesque Histoire de France lui arrache trois lignes d'un médiocre intérêt. Il en consacre autant, le même jour, à l'omniprésente Athénais, délicate obsession.

Chères petites fesses...

S'il mit des mots à devenir un époux heureux, pleinement satisfait, voire comblé, Michelet n'existe plus, à partir de la soixantaine, qu'en fonction de sa jeune et trouble compagne. Chez lui, le démon de midi réalise une surprenante fixation conjugale. In-tenue ! Excluse ! Après 1861, le Journal pourrait équilibrablement s'intituler « Elle », tant Athénais, les faveurs qu'elle consent, les soins qu'elle exige, les plaisirs qu'elle refuse, y occupent la première place.

« J'écris uniquement pour elle », s'extasie-t-il, le 25 août 1866. Père, mère, autant qu'enfant, il s'inquiète de sa santé, de ses humeurs, du moindre frémissement de ce corps adoré, consigne « la préoccupation que fait chaque jour de sa nourriture, de sa digestion, de son cher petit ventre », du coup, « la chère petite toilette », de « la chère petite femme », « ses jeunes petites fesses », sèches et charnantes, « la reste aussi, bien sûr, le ravissant, l'absorbant ».

Sauf en 1869, où le réveil républicain lui inspire quelques espoirs, le siècle reste à la porte de ses chambres à coucher. Quinet, Herzen, l'« hypocrite » Renan, l'éditeur Hetzel qu'un vilain comédien « dit en rapport avec la police », mais aussi Garibaldi, Napoléon III, tant d'autres, passent comme des ombres indécises, à peine reconnaissables.

Le feu, la foudre, les coups de tonnerre dont fré-missent encore tant de pages inoubliables retombent, dans l'intimité du Journal, en mélancoliques douces, beaux dans d'amour, convulsives convulsives. Les lar-mes de l'histoire tourment en pleurs domestiques. Son sang se réduit aux menstruations, attendues, examinées avec un soin méticuleux, une joie morbide, jusqu'à tirer de lui cette exclamation : « On baisserait volontiers tout ce qui sort de ce corps si pur ».

GILBERT COMTE.

(Lire la suite page 14.)

Le retour du roi Kong

EN cette fin d'année, King Kong — le roi Kong — est en passe de devenir plus célèbre que le père Noël. La sortie du film de John Guillemin et la reprise de celui de Merian C. Cooper et Ernest B. Schoedsack ont fait resurgir dans plusieurs livres la mythologie du gorille géant surneur d'épouvante, épris de la belle aux cheveux d'or, qui apparut pour la première fois sur les écrans en 1933.

« King Kong », publié chez Albin Michel dans une traduction de Robert Latour (1) est présenté par l'éditeur comme « sorti en 1932, le roman (qui) raconte avec talent et panache toute l'histoire passionnante du célèbre monstre-dieu, cette histoire qui, avec le passage du temps, n'a rien perdu ni de fascination ni de sa qualité étrangement émouvante ». Outre que ce livre n'est pas illustré, il ne saurait constituer une révélation. « Conçu par Edgar Wallace et Merian C. Cooper, écrit par Delos W. Lovelace », il n'est, en fait, que la version romancée du scénario du film.

L'album « King Kong Story » de René Château (2) nous apprend, à ce propos, qu'Edgar Wallace, auteur anglais de romans policiers, engagé comme scénariste à la R.K.O. le 5 décembre 1931, mourut de pneumonie compliquée de diabète le 10 février 1932 sans avoir beaucoup participé à la création de King Kong, dont l'idée revient bien à Merian C. Cooper. Le scénario fut écrit et développé par James A. Creelman et Ruth Rose, la femme de Schoedsack. Au sujet de l'arrangement de Delos W. Lovelace, « King Kong Story » précise que le « roman » en question fut publié en 1933 aux Etats-Unis par Grosset et Dunlap. En même temps que le film, alors, et non une année avant ? De toute façon il n'y a pas lieu d'en faire une énigme.

« King Kong Story », qui contient une abondante et impressionnante iconographie du film de Cooper et Schoedsack, renseigne sur sa con-



★ Extrait de « Comment nous avons fait King Kong ».

ception et ses effets spéciaux qui furent longtemps tenus secrets, retrace aussi la filiation du monstre à travers diverses suites cinématographiques, bandes dessinées et même parodies. C'est donc cela qui est passionnant.

« Comment nous avons fait King Kong », (3) d'Orville Goldner et George E. Turner, reprend, avec beaucoup plus de détails sur la vie aventureuse des deux cinéastes et sur les effets spéciaux, l'histoire de la création du film de 1933. Il y a une certaine ambiguïté dans le titre français car, des deux auteurs, seul Orville Goldner fut partie de l'équipe technique. Tous deux s'effacent d'ailleurs derrière

(1) Editions Albin Michel, 220 p., 29 F.
(2) Editions René Château, 39,50 F.
(3) Editions de la Courtille, 45 F.
(4) Les dossiers « Télé-Jours », 8,50 F.

un remarquable récit « historique », superbement illustré de dessins et photographies qui font revivre toute l'atmosphère extraordinairement poétique du « King Kong » original. A quoi s'ajoute une filmographie très détaillée des œuvres de Cooper et Schoedsack, et de Willis O'Brien, le génial inventeur des truquages.

Entre « King Kong Story » et « Comment nous avons fait King Kong », faut-il choisir ? A vrai dire, ces deux ouvrages se complètent. Il faut avoir les deux. Comme il faut avoir « La fabuleuse histoire de King Kong », plouquette d'un prix modique et d'une présentation très séduisante, où tous les « King Kong » sont recensés et expliqués, y compris le nouveau (4).

JACQUES SICLIER.

(Lire la suite page 12.)

Kafka dans la « Pléiade »

CETTE DOUCEUR TERRORISÉE...

AFKA fait son entrée à la Pléiade. L'étonnant est qu'il y soit admis si tard. Juge explique ce délai, et a ché que le texte d'A. Via-soit revu comme le souhait le présentateur Claude

de qu'un livre comme « le » : « a servi de référence à des deux générations, et se les sept cent mille exam- », on le suppose connu de Est-ce si sûr, chez les jeu-ouement ?

us le doute, voici deux arti-nu : une partie pour ceux voutent ignorer Kafka, une pour ceux qui croient le lire.

IZ KAFKA était juif tchéque, né de petite compta-ants en 1883, et mort tuber-1924. Employé d'assurances, ours remis à plus tard de se omme de publier. Il souffrait martyre d'une névrose de 4. Son visage en porte la critique Starobinski y voit, ament, de la « douceur ter-

uvre la plus célèbre et signi-ait le Procès, écrit vers 1915, s'écrit d'un certain Joseph K., pouvoir d'une banque et celui. Un beau matin, deux sbires nent chez sa logeuse et lui qu'une instruction est ouverte l, sans préciser qui l'accuse ni

de n'avoir commis aucune sèph K. entreprend d'établir enes. Mais cette seule procé-ange en coupable présumé, nouvelle démarche aggrave : chaque recommandation 'enfonce davantage. Les voi-raient en suspect, puis son-ocat Huld, le peintre Tito-des juges, le négociant Sbok-des tribunaux, l'assomoir des Deux bourgeois en gibus fini-le polgarde dans la rue, un chien et comme si la — c'est la dernière phrase du : dût lui survivre ».

ROCKES appartient aux œuvres ment stylisées et lisses à la : qu'elles se prêtent à de mul-terprétations.

ut d'abord y voir le complexe sation d'un névrosé que écrasait et menaçait de « dé-une un poisson ». Les connais-judaisme y décèlent des talmudiques et des traits de : juif. Les bureaucraties tota-

litaires et la persécution nazie s'y trouvent évidemment dénoncées, prophétisées.

Mais sa richesse naît de ce que tous ces aspects coexistent et figurent plus globalement l'absurdité de l'Univers. Le politique et le métaphysique se re-occupent. La notion de péché se révèle un moyen de combattre l'angoisse d'exister et de mourir sans raison.

La malaise suggéré par Kafka est d'autant plus prenant qu'il procède de petits événements banals, rapportés sur le ton du procès-verbal méticuleux. La révolte du bon sens et de la bonne volonté avorte sans cesse dans la fatigue ou l'étourderie. Tout en nous irritant de ces ébauches, nous devons admettre qu'elles définissent notre condition. La question n'est pas de savoir ce que Kafka a apporté à notre vision du monde mais à quel ce monde pou-vait bien ressembler avant de se ré-vélér si exactement... Kafkaïen.

L'UNIVERSALITE capitale de l'œuvre a été reconnue en peu d'années dans le monde entier. La traduction française, due à Alexandre Vialatte, a paru chez Gallimard en 1933, soit sept ans après le texte original. La préface était signée de Groethuyzen, le philosophe qui a tant influencé la N.R.F. de l'entre-deux-guerres, à travers Gide et Malraux notamment. Son intuition qu'une thèse devrait bien s'écrire un jour à sa juste place — à repéré d'avance tout ce qu'on allait découvrir chez Kafka au gré des événements et des modes.

La guerre a évidemment accentué la lecture « historique » de l'œuvre. On n'a plus vu dans le Procès que la pré-monition de l'holocauste d'Auschwitz. Mais c'est le propre des chefs-d'œuvre de s'appliquer à toutes les circonstances sans rester prisonniers d'aucune. Le sens de la parabole a vite été étendu à l'ensemble des enfers tota-litaires. Un même succès et une « igni-fication voisine ont été accordés aux rééditions de Kafka, introuvables sous l'occupation, et au Zéro et l'Infini de Knecht.

La dimension « métaphysique » ne va pas tarder à dominer, dès 1947, dans l'adaptation théâtrale de Gide et de Barbauld, à Marigny, on parle de Pascal revu par Chaplin. La formule servira bientôt pour les cinéastes de Beckett attendant Godot et pour toute

l'« avant-garde » des années 60. Le Béranger d'Ionesco est un neveu de Joseph K. : même vertige de créature irréductible à sa fonction sociale, même nostalgie de la transcendance dans un monde désacralisé, même façon de noyer dans l'accessoire les anxi-étés essentielles.

SANS Kafka, l'Absurde n'aurait pas tenu une telle place dans les philosophies existentialistes de l'après-guerre. Roquentin découvre son rapport nauséux à la contingence avec la soudaineté de Joseph K. se réveillant accusé. L'Etranger de Ca-

Par

Bertrand

Poirot-Delpech

mus ne comprend pas le procès qui lui est intenté.

C'est toute une relation avec la réalité qui inaugurent les héros de Kafka, à la fois effarés et sans étonnement, surpris et prêts à tout, pointilleux et distraits. On retrouve cette application bizarre dans Vian, dans le Nouveau Roman des années 60 — l'« au-sure » de Pinget, par exemple — et, plus près de nous, chez le Tchéque Kundera, le Suisse allemand Diirren-mat, ou l'Autrichien Peter Handke.

En France, le dernier héritier le plus direct est sans doute Emile Ajar, dont les démiés avec l'image pater-nelle et la culpabilité juive rappellent parfois de très près l'auteur de la Métamorphose.

LES lecteurs qui pensent n'avoir plus rien à apprendre sur Kafka doivent au moins savoir ce qu'il en est de la présente édition.

Il y a longtemps que Kafka devait figurer dans la « Bibliothèque de la Pléiade ». C'est un litige qui a retardé l'événement. L'auteur de la présenta-tion et des notes, Claude David, se proposait d'établir une version revue et corrigée de la traduction initiale.

Les héritiers d'Alexandre Vialatte ont obtenu du tribunal de Paris, en sep-tembre 1974, qu'il ne soit rien changé au texte français de 1933.

L'édition de la Pléiade ne diffère donc pas, pour l'essentiel, des ver-sions existantes. Les manques et recti-fications sont rejoints en appendice, ainsi que les chapitres inachevés. C'est dommage, mais ce n'est pas catastro-phique. L'important est de pouvoir disposer, dans un même volume enri-chi de tout l'appareil critique souhai-table, des chefs-d'œuvre jusqu'ici éparés. Le premier tome, mis en vente ces jours-ci, contient les trois textes majeurs qu'on a coutume de qualifier de « romans » : l'Amérique, le Procès et le Château.

A les relire trente ans après leur consécration par le public intellectuel d'après-guerre, ce qui frappe, c'est la manière insidieuse, imperceptible, dont le piège de la culpabilité se referme sur Joseph K. Se défendre d'un soup-çon indéfini, c'est déjà lui donner consistance ; c'est avouer qu'on ne se sent pas blanc. Pas de persécution sans pressentiment, chez la victime, d'avoir mérité une peine. Vivre obligé à se commettre de quelque façon, à commettre.

Le souci de filer doux et d'obtenir un traitement de faveur à défaut de non-lieu reforme définitivement le piège. Pas de passe-droit sans aveu implicite des faits, sans abaissement fautif. Croyant se sauver, Joseph K. accumule les dettes de reconnaissance et encourt de nouveaux reproches annexes. Indigné de son impuissance complexe, le lecteur retourne en arrière dans le récit, à la recherche de la pre-mière faille... et s'aperçoit que le sort du héros ne tient pas à son maso-chisme, comme on s'est pris à le soup-çonner ; il n'y avait rien d'autre à faire, dès lors qu'un matin la machine l'avait désigné et nous-mêmes n'avons pas d'autre solution, si, à travers lui, nous nous voyons tels que nous sommes.

L'INTERPRETATION biographi-que des romans se trouve éclairée par rapport à celle d'il y a vingt ans grâce à la publication, entre-temps, de textes primordiaux comme les Lettres à Felice. On comprend mieux les étranges relations des héros avec les femmes. Dans le Procès,

notamment, on ressent avec beaucoup plus d'acuité les scènes avec Mlle Blum-szt, l'épouse de l'huissier, et l'infir-mière nymphomane Leni. La femme apparaît comme une menace, comme un faux salut de plus.

Mais ce qui domine les impressions de relecture c'est la conscience inonde que le narrateur prend du monde. Rien n'est masqué et tout paraît se dérober. Rien n'est désigné comme menaçant ou pathétique, et tout blesse, tout désespère. Accrue par l'absence de tremblement dans la plume — Kafka est peut-être l'unique écrivain au monde qui ne se paie pas de mots ! — l'angoisse naît de cette nou-velle équation avec le réel bien plus que du dialogue de sourds avec les humains ou avec le ciel. Seuls des peintres de la folle comme Gogol, An-dreiev, Strindberg ou Van Gogh ont pu mettre sur la voie d'une telle per-ception.

On a souvent dit que ce mélange d'attention extrême et d'aveuglement tenait à la configuration particulière des lieux et des objets. Starobinski incrimine les cloisons, qui dérobent l'essentiel, s'interposent entre on ne sait quelle Autorité et nous, déhmi-sent tantôt un monde d'où l'on ne peut sortir et tantôt un monde où l'on ne peut entrer. Il relève également avec justesse que l'univers de Kafka est toujours dépourvu de système de va-leurs stables, en esthétique comme en morale courante : témoins les goûts inexistants du peintre Titorelli ou de la sœur de Grégoire Sansse en matière de violon.

M AIS le secret ultime ne se livre pas mieux qu'il y a vingt ou quarante ans.

Si Kafka fait apparaître de « cu-rieux plissements » à ou d'autres ne voient qu'« ennuyeuses surfaces lis-ses », comme l'a aperçu Musil dès 1914, si la moindre phrase du Procès ou du Château replonge dans des per-plexités sans issues, c'est qu'il en a payé le prix dans sa chair et ses nerfs.

Plus que personne, il a éprouvé le supplice de se croire et de se vouloir l'origine de ce qu'on endure. Chaque matin, il a tendu la nuque à une justice dont il savait d'expérience qu'elle ne veut rien de nous, sinon nous prendre quand nous venons au monde et, quand nous le quittons, nous lâcher comme le chat abandonne la souris avec laquelle il a fini de jouer.

* « Œuvres complètes » de Franz Kafka, comprenant : l'Amérique, le Procès, et le Château ; texte français d'Alexandre Vialatte, présentation et notes de Claude David. Bibliothèque de la Pléiade, Gallimard, 1 334 pages, 120 F.

LITTÉRATURE ET CRITIQUE

SAN-ANTONIO ET LES MÉMOIRES DE BÉRU

Planquez vos pudibondances !

★ SI « QUEUE D'ANE » M'ÉTAIT CONTÉ, OU LA VIE SEXUELLE DE BÉRU, de San-Antonio. Fleuve noir, 464 pages, 48 F.

SAN-ANTONIO ? Tout le monde connaît. C'est la grosse batterie, la « grande surface » de la littérature policière. Une bonne centaine de romans, des tirages moyens de dix cent mille exemplaires (soit deux ou trois Goncourt par an), faites le compte... et vous vous retrouverez en Suisse, comme Frédéric Dard, l'heureux auteur des « San-A ». Mais pourquoi ce succès ? Sociologiques et critiques s'interrogent, analysant les composantes d'humour et de sadisme de l'œuvre, les trouvailles linguistiques d'un style dont la richesse écrase l'intrigue. Car qui peut résumer ces livres ? Qui se soucie de l'énigme ? Pour la première fois, un écrivain populaire (ô combien !) sacrifie légèrement le fond à la forme et s'adonne par son seul lyrisme la majorité allemande. A quel niveau, à quel degré, lit-elle ces textes délectables ? Ils jouent sur plusieurs registres, mariant le calembour infantile au néologisme pour initiés, assaisonnant le tout d'argot imaginaire. Ainsi, lorsque le narrateur « a la nervure qui le bistoune », il renonce « à contrôler son sein », y a « franco de porc » et « plûdresse » à perdre haleine.

Longtemps Frédéric Dard fut jaloux de San-Antonio, ce pseudo-romancier qui tirait à lui la gloire et l'argent. Alors, devenu un respectable homme de lettres avec un alter ego qui fait le pire sur le devant de la scène ! Petit à petit, le créateur, abdiquant toute vérité d'indépendance, mit sa plume au service de sa créature. Mais il lui réservait un tour de sa façon. Et, aujourd'hui, voici le commissaire San-Antonio réduit à signer les Mémoires de son adjoint Bérurier, dit Béru, le Gravede, le Mahouesse, Sa Majesté Alexandre-Benoît. Et ce n'est que justice, puisque c'est toujours Béru qui porte à son comble le feu d'artifice verbal. Que de Béru lui permet enfin de monologuer à sa guise, au fil de quatre cents pages grand format.

Enterré dans une pièce, prêt à mourir sous les balles des bandits, il dicte au magnétophone son chant du cygne, à l'intention de Marie-Marie, sa fille adoptive. Face au néant qui le guette, il dresse une pyramide de souvenirs pornographiques, scatologiques, orduriers, sur lesquels il se juche, comme une sorte de Job hilare sur son fumier. La vie, il s'en est fourré jusque-là ! Tous les plaisirs de la chair, les « douceurs de la viande », dirait Céline, il les a savourées, consommées, épuisées. Il a même eu la chance de faire un jour l'amour dans la choucroute. « O Seigneur, merci de m'avoir connu ça ! Rien que d'évoquer ça, j'ai un goût de gaufrier qui m'envient, et de lard fumé !... »

Un frileux de l'âme

Inassable Béru, dont l'existence, la raison d'être, se limitent aux coups de fourchette et de reins, qui court aveuglément derrière son désir, « comme un lancier, l'adieu, suivrait sa lance en ayant fait de la bruyère ». Sa démesure lui permet d'essayer toutes les faims rentrées, de venger les griefs secrets, de bafouer les interdits, d'ignorer scrupules et remords. Avec lui, le « bon sauvage » se transforme en obéissant sexuel, mais sans rien perdre de son innocence. S'il scandalise, c'est malgré lui, par obéissance à l'instinct. « Les sens, va-t'en savoir ce qui leur passe par la tête », murmure-t-il ébahi par ses propres fredaines. Lui, il n'a pas une idée, sa houlême lui tient lieu d'ambition. Si tout le monde en faisait autant, l'univers tournerait plus rond. Mais les gens trichent, mentent, paradent et se prennent les pieds dans leurs boniments. Il faut perpétuellement les remettre à leur place. « On ne cogne pas assez ses semblables », constate-t-il. « Domage, ça les rendrait un peu plus semblables ». Aussi n'hésite-t-il pas à retrouver les manches pour infliger à son prochain quelque rude leçon de fraternité. Qu'il éreinte ou qu'il étréigne autrui, c'est toujours pour forcer le contact et se réchauffer. « Je suis un frileux de l'âme », confie-t-il, lors d'une radioscopie, Frédéric Dard à Jacques Chancel.

Ah, la sexe, quelle sublimité ! Il réconcilie magie et vérité, célèbre la « grande-messe de l'amour », dénonce « ceux qui essaient de se vanter à blanc », procure une petite mort qui prépare, un jour, à la grande. « Grâce au cul, je n'ai plus peur de crever », lance Béru en guise d'adieu. Mais, en coulisse, son auteur soupire : « C'est la vieillesse qui m'effraye, cette série d'adieux, ce que Simonon appelle la succession de dernières fois... » A l'anglaise, il récite par la trouille, par l'obsession. Sa plume bat la campagne, cherchant à nous choquer pour mieux nous atteindre. « Moi, j'appelle un chat une chatte », nous avertit-il en exergue. Et tout le reste n'est que littérature.

GABRIELLE ROLIN.

Nicolas Nabokov ou le mémorialiste musicien

★ COSMOPOLITE, de Nicolas Nabokov, Robert Laffont, 382 pages, 58 F.

AUCUN écrivain ne possède comme le Russe le souffle épique pour évoquer ses années de jeunesse, particulièrement quand le narrateur a eu la chance de naître avec le siècle et de profiter d'une enfance de boyard.

Nicolas Nabokov, le compositeur des Ballets russes de Diaghilev, l'auteur de *Cosmopolite*, son premier livre (au mauvais titre), n'est pas un mémorialiste de métier ou un romancier à l'image de son cousin Vladimir, célèbre dans le monde des lettres depuis *Invitation à un voyage*. Mais tels sont ses dons de plume naturelle, son style vif et abondant dépourvu de poncifs, son art de l'image et du portrait, son sens de l'humour enfin, que cet ouvrage débordant de souvenirs fastes se lit d'une traite.

Les Nabokov originaires de Pétrov, près de Saint-Petersbourg, s'honorèrent des plus hautes naissances au temps des tsars. A la différence des « grands » de Versailles que le Roi-Soleil voulait avoir sous sa main de fer, ils passaient le plus clair de leur existence sur leurs terres (allant chercher souvent jusqu'à 45 000 hectares), l'hiver dans le décor de forêts et de lacs de la Biélorussie, l'été dans le Midi. C'est-à-dire sur la mer Noire. Ces domaines, ce train fabuleux, que seules les extravagances de la prodigieuse sœur pouvaient concevoir, fort apparemment aujourd'hui les dépenses des émigrés comme celles de petzouilles.

Premières émotions musicales

Avoir l'oreille musicale est un don. Ecrire de la musique ou écrire en musique nécessite des dispositions plus élaborées. Pour Nicolas Nabokov, l'anniversaire maternel fut le prétexte de sa première composition : une berceuse pour piano. Il prenait déjà, à douze ans, des cours d'harmonie, se nourrissait de Scriabine, adorait la « panoplie baroque » (Tchaïkovski, Rimski-Korsakov, Borodine, Moussorgski), allant jusqu'à s'embarquer d'une manière prémonitrice pour un morceau d'opéra et d'opéra pour avoir écouté dans un concert « *Feux d'artifice* », d'Igor Stravinsky, un inconnu.

Du début de la révolution, en mars 1917, jusqu'en mars 1919, date à laquelle il s'embarqua à Sébastopol sur un vapeur de réfugiés grecs en compagnie de sa mère, Nicolas Nabokov vit avec sa famille à Vienne, dans l'entassement des malles jamais fermées, d'abord sous la protection de l'armée d'occupation allemande, puis sous celle des Russes, enfin

sous celle, peu efficace, des Blancs... Il se retrouve ainsi, après des mois d'errance, au foyer berlinois de son oncle Vladimir, grand mélomane, qui va l'emmenner pour sa régénération artistique aux concerts de la Philharmonique. Il découvre là ses nouveaux dieux, Furtwängler, Bruno Walter, Kiehl, Klemperer, Nijisch.

La fille de la maison, Vladimir jeune, son cousin très bien de sa personne qu'il décrit comme « hautain, content de lui et snob », a déjà publié un recueil de poèmes. Mais il est très, très loin de l'opulence que lui feront connaître quelque trente ans plus tard les droits de *Invitation à un voyage*. Nicolas, le musicien, n'est guère plus avancé sur la matière, dans l'Allemagne anarchique de Weimar, ce qui ne l'empêche pas, dans les endroits les plus luxueux, de fréquenter Serge Essenine et Isadora Duncan, Harry Kessler et Rilke.

Aux Ballets russes de Diaghilev

En 1924, Nicolas Nabokov a déposé sa valise à Paris. Il débute un jour dans un restaurant russe de l'émigration, non loin d'un bouffon de la mode que sa mère reconnaît aussitôt comme Serge de Diaghilev et dans les bras duquel elle se jette au bénéfice d'une vieille amie pétersbourgeoise... et de la musique de son fils. Peu de temps après, celle-ci — une *Fête des lumières du Nord* — est jugée par le tsar de la danse « une malheureuse assésée de bouillie pour conservatoire ».

Quatre ans plus tard, c'est la réussite pour notre compositeur : le même Diaghilev s'est pris d'amitié pour lui et a accepté de monter avec sa troupe un ballet en trois actes qu'il a intitulé *Ode*. L'argument est de Boris Kochnine, les décors de Tchaïkovski, la chorégraphie est de Massine et le danseur étoile s'appelle Serge Lifar, un nouveau Nijinski. Le 6 juin 1928, au Théâtre Sarah-Bernhardt, la « première » d'*Ode* par les Ballets russes est un triomphe. Mais c'est un bonheur éphémère. Un an plus tard, Diaghilev meurt à Venise dans une chambre d'hôtel.

Nicolas Nabokov n'avait pas moins profité de ses relations avec les Ballets russes pour prendre langue avec Serge Prokofiev, dont le *Pas d'acier* vient d'être monté. Un visage rose, des narines d'enfant joufflu, des yeux bleus, de grosses lèvres sur lesquelles flotte un sourire heureux : le personnage est attachant dès la première entrevue des deux compositeurs.

C'est à la même époque des Ballets russes que Nabokov rencontre Igor Stravinsky, « un petit oiseau au grand bec, comme les cardinaux ou les tourterelles, aux mouvements électri-

ques et nerveux », néanmoins le plus célèbre « fauve » de la musique occidentale et la dernière découverte du Nouveau Monde. Stravinski n'allait pas tarder, en effet, à s'expatrier en Californie et c'est dans sa maison de Hollywood qu'il recevra le plus souvent Nabokov.

Citoyen américain

Quittant à regret la thébaïde alsacienne que ses généreux amis Grunins avaient mise à sa disposition, Nabokov opta, en vrai nomade slave, pour l'aventure. Peu après, il créait à Philadelphie le ballet *Union Pacific*, sur une chorégraphie de Massine. Des travaux d'orchestration en tous genres, ramés à la grosse dans un petit studio de la 39^e Rue à New-York, lui permirent tout juste alors de subvenir à ses besoins et à ceux de sa femme jusqu'à ce que « le pague de l'enseignement » vint l'aider, malgré sa répugnance à mieux terminer ses mois. Citoyen américain, il était de retour en Europe en 1944 avec les armées U.S., ce qui lui donnait l'occasion de retrouver à Berlin son père, rescapé de la zone est.

Dix ans plus tard, dans une am-

blance plus confortable, Nicolas Nabokov venait présenter au Théâtre des Champs-Élysées l'œuvre du vingtième siècle qui révélait le New-York City Ballet de Balanchine. En 1950 c'était la *Fin de Raspoutine*, son premier opéra, à Cologne ; en 1953, *Poèmes d'amour perdus*, d'après Shakespeare, à la Monnaie de Bruxelles.

Le morceau de bravoure — d'humour — de *Cosmopolite*, Nicolas Nabokov l'a gardé pour son dernier chapitre. Sur l'insistance de ses amis soviétiques, l'ambassadeur Abramov et le violoncelliste Rostropovitch, l'ancien descendant de boyards a accepté de revenir au palat cinquante ans après l'avoir quitté. Si la visite de Leningrad pour lui d'une poignante nostalgie, celle de Moscou en revanche, où se trouve flaque d'un chaperon armenien, suscite des observations précieuses sur le vif d'une ville irrésistible. Sans doute le reportage le plus émouvant en même temps que le plus savoureux qu'un des derniers témoins de la Russie blanche ait écrit sur une terre qui berce encore son âme.

OLIVIER MERLIN.

PIERRE BOUR ET « LES RACINES DE L'HOMME »

Un « psychiatre de bonne volonté »

★ LES RACINES DE L'HOMME, du docteur Pierre Bour. Robert Laffont, 632 pages, 68 F.

« *Que mon feu m'obéisse au lieu de me contraindre*... » Ce vers de Corneille, en exergue, exprime clairement l'intention du travail de Pierre Bour : aider chacun à connaître et à comprendre les forces pulsionnelles qui l'habitent, afin de les prendre en charge, de les diriger plutôt que de les subir. Projet sans doute aussi vieux que toute « science de l'âme » ! Platon le formulait déjà, et l'auteur lui emprunte la métaphore des chevaux à dresser, de l'attelage à conduire.

Médecin psychiatre des hôpitaux depuis vingt-cinq ans, le docteur Pierre Bour livre ici le « témoignage d'un cheminement personnel » et les résultats de sa réflexion, fondée sur son expérience et ses lectures, en s'adressant surtout aux spécialistes qu'un grand public.

Abandonnant le terme freudien de *Idéologie*, il distingue trois pul-

sions fondamentales (l'*attraction*, attirant les êtres sexuels l'un vers l'autre, l'*ambition*, poussant à contrôler et à dominer, et l'*agressivité*, ou agressivité latente), et deux « besoins vitaux » : l'*assimilation* et l'*adaptation*, correspondant dans le domaine psychique aux fonctions physiologiques d'ingestion et d'excrétion. La forme fausement latine de tous ces termes entend souligner le caractère inconscient des forces qu'ils désignent.

Ces distinctions, comme toute classification de ce genre, demeurent discutables. L'auteur les illustre par d'innombrables récits de cas, anecdotes, citations scientifiques ou littéraires, qui rendent ce gros ouvrage facile et accessible à tous. Animé d'une sincère générosité, l'entrepreneur laisse l'impression d'un curieux mélange d'originalité et de conformisme. Une lecture au second degré pourrait y voir un précieux document sur la philosophie spontanée d'un « psychiatre de bonne volonté ».

R. P.-D.

Le retour du roi Kong

(Suite de la page 11.)

Dans cette mythologie forcément nostalgique des années 30 et d'un esprit d'invention artistique inégalé, le film de John Guillermin, malgré la richesse de ses moyens de production, ferait un peu figure de parent pauvre s'il n'avait, lui aussi, son livre, « La Création de King Kong », par Bruce Bohrenburg, avec un cahier de photographies et une couverture qui reproduit l'affiche publicitaire, ou reste abusive (King Kong n'atteint jamais cette taille et la scène n'existe pas au cinéma). A lire si vous voulez tout savoir sur le tournage de « King Kong 1976 » car c'est très intéressant, même si cela ne fait pas rêver comme celui d'il y a quarante-trois ans. On assiste, signe des temps, à l'élaboration et au lancement d'un projet perfectionné et qui ne fait pas peur. Les enfants, aujourd'hui, vont voir le « King Kong » de Guillermin sans risque de cauchemars.

JACQUES SICLIER.

(5) Editions Marc Minouchine, 38 F.

MUGUETTE G. JUSSERAND
NORBERT
La société des adultes jugée par un adolescent d'après
MINET DE VAUJOURS
Pour les amis des plantes et des animaux
HEURES SOMBRES SUR LA SPREE
Berlin 1939-1945
vécu par une Parisienne
SOUS LE RÈGNE DE L'IVRAIE
Roman d'atmosphère et de maus poyennes
la PENSÉE UNIVERSELLE
3 bis, quai aux Fleurs
75004 PARIS.

Poésie

RAFAEL ALBERTI : *Sur les Angles*. — Le cinquième recueil de poésie du poète espagnol, publié à Madrid en 1929, à l'âge de vingt-sept ans. Édition bilingue. Traduction de l'espagnol et préface de Bernard Sese. (E.P.F., 190 p., 18 F.)

JEAN FOLLAIN : *Comme jamais*. — Des poèmes posthumes de l'auteur de *Cassidy* mort en 1971. (E.P.F., 18 F.)

GERARD DE CORTANCE : *Amor et Vita*. — Une anthologie de la poésie latino-américaine contemporaine essentiellement politique, associée d'extraits de presse et qui témoigne de la solidarité d'un certain nombre d'auteurs dans un continent en lutte. (Seghers, 385 pages, 85 F.)

Histoire littéraire

ALAIN NIDERT : *Madeline de Scudéry, Paul Pellisson et leur monde*. — Le monde de l'auteur de *Cyrus et Clélie* et de son ami Paul Pellisson, dans la société de la Régence d'Anne d'Autriche, au temps de Gaston d'Orléans et de Fouquet, jusqu'à celui de Richelieu et de Louvois. Une étude de la vie mondaine et intellectuelle de la France d'il y a trois siècles. (P.U.F., 380 p., 135 F.)

MARIE-CLAIRE BANCQUART : *Manuscripts, contes fantastiques*. — Une recense en question de l'époque réaliste, appliquée obscurément à l'auteur de *Heidi* et dont la création fantastique n'est pas limitée à la dernière période de sa vie. (Archives des Lettres modernes, Minard, 115 p., 20 F.)

Histoire

VITAL CHOMEL : *Histoire de Grèce*. — Le résultat d'une pensée volontaire et d'un gigantesque effort humain : conquête de l'espace urbain, mouvements de l'économie, définition d'une culture. Ce ouvrage collectif a été dirigé par Vital Chomel. (P.U.F., coll. « Univers de la France et des pays francophones », 470 p., 140 F.)

VIENT DE PARAÎTRE

FLORENCE et MARCEL BARES : *Le Western champêtre*. Tome I. — Le premier document sur l'émigration aux U.S.A. au début de la seconde moitié du dix-neuvième siècle de la population du Champsaur, core vallées, sous-alpine séparée du Gapens par le col Bayard. Du « minage de l'or » à la réalité qui fait de ces émigrants, âgés de dix-sept à dix-neuf ans, des gardiens de moutons. (Ophrys, 10, 2 de Neuf, Paris ; 125 p., 20 F.)

JACQUES MERCIER : *Vieilles idées d'histoire de l'histoire*. — Un ouvrage en quatre parties : le cadre, l'histoire, l'actualité et les problèmes spirituels, les questions temporelles qui s'y attachent. (Lavaur, coll. « L'histoire, le moment », 590 pages, 59 F.)

JEAN-PIERRE CARTIER : *L'Aventure de la Marine*. — Des premières histoires grecques aux sous-marins modernes, l'univers de la mer et des guerres qui s'y sont succédées. (Presses de la Cité, « Coup d'œil », 380 p., 40 F.)

Essais politiques

ROBERT ARCHER : *Madagascar depuis 1972. La marche d'une révolution*. — De la chute de l'ancien et paillaniste président Philibert Tsiranana à l'accession de l'indépendant capitaine de frégate Didier Ratsiraka, héros et malheureux du « mal malgache ». (Editions l'Harmattan, 18, 2 des Quatre-Vents, 210 p., 30 F.)

Encore la France coloniale. Collectif

des chrétiens pour l'insubordination des DOM-TOM. — Ce livre reprend et prolonge les études et les interventions faites au colloque des chrétiens pour l'insubordination des DOM-TOM, colloque qui s'est tenu à la Sorbonne, le 15 mai dernier. (Editions l'Harmattan, 18, 2 des Quatre-Vents, Paris, 164 p., 20 F.)

Sciences humaines
ROBERT ESCARPIT : *Théorie générale de l'information et de la communication*. — Dans ce nouvel ouvrage, notre collaborateur Robert Escarpit expose une synthèse des données actuelles des sciences de l'information et de la communication, présentées dans leur genre historique comme une lutte de la conscience humaine pour le temps, de la humanité emportée par l'histoire. (Hachette-Université, coll. « Langue - Linguistique - Communication », 220 p., 38 F.)

Essais
ARMANDA GUIDUCCI : *Le Poème et le torpère*. — Une réflexion sur deux tabous qui déterminent la condition humaine : les règles et la grossesse, par une journaliste italienne. Traduit de l'italien par Claude Minot. (Gallimard, coll. « Témoin », 298 p., 55 F.)

Philosophie
RUDOLF BOEHM : *La Métaphysique d'Aristote*. — Une importante étude sur la notion de « sujet » dans

l'ontologie aristotélicienne, qui prolonge les travaux d'Heidegger. Traduit de l'allemand et préface par Emmanuel Martinet. (Gallimard, « Bibliothèque de philosophie », 382 p., 98 F.)

ROBERT LEBEL : *Le Saint-Charles*. — Le récit de sa scolarité au lycée, dans le « vieux Paris » du début de ce siècle, Faubourg-Saint-Antoine, par le célèbre expert d'art, prix de Rome 1965 pour *Le Double Ven*, suivi de *Flammes de temps éternels* illustré par Alberto Giacometti et Marcel Duchamp. Ce livre-ci est lui-même orné en couverture d'une illustration de Max Ernst, dont ce fut la dernière, avant sa mort. (« Le soleil noir », 100 p., 25 F.)

Colloque

— L'ASSOCIATION TRAVAIL, CULTURE ET LA MAISON D'UNE CULTURE DE NANTERRE préparant un « forum écrivains auteurs », qui aura lieu le 5 février 1977 à la Maison de la culture. Six débats sont prévus qui auront pour sujet : littérature et société, femme-écrivain, les femmes, avant-garde et jeunesse, poésie au présent, littérature et région, roman historique. Une solennité d'auteurs sont attendus pour cette rencontre. Renseignements à la Maison de la culture de Nanterre 92400-73 ou à Travail et Culture 357-63-73.

Échos et nouvelles

Colloque

— LE PRIX DE LA FONDATION H.E.C. a été attribué le 7 décembre dernier à l'ouvrage de Denis London : « Marketing politique social », paru chez Dalloz dans la collection « Dalloz-Gauche ».

Prix

— LE PRIX MICHEL-AUGÉ-LARIE DES SCIENCES SOCIALES AGES COLES a été attribué à M. H. Mendès pour son ouvrage « *Elites paysannes* » (Armand Colin).

— LE TITRE DU PRIX LÉON TRUQUET D'ECONOMIE RURALE a été attribué à M. Pierre Tisserand pour son étude sur Garay. Une mention a également été attribuée à M. et Mme Bourde pour leur étude de la culture de la « Douce Commune du pays » de la « Pierre-Sainte-Marie-Mex ».

— LE PRIX DE MADAGASCAR décerné tous les deux ans à l'Association des écrivains de Madagascar, a été attribué à M. Pierre Tisserand pour son ouvrage « *Pelandre* » par quatre voix contre une. R.P. Alain pour « *l'Histoire de Madagascar* » et une à M. Tisserand pour « *l'Histoire de Madagascar* ».

— LE JURY DU PRIX MAURICE TISSERAND, présidé par M. Michel, secrétaire perpétuel de l'Académie Française, a décerné son prix 1976 à Mme F. Mallet pour sa biographie de George Sand, parue aux éditions Grasset.

LETTRES SOVIÉTIQUES

Un livre-flânerie de Nekrassov

Le dernier badaud européen

LES CARNETS D'UN BADAUD, de Victor Nekrassov, traduit de la russe par Michel Aucouturier, suivi de « Vite, on la verra par la suite », ne fut jamais raisonnable.

GRIVAIN communiste, parmi les plus prestigieux, prix Staline, Nekrassov, qui vit depuis plus de 30 ans à Paris, est sans doute, créateur de « l'anti-héros » dans la littérature soviétique moderne. Ancien combattant de Stalingrad, il a senti, pendant la guerre, que la force de sincérité la confiance n'était pas des écritures où la dignité coïnciderait l'empire sur soi, sur le beau.

est né à Kiev, en 1911. Une fois pris en 1915, rue Roll, Paris, nous montre un Nekrassov qui au visage fin qu'il lui-même

un regard moqueur, généreux. « Mon petit Vika, lui disait sa mère, je t'en supplie, ne sois jamais raisonnable. » Vite, on la verra par la suite, ne fut jamais raisonnable.

Etudes d'architecture et d'art dramatique dans les années 30, à Moscou. Les Nekrassov, qui font partie de l'intelligentsia, échappent par miracle aux procès et déportations. Puis, c'est l'autre horreur, l'invasion hitlérienne. Vite, devenu le lieutenant Nekrassov, se bat courageusement. Son premier roman, autobiographique, *Dans les tranchées de Stalingrad* (1) (1948), rompt sur la morosité de la production romanesque d'alors, destinée à la propagande. Absence de pathos, sobriété, justesse de l'analyse psychologique, il n'en fallait pas plus pour faire lire le livre à Staline lui-même.

ne l'avait remarqué. Michel Aucouturier, dans sa postface, explique avec pertinence, les raisons de l'habitude mensurée du despotisme accorda à Nekrassov la plus grande récompense littéraire du pays. Ses deux romans suivants, publiés pendant la période du dégel, *Ville natale* (1954) et *Kira Goudoukova* (2) (1961), suscitent l'irritation de la critique conservatrice. L'auteur, fort de l'adhésion enthousiaste du public soviétique et malgré la réprobation publiquement exprimée par Khroutchchev, refuse toujours de s'adapter aux canons étiés du réalisme socialiste.

« Les mains dans les poches, la cigarette au bec, le nez en l'air, les yeux levés vers les étages supérieurs que personne ne voit parce qu'on ne regarde (hélas !) que devant soi », Nekrassov, grand admirateur de Boulgakov, se promène beaucoup dans les années 60. C'est encore l'écrivain officiel, privilégié, pourvu de devises à qui l'on permet de visiter la France, l'Italie, les États-Unis. Il pose sur l'Occident un regard parfois critique, souvent affectueux. Pas assez critique et trop affectueux pour les censeurs de son pays. Toujours est-il que ce regard demeure, en toute circonstance, exquis de fraîcheur.

La fraternelle soulographie

Ses notes de voyage — qui évoquent *Paris est une fête*, de Hemingway, ou, en beaucoup plus pudique, le *Millier des Jours tranquilles* à Clitchey — devaient faire l'objet de son quatrième ouvrage à paraître en Russie. Malheureusement, les lecteurs soviétiques, qu'il aime et qui l'aiment, en seront privés. C'est en France, cette fois-ci, que les *Carnets d'un badaud*, dans leur version intégrale, paraîtront en premier.

Il est de ces textes qui se parcourent comme des paysages enchantés. On a du mal à s'en arracher, tant leur charme est prenant. Peu à peu, l'investi par une discrète nostalgie, le lecteur recommence la balade, s'attarde devant un détail trop vite aperçu, rebrousse dans un mirroir, se réfère ironiquement déformé. Les *Carnets* de Nekrassov, dernier badaud européen, appartenant à la catégorie rare de livres flâneries, « souvenirs et associations, échec du présent et du passé, lieu sacré où se sont rencontrées des choses que rien ne destinait à se rencontrer ».

Comment s'étonner alors qu'en sortant d'un édifice baroque de Kiev, la Maléon aux ondes, on ne débouche pas, dans le Kirovskiy (3) aux arbres en fleur, mais à Montparnasse, face à la Closerie des Lilas ? Ou bien devant la mosquée de Bibi Khanoum, à Samarcande ? Si ce n'est à New-York, au sommet venté de l'Empire State Building ? Même pas le temps de souffler et voilà que, déjà, la présence insolite, là-haut, d'un nid de cigogne nous réveille vers les étoiles odorantes de l'Ukraine, vers la sublime Italie Vers Babi-Yar la sinistre, aussi, où, pendant la guerre, cent mille Juifs, femmes enfants et vieillards, périrent suppliciés. Curieusement, ce passage du livre, la censure de « là-bas » devait le rejeter. Comme celui où l'auteur exprime son ravissement devant l'extraordinaire diversité des publications exposées dans les devantures des kiosques, à Paris. Comme celui comparant la fraternelle soulographie des Russes à celle, plus individualiste, des Français.

Proses promeneuses, proses serai-nes malgré leur colère grava, retenue, qui dévoilent leur difficile gestation. Car l'ouvrage, pareil aux poupées gigognes, raconte également sa propre histoire qui, elle, renferme à son tour les mésaventures de l'errant Nekrassov : itinéraires fatigants qui se superposent et se croisent, en filigrane, au gré des repères choisis au fil du périple selon la subtile mais implacable nécessité de la vérité.

Nekrassov aura mis sa notoriété au service des intellectuels distants. Traductions, interdiction de publier, enfin, en 1974, exclusion du parti. Décidément, l'écrivain ne se désigne pas à devenir raisonnable, à ne pas « se mêler de ce qui ne le regarde pas ». La mort dans l'âme, il demande, et obtient aussitôt, en raison de son grand prestige, le droit au long voyage de l'exil. Bonne route Victor Platonovitch, vous n'êtes pas le seul.

EDGAR REICHMAN.

(1) Presses de la Cité.
(2) Éditions François Réunis et Seuil.
(3) Avenue principale de Kiev.

Un inédit de Boulgakov

Le texte que l'on va lire a une courte mais significative histoire. Para en 1925 dans *Gudok* (le Sifflet), le périodique des chemins de fer de l'Union soviétique, il n'a retrouvé des lecteurs que cinquante ans après, dans la publication de l'Union Littéraire *Gazeta*, la publication de l'Union des écrivains soviétiques. On y voit, de la part du médecin qu'était lui-même Boulgakov, une jérôme et farouche satire contre la médecine post-révolutionnaire — on peut y voir l'un des premiers récits de grand écrivain d'un voyage inconnu en Sibérie. — Ph. GUILHON.

« Le vaisseau fantôme »

5 juillet. — J'ai commencé à tousser. Je toussais, et retoussais. Toute la nuit. Je devrais dormir, mais je ne fais que tousser.

7 juillet. — J'ai pris rendez-vous chez le médecin.

10 juillet. — Il m'a frappé avec un petit marteau et a dit : « Hm ! » Allez savoir ce que ce « Hm ! » signifie ?

11 juillet. — Ils m'ont fait une radio. Elle est très belle : toute noire, tandis que les côtes sont blanches.

20 juillet. — Félicitations, messieurs ! J'ai la tuberculose. Adieu, ô vie !

30 juillet. — Ils m'envoient me faire soigner au sanatorium « Esprit sain ». J'ai reçu une indemnité de déplacement pour 2000 kilomètres et un billet gratuit pour une voiture à ban-

quettes de bois et matelas... 1^{er} août. — Et punaises. Je suis en route, le paysage est très beau. Les punaises sont grosses comme des cafards.

3 août. — Nous sommes arrivés en Sibérie. Très beau. J'ai fait une petite course de... 200 kilomètres dans une voiture tirée par des chevaux. Ici, il y a du kumys (1).

6 août. — On, le kumys ! Ils disent que c'est une erreur. Vous n'avez pas du tout la tuberculose. Ils m'ont fait une nouvelle radio. J'ai vu l'un de mes reins. Je l'ai trouvé terriblement dégoutant.

8 août. — Voilà pourquoi j'écris ces mots à Rostov-sur-le-Don. La ville est très belle. Je me rends à Kislovodsk, à la maison de santé « le Don soviétique ».

12 août. — Kislovodsk. Absolument pas. Mon rein n'a rien. Ils me disent : « Pourquoi diab-ble vous a-t-on envoyé ici ? »

22 août. — Yalta est une ville superbe : si seulement on n'y exerçait pas la médecine ! C'est une science mystérieuse. Ici, ils m'ont trouvé le ténia et une appendicite atypique. Je pars pour Lipetsk, dans la province de Tambov. Adieu, élément aquatique de la mer Noire !

25 août. — A Lipetsk, tout le monde est étonné. Le médecin est très sympathique. A propos du ténia, il a dit : « Ténia ex-

trême ! » Il m'a conduit près de la fenêtre, m'a regardé dans les yeux et a déclaré : « Vous êtes malade du cœur. » Je suis désormais tellement habitué à l'idée que je suis complètement pourri que je ne me suis même pas effrayé. Je demande : « Où dois-je aller ? » A Borzom, semble-t-il. Salut, Caucase !

1^{er} septembre. — Le Baikal !!! La vue ici est charmante, seulement il fait un froid de canard. Le médecin sibérien m'a dit qu'il était idiot d'aller d'un lieu de traitement à l'autre alors qu'il va bientôt neiger. « Vous avez, dit-il, be-

soin d'aller vous réchauffer quelque part. Moi, dit-il encore, je vous expédie tout de suite et illico presto en Crimée. » Je dis que j'y suis déjà allé. « Mer-ci. » (2). Mais il dit : « Où êtes-vous allé ? » Je dis : « A Yalta. » Mais il dit : « Moi, dit-il, je vous enverrai à Aloupka. » Aloupka ? Bon, ça me va : pour moi c'est égal, même s'ils m'envoient au djabalé. J'ai acheté un manteau de fourrure et pris la route.

25 septembre. — A Aloupka, tout est fermé. On me dit : « Rentrez donc chez vous, au lieu de vagabonder par toutes les républiques comme un bécicoté. » (3). J'ai tout laissé courir et suis rentré à la maison.

1^{er} octobre. — De retour. Bonjour, les voisins ! Pendant que j'étais en voyage, ma femme m'a trompé. Je suis allé chez le docteur. Il me dit : « Vous êtes en parfaite santé. » Et pourquoi, je lui demande, m'a-t-on fait courir ? Lui de répondre : « Ce fut simplement une erreur. » Tant pis. Demain, je reprends le travail.

(Traduit par Ph. G.)

(1) Lait de jument fermenté (n.d.l.).
(2) En français dans le texte original (n.d.l.).
(3) En français dans le texte original (n.d.l.).
Copyright Lia Wainstein, Ph. Guilhon, 1976.

Les souvenirs d'enfance de Guselle Amalrik

* SOUVENIRS D'ENFANCE ET DE MÉSÈRE, de Guselle Amalrik. Traduit de russe par Nadine Bloch. Calmann-Lévy, 1976. 234 pages, 33 F.

EPOUSE de l'écrivain soviétique contestataire, Guselle Amalrik a reconstruit ses souvenirs d'enfance avant de quitter l'U.R.S.S. avec son mari. C'est un récit du malheur.

L'auteur est née dans une famille de Tatars qui se fixèrent à Moscou pendant la guerre dans l'espoir d'y trouver le minimum vital. Beaucoup ne résistèrent pas à l'épreuve. Des enfants moururent en bas âge. D'autres sombrèrent dans la folie. Tous connurent l'humiliation : les misérables avaient à subir les sarcasmes des pauvres. Guselle, malade, insérée dans une société qui lui restait étrangère, se tira d'affaire grâce à la peinture, alors qu'elle avait le sentiment d'être sans but, sans espoir, que tout pour elle n'était que brouillard.

Cette tranche d'une histoire humaine est racontée avec pudeur comme s'il était naturel de naître pour mourir aussitôt, de vivre pour connaître la faim, la maladie. Guselle Amalrik n'analyse pas, comme il le fait son époux, les faiblesses et les vices de la société soviétique. Elle ne tire aucune conclusion générale de ce qu'elle a connu. Mais ce qu'elle dit est parfois insoutenable. Ses souvenirs montrent ce qu'il en coûte de s'enfermer à six personnes dans un logement de 14 mètres carrés. Elle parle aussi avec pitié du passant ivre mort qu'elle croise

les soirs de fête. Il travaille, sa femme aussi, mais il ne pourra jamais joindre les deux bouts. « Il n'a pas de coin à lui. » Alors il se soûle, pour oublier.

Il est des témoignages plus acablants que des réquisitoires. Le livre de Guselle Amalrik en est un. Il parle à peine des hommes qui trouvent espoir et force dans leur révolte contre l'injustice. Il raconte des êtres tellement enfoncés dans le dénuement que la tristesse est leur seule compagne.

BERNARD FÉRON.

LA PENSÉE

REVUE DU RATIONALISME MODERNE
ARTS • SCIENCES • PHILOSOPHIE
N° 190 - DÉCEMBRE 1976

CLASSES SOCIALES - LANGAGE - ÉDUCATION

● DÉVELOPPEMENT COGNITIF, LANGAGE ET CLASSES SOCIALES
● CAPACITÉS COGNITIVES ET DIFFÉRENCIATION DE CLASSE
● CLASSES SOCIALES ET DÉVELOPPEMENT COGNITIF
● CLASSES SOCIALES ET APPRENTISSAGE DE LA LANGUE ÉCRITE
● LANGAGE DES ADULTES ET CLASSES SOCIALES
● CLASSES SOCIALES ET LANGUE DE L'ENFANT
● LANGAGE ÉCRIT ET SÉLECTION SCOLAIRE
● QUE PEUT L'ÉCOLE ?
● APPRENTISSAGE ET DÉVELOPPEMENT INTELLECTUEL.

Michel BROSSARD - Guy DENHIERE - Eric ESPERET
Jacques FIALKOV - Denise FRANÇOIS - Frédéric FRANÇOIS
Jacques LAUTREY - Jean-François LE NY - Marie-Claude MARMET
Jean SIMON

spécial PSYCHOLOGIE

REDACTION ET ADMINISTRATION
146, RUE DU FAUBOURG-POISSONNIÈRE - 75014 PARIS
1 an (6 numéros) : France : 70 F - Autres pays : 85 F
Vente au numéro : France : 15 F - Autres pays : 18 F
C.C.P. ÉDITIONS SOCIALES PARIS 4299-70.

DORIS LESSING Le carnet d'or



Le grand roman de notre temps
**PRIX MEDICIS
ÉTRANGER 1976**
ALBIN MICHEL

MELI-MELO

par X.J. George, auteur à 84 ans

Un livre amusant, écrit avec humour et tendresse, pour ceux qui savent encore comprendre la saine plaisanterie.

Para aux Éditions de la Pensée
Doutelle - 220 p. - 34,30 F.C.

Maintenant,
les cars pour Roissy partent tous
de la Porte Maillot:
c'est le chemin le plus court.

Pour Roissy, départ tous les 1/4 d'heure de 6 h à 23 h.
Pour Orly, aucun changement, les cars partent toujours des Invalides.

AIR FRANCE

LES LIVRES POLITIQUES

Les gaullistes témoignent, plaident ou accusent : Les Mémoires de Georges Cogniot

GAULLE ET LES DÉBUTS
A V. REPUBLIQUE, de Léon
Foult, Coll. « Espoir », (Institut
de la Gaule), 300 p., 35 F.

LA VIE DE LA FIDÉLITÉ
de Charles de Gaulle, Coll. « Histoire », 300 p., 35 F.

LE DERNIER PRÉSIDENT
de la République, de Léon
Foult, Coll. « Histoire », 300 p., 35 F.

N plaider et un témoin
gange : ainsi apparaît l'ou-
vrage de M. Léon Noël.
deux éléments, étroitement
visant à la fois les six pre-
mières années de la V^e République
rôle joué dans cette période
président du Conseil consti-
tutionnel.

historiens puiseront dans ces
vires une foule de faits sou-
vent connus, voire inédits. Au
s pages, on apprend par
le que, dès janvier 1960,
de l'affaire des barricades
r, de Gaulle songeait à faire
l'article 16 de la Constitu-
tion se saisir de tous les
irs. Deux démarches du pré-
sident du Conseil constitutionnel
dissuadèrent, malgré l'insis-
tance de M. Michel
et Jacques Chaban-Delmas.
la suivante, lors du putsch
intraïeux (avril 1961), la « dic-
tature » n'aurait dû
maintenir que quelques jours
à cinq mois si M. Léon Noël
été écouté. Dès la fin de
même année, le général son-
dait la possibilité de se sépa-
rer, M. Michel Debré, sur
M. Léon Noël a des for-
sivères, et il songeait pour
uccéder, nous est-il dit, à
de Gaulle, de M. Louis Joxe,
de choisir enfin Georges
du. Quant à ce dernier, il
gea de l'écarter dès la fin
1964.

s'étonne cependant de voir
sident de l'institution chargée
siller à la constitutionnalité
ois, écrire que les élections
presque toutes les circonscrip-
tionnelles auraient dû être
ées en 1958, mais qu'il a
« se résigner » à les valider,
si que deux des référendums
du 8 janvier 1961 et du
ril 1962) « ne respectaient
la Constitution », que celui
octobre 1962, qui a institué
tuel présidentielle au suffrage
nel, constituait une violation
et simple de la loi fonda-
le. Tout cela, il l'a dit et
l'a dit encore, il l'a dit con-
dans le dernier des par-
le plus — ce qui rigou-
rien a tiré aucune conclusion.
« offert à plusieurs reprises
retirer, il a toujours trouvé

des raisons — d'Etat — de demeu-
rer en place et d'avaliser au moins
par son silence les violations les
plus flagrantes de la Constitution
et de la loi. C'est qu'entre ces
viols et le maintien du général au
pouvoir, son choix était fait dès
l'origine et n'a jamais varié.

Le mépris que professe M. Léon
Noël à l'égard du Parlement
et de ses « collégiés », à l'égard
de l'opposition, qui n'est jamais, à
ses yeux, qu'un ramassis d'« intel-
lectuels ou prétendus tels » et de
« salonnards », envers tous les
hommes de la IV^e République, à
commencer par Paul Reynaud, Vin-
cent Auriol et Gaston Monnerville,
tous « ces gens » parmi lesquels
seul René Coty fait à ses yeux
exception, le classe, qu'il le veuille
ou non, parmi les gaullistes de
droite. Cela ne retire certes aucun
intérêt à son témoignage, mais
l'esprit résolu et étroitement
partisan qui l'a constamment in-
spiré, au grand dam du respect des
lois, enlève en revanche toute
valeur à son plaidoyer sur l'indé-
pendance de l'institution qu'il
présidait.

Un bilan
et une espérance

Avec M. Jean Charbonnel, les
révélations sont moins nombreuses
— encore qu'il lève parfois un
coin du voile sur des épisodes
demeurés cachés des dix années
écoulées — mais la réflexion beau-
coup plus critique et approfondie.

Le livre s'ouvre sur le récit des
douze derniers mois de la prési-
dence de Georges Pompidou, « la
fin d'un règne » et aussi la fin du
gaullisme en France, « le cré-
puscule d'un régime ». Comment
les journalistes, que l'on accusait
alors, et sur quel ton, de manquer
à la décente élémentaire lorsqu'ils
osaient s'interroger sur la santé du
président, ne relèveraient-ils pas
dans ces pages toutes les notations
sur « son caractère qui s'agris-
sait », le « détachement doulou-
reux » du « souverain épuisé », les
conséquences politiques graves de
son état ? Comme on nous a menti
et comme, une fois encore, les
politiciens ont bien su refléter à
de l'ardeur de leurs mensonges
et de leur lâcheté !

Autour du président agonisant,
une véritable conspiration conduite
par « une comarilla autoritaire »
tenait les leviers de l'Etat et pré-
parait la suite. Et M. Charbonnel
de nommer sans précautions les
conjurés : MM. Jacques Chirac,
Pierre Juillet, cédant de M. Mar-
celle, Garraud et cavaillant dans
l'ombre et le mystère au profit de
M. Giscard d'Estaing. Voilà qui a
du moins le mérite d'être net et
franc. Les portraits, tracés d'une
plume qui fait mal, de ces divers
personnages, sont signés d'un
homme qui fut avec M. Chirac l'un
des « jeunes loups » de Georges
Pompidou et comme lui, issu de
l'ENA et de la Cour des comptes
avant d'être, lui aussi, député de
la Corrèze, qui fut encore des an-
nées durant le collègue de
M. Giscard d'Estaing dans plusieurs
gouvernements.

L'itinéraire personnel de l'ou-
trage, militant du R.P.F. dès l'Ecole
normale supérieure en 1947, est
retracé de façon parfois émouvante,
souvent instructive, toujours inté-
ressante. Si les gaullistes de gauche
ont toujours un peu été les
gaullistes de la main gauche, la
continuité d'espérer que « les prin-
cipes de justice et de progrès »
qu'il a puisés aux sources de la

grande aventure finirait par pré-
valoir dans cette gauche vers la-
quelle il se tourne désormais. Le
bilan, à ses yeux, justifie l'espérance.
Le regard qu'il porte sur
la situation présente n'en est pas
moins sévère et pessimiste. Pour lui,
la V^e République est morte, le
gaullisme est en sommeil, il ne
s'agit que de le ressusciter ou de
le réveiller.

Une indignation
documentée

Si M. Jean Charbonnel avait
treize ans en 1940, quand M. Léon
Noël était déjà gaulliste de cœur
sans doute, M. Bertrand Fessard
de Foucault avait, lui, quinze ans
à peine quand de Gaulle fondait
en 1958 la V^e République. Son
gaullisme n'en est pas moins si
absolu que même la fermeté des
convictions de l'ancien président
du Conseil constitutionnel, la fidé-
lité de l'ancien ministre paraissent
en pôles et termes auprès de la
foi aveugle et inébranlable de leur
jeune année.

En lisant son pamphlet, son
réquisitoire, son brûlot, on se
prendrait presque à ressentir de la
sympathie envers l'homme qu'il a
choisi pour cible tant il met de
virulence à le blesser, à le déchirer,
à le piétiner. « M. le Président de
la République, que des vœux, vous
êtes seul ». Cela commence ainsi
et continue de même. Il faut avoir
bien de la hargne pour traiter ainsi
de vieillard un homme qui ne pour-
rait même pas être votre père...

Faisant le compte de ce qui va
mal, sans rien oublier et en en-
rajoutant même quelque peu à
l'occasion, et Dieu soit que le
liste est déjà longue, l'auteur
porte le tout au début du président
de la République, en bloc et en
détail. On objectera que « Démo-
cratie française », l'ouvrage auquel
répond ce pamphlet, comme lui
bordé de bleu sur fond blanc, pro-
cède de la démarche inverse et
inscrit au crédit présidentiel tout
ce qui va bien. Pourtant, la partie
n'est pas égale, puisque le disciple
s'exprime non du point de vue de
il se réclame, que c'est en somme
de Gaulle qui parle par sa bouche
et foudroie l'usurpateur.

L'indignation de M. Fessard de
Foucault est fortement documen-
tée, d'exacte et de totale. Il
assomme, à l'aise, met en pièces
l'adversaire en utilisant comme
arme absolue ses propres déclara-
tions. La ronde des citations qui
dans à travers les pages est si
rapide — on n'en relève par exem-
ple pas moins de vingt-neuf en une
page et demie (pages 103 et 104),
répétées en deux cent neuf
notes à la fin du livre — que la
tête finit par vous tourner. M. Gi-
scard d'Estaing est tour à tour mé-
diocrement ou mal pour toutes ses décisions et
convoitisme néanmoins d'indécision
chronique, condamné pour tout ce
qu'il a fait, n'a pas fait, aurait dû
faire et éventuellement fera, soup-
onné d'être à la fois un mandarin
honteux et un maurassien clan-
destin.

Ainsi emporté par son élan,
M. Fessard de Foucault va si loin
et si vite qu'après un départ rapide
mais parfois plaisant, on s'essouffie
et on perd bientôt de vue. Il a
la foi mystique de ces chrétiens
qui en remontent volontiers au
pape sur la religion et l'Eglise.

PIERRE VIANSSON-PONTÉ

* PARTI PRIS, de Georges Co-
gniot. Ed. Sociales, 542 p., 50 F.

P RATIQUEMENT INCONNU du
grand public d'aujourd'hui,
il n'a jamais bénéficié du vedet-
tarat — Georges Cogniot vient de
nous donner le premier tome de ses
Mémoires qu'attendent ceux qui
connaissent le communisme français.
Grand écrivain pour qui sa plume
a été l'outil d'un grand travailleur.
Des premiers du jeune parti communiste
français, il a été successivement
membre du comité central, député
du Front populaire et rapporteur du
budget de l'éducation nationale, délé-
gué français à Moscou auprès de la
direction de l'Internationale commu-
niste, rédacteur en chef de l'*Humanité*;
arrêté par la Gestapo pendant la
guerre, il a été un des héros d'une
réfugiée évasion collective, pro-
che collaborateur de la direction du
parti dans la Résistance; puis, après
la libération et lors de « la guerre
froide », l'un des représentants fran-
çais au sommet du Komintern, qui
prend le relais de l'Internationale
dissoute. Enfin, pendant près de dix
ans, il sera le chef du secrétariat
particulier de Maurice Thorez ma-
lade.

Cet érudit au style défilé est aussi
un orateur extraordinaire; peut-être
le meilleur du parti. Tous ceux qui
espèrent d'un homme de cette qua-
lité des Mémoires — pas comme les
autres — seront comblés par les
sept premiers pages, le récit de sa
jeunesse. Quel magnifique portrait
d'atmosphère ! Dans une langue pure
et élégante, Georges Cogniot évoque
avec émotion un milieu social typi-
que, bouillonné de culture pour les pro-
gressistes dans les années 1900.

Une famille modeste de Franche-
Comté, où se mêlent instituteurs et
paysans; l'attachement à la laïcité
n'exclut pas les croyances religieu-
ses, loin de là; on est pauvre, répu-
blicain et démocrate. Dans cette
France provinciale du radicalisme à
son apogée, l'école laïque est garante
de la paix sociale, elle est aussi im-
mense espoir de promotion sociale
pour les enfants talentueux du peup-
le. C'est la Franche-Comté de l'ins-
tituteur Perquard et de son paysan
lié. Comme Raymond Leboucq et
tant d'autres futurs communistes,
Georges Cogniot traverse une phase
d'intense mysticisme religieux. Dans
des pages passionnantes, il nous
peint « un enfant voué de toute son
âme à la prière »; sans complai-
sance pour lui-même, cet hyper-
sensible, en proie à des troubles nerveux
ne confie ses problèmes, comme
ne l'a fait avant lui aucun respon-
sable du parti communiste français.

Brillant lycéen, il entre dans la
bédaine du lycée du Parc à Lyon, et
adhère aux étudiants socialistes
révolutionnaires; une amitié fou-
gueuse et passionnée, nouée avec
un condisciple, nous offre, là encore,
une note intime, précieuse pour la
compréhension de sa personnalité.
C'est dans une page splendide qu'il
nous dira pourquoi le jeune norma-
lien a adhéré en 1921 au parti com-
muniste; mariage d'amour avec la
révolution russe, mais aussi mariage
de raison.

Il apprécie Thorez, admire Togliatti;
et son itinéraire de militant, comme
le leur, est chargé, dans ses dé-
buts, par les liens avec l'opposition
à la zinoviev-stalinisation. Georges
Cogniot signe, quant à lui, la lettre
des deux cent cinquante — appel à
la liberté de discussion et dénoncia-
tion de l'omnipotence d'un appareil
jugé irresponsable — parue au début
de 1929. Brillante réussite du jeune
agréé des lettres au lycée d'Evreux.
Il rompra bientôt avec l'opposition;
mais Pierre Sémeret, alors secrétaire
général, l'orientera, en raison d'un

passé compromettant d'opposition-
nel, vers le syndicalisme enseignant;
Georges Cogniot luttera dans l'In-
ternationale des travailleurs de l'en-
seignement, dirigée par les commu-
nistes orthodoxes; ainsi commen-
cent cinquante années d'une vie mi-
litaire de responsable fidèle à son
parti.

L'auteur, dans son récit, souligne
avec raison la part consacrée aux
questions scolaires; il a su être un
novateur intelligent dans tous les do-
maines de la pédagogie et de l'en-
seignement; ne citons que la mise au
point de projets riches d'avenir : le
C.N.R.S. et l'ENEA. Mais s'il évoque
avec une légitime fierté les travaux
de l'antistalinisme et du défenseur des
intérêts populaires, nous regrettons
sa discrétion quant aux activités des
organismes dirigeants de l'Internatio-
nale et du parti; quelques portraits,
des anecdotes vivement enlevées
nous mettaient l'eau à la bouche.

Humaniste
et militant

La guerre et la libération, de nou-
veau, un récit plus âpre, des scènes
rendues par un grand écrivain authen-
tique, des pages émouvantes. Aux
problèmes historiques aussi, ces Mé-
moires fournissent leur contribution;
mais, respectueux de la version tra-
ditionnelle du parti, Georges Cogniot
procède cette fois par petites phra-
ses, dispersées ici ou là, dans le
style particulier des dirigeants. C'est
le rôle de Fried-Clément, le représen-
tant en France de l'Internationale
pour les années d'avant guerre. Pour
situer les sources de la direction po-
litique du parti; qu'il s'agisse du
Front populaire, de l'orientation du
journal ou de la formation des ca-
dres, toujours les mêmes sujets ac-
colés : « Maurice Thorez et Clé-
ment ». En inversant les noms, le
lecteur retrouvera le véritable tan-
dem de direction, du Front popu-
laire à la guerre. Le rôle déterminant
de l'Internationale s'éclaircira d'abord
par une anecdote, où Dimitroff donne
le feu vert pour le lancement de la
revue la Pensée, en dépit des réti-
cences du tandem Clément-Thorez.
L'acte de dissolution de l'Internatio-
nale en 1943 ? Il s'explique par la
nécessité d'une plus grande latitude
pour les divers partis communistes.
Mais n'est-ce pas authentifier un
centre unique de direction que de

le déclarer « désormais contre-indi-
qué » ?

Remercions Georges Cogniot
d'avoir fait revivre la figure noble
et lucide de Gabriel Péri, rencontré
après la signature du pacte germa-
no-soviétique. Puis, c'est le récit des
événements controversés de 1939-
1940 : sachons-en au gré de nous con-
fesser son désarroi devant la nou-
velle politique du parti. Enfin, si,
chemin faisant, un vibrant hommage
est rendu aux militants du rang, il
est à relever, bien des absences.
Citons-en une, de marque : un des
trois — avec Duclos et Frachon —
du secrétariat dirigeant le parti dans
la clandestinité, le responsable de la
lutte armée, Charles Tillon, dont
vont également paraître les Mé-
moires très attendus. Manquent
aussi deux terribles acteurs : Sté-
phane et le Goulag. Certes, Georges
Cogniot ignorait tout de cette « ré-
pression sauvage », il était de bonne
foi quand il expédiait de Moscou les
comptes rendus d'approbation des
procès. Mais Staline, tant adulé
alors, ne fait que deux fugitives ap-
paritions au long de ces cinq cent
trente-six pages de souvenirs
émouvants pourtant d'attaques contre
les « trotskistes » et les anti-staliniens
d'alors. On est peiné de voir un
homme et un auteur de cette qualité
quitter le champ des souvenirs,
pour maintenir une vision idéale de
l'U.R.S.S. et attaquer avec tant
d'injuste violence ceux qui, les pro-
moteurs, ont dénoncé Staline et le
Goulag. Voilà donc des adversaires
sans honneur, des dirigeants sans
reproches.

Georges Cogniot aurait-il demeuré
le mystique naïf de sa première je-
unesse ? Et pourtant, malgré ce ma-
nichisme, avec quel art il nous a
campé le portrait d'un Fried, d'un
Togliatti ! Avec quelle sensibilité,
quelle sincérité émouvante, il nous
entretient de lui-même, lui qui mul-
tiplie précautions et formules con-
tournées, dès que sont en cause
l'U.R.S.S., le parti et les dirigeants.
Cohabitation combien difficile, en la
même personne, d'un humaniste et
d'un homme de confiance du parti !
Une âme tendre qui dut souvent se
contraindre pour atteindre à la dureté
exigée aux postes de combat. C'est
le récit d'une volonté absolue de
dévouement à une cause, de fidélité
à un parti, une œuvre assidue où per-
ce souvent le grand écrivain que l'auteur
aurait pu être.

PHILIPPE ROBRIEUX.

« Les Militants et leurs morales »

* LES MILITANTS ET LEURS
MORALES, de Colette Audry, éd.
Flammarion, 138 p., 18 F.

L A réflexion sur les relations
entre l'engagement politi-
que et les options morales
dans laquelle s'est engagée
Colette Audry est limitée au ca-
dre de la gauche. Il faut le
regretter, même si on comprend
cette limitation — elle est membre
du comité directeur du parti so-
cialiste — ait voulu faire œuvre
utile en invitant ses camarades
de lutte à prendre conscience du
fait qu'ils sont essentiellement
guidés par des choix moraux.

En fait, Colette Audry prolonge
la réflexion qu'elle avait enga-
gée en écrivant Blum ou la po-
litique du juste, ouvrage dans
lequel elle analysait notamment
les contradictions pouvant surgir
entre les valeurs humanistes de
la morale et les options du com-
bat politique. Ces options, il est
vrai, ne sont pas les mêmes pour
un militant se réclamant de la

tradition socialiste et pour un
militant communiste. Dans l'ac-
tion, l'un et l'autre se réfèrent à
des systèmes de valeurs diffé-
rents.

Colette Audry montre bien
comment la gauche social-démocra-
te — notamment allemande et
autrichienne — a été écartée par
le nazisme parce qu'elle n'avait
pas su se dégager de conceptions
humanistes qui la paralysaient.
Elle souligne aussi le fait que la
réaction bolchevique visait à ne
reconnaître comme moralement
fondé que ce qui correspond à la
ligne politique du parti peut être
tout aussi dangereuse.

Le processus d'union engagé, en
France, entre les deux courants
de gauche implique, souligne fort
justement Colette Audry, que le
débat sur la morale ne soit pas
escamoté. La gauche, dans son
ensemble, doit réviser son éthique.
L'auteur constate que le pro-
cessus est amorcé. Lors du XXII^e
congrès du P.C.F., par exemple,
la morale a été l'un des sujets de
discussion et MM. Marchais et
Krupa ont repris en compte
« la » morale, ce qui, souligne Co-
lette Audry, revient à « admettre
sans le dire — après avoir si long-
temps dit le contraire — qu'il
existe dans l'absolu une morale
héritée du passé humain que les
socialistes d'aujourd'hui doivent
défendre, que la société socialiste
devra appliquer ».

Dans son ouvrage, elle montre
par l'exemple le danger d'un
parti conçu comme une « contre-
société militante » qui ne parviendrait
à construire qu'une société mili-
tairisée (U.R.S.S.). Elle se de-
mande si la nouvelle voie choisie,
la reprise en compte de la
morale et les options du com-
bat politique, ne conduisent pas à
« contre-culture », — n'entraînent
pas dans les pièges de l'humanisme
où a traditionnellement
sombre la gauche social-démocra-
te. Ce qui l'a toujours empêché
de se donner les moyens de
renverser la société capitaliste.

Colette Audry se prononce donc
pour la création d'un troisième
type de « contre-société », ce qui
l'amène en particulier à plaider
en faveur de partis ouverts, au
sein desquels des tendances pen-
sent exister, comme c'était le cas
jusqu'en 1921 pour le parti bol-
chevique et comme c'est le cas pour
le P.S.

LIONEL JOSPIN.

THIERRY PFISTER.

Le plaidoyer passionné d'Edmond Joue en faveur du tiers-monde

RELATIONS INTERNATIONALES
DU TIERS-MONDE, d'Edmond
Joue, collection « Espoir », (Institut
de la Gaule), 300 p., 35 F.

Le dernier livre d'Edmond
Joue a une double nature :
il est à la fois un ouvrage
militaire, presque un manuel,
il est aussi un plaidoyer
passionné; et il me plaît juste-
ment par ce qu'il pourrait déplaire
autres.

L'ouvrage de référence, le
de Joue a toutes les qua-
potentielles : effort de syn-
thétiser des thèmes es-
sentiels, qualité de l'appareil-
me. La plupart des problèmes
traités à fond, avec quelque
de tension dans la méthode;
l'auteur va vite — cela
est quelquefois — il suggère
écritures et incite ainsi à l'ap-
profondissement. Chercheurs, écri-
s, militants, auront Relie-
internationales du tiers-
dans leur bibliothèque.
« gros texte est aussi un plai-
et l'expression d'un enga-
ment presque politique. Il décrit
l'ambit du tiers-monde, la
nation dont il est victime. Il
montre déchiré, déchiré,
tantôt vaincu, menaçant,
teur.

Le plan de l'ouvrage révèle clai-
rement la démarche suivie. Le
tiers-monde entre dans l'histoire
par sa lutte pour la libération
(première partie). Pour conquérir
le pouvoir (titre 2), il forge ses
théories (celles de Gandhi ou de
Carmichael) et choisit l'action
guérilla, guerre populaire, action
révolutionnaire, etc.). L'expérience
du pouvoir (titre 3) impose en-
suite au tiers-monde des défis et
des réponses. Le tiers-monde pèse
sur l'histoire par sa lutte pour le
développement (deuxième partie).
Il le fait par l'idéologie (titre 4) :
idéas nouvelles et inflexion du
droit international; il le fait par
l'organisation (titre 5) : que le
tiers-monde bâte ou conquiert;
il le fait par l'échange (titre 6) :
là, les P.D. affrontent les pièges
de l'impérialisme ou les risques du
communisme.

On comprendra, à la lecture de
ce schéma, que le bruit des com-
bats, les cris des torturés, l'argu-
mentation des doctrines, la flamme
des poètes paraissent l'ouvrage.
« Que des des problèmes du tiers-
monde », « l'impérialisme », « l'anti-
communisme », « l'impérialisme », l'en-
vahissent. On verra aussi que
l'auteur ne cache pas ses sym-
paties, parfois même ses partis pris
pour certains hommes, certaines
formes de lutte, certains échecs
ou succès exemplaires.
Saluer les mérites d'Edmond

Joue n'implique pas d'être
d'accord avec lui sur tout. D'abord
on peut faire au texte quelques
critiques : par la façon un peu
schématisée avec laquelle est par-
fois traitée la question nationale
et coloniale, sur la discrétion qui
entoure le rôle de M. Foccart en
Afrique ou l'élimination du mou-
vement des Panthères noires aux
Etats-Unis, sur l'absence de prises
de position bien nettes sur la
révolution culturelle en Chine et
ses séquelles. Mais nous laisserons
aux spécialistes le soin d'en pour-
suivre l'inventaire, sans doute
limité.

Quatre divergences

Pour le politique, il est plus
tentant de faire état des com-
ptes et d'engager par là même
un débat. De ces divergences, je
donnerai quatre exemples :

1) Edmond Joue est, il me
semble, tiers-mondiste, ce qui est
son droit. Voilà d'ailleurs ce qui
compense tant d'ouvrages anti-
tiers-mondistes sur ces problèmes où s'éta-
lent l'européocentrisme. Mais on
a le droit d'être sceptique sur les
mérites du tiers-monde pris en
soi ou sur ses chances de peser
vraiment sur l'avenir du monde.
On a le droit de mesurer diffé-
remment la puissance des métro-
poles développées, le rôle de leurs

mouvements ouverts, les déchè-
nements des pays du tiers-monde,
la férocité de certains régimes
cumulant les traits népalais du
socialisme et du capitalisme) et
la régression qui affecte les pays
sous-développés les plus puissants
(Brésil, Argentine, Inde, Chine).

2) L'auteur est presque par
principale favorable au « guérille-
risme », qu'il identifie avec la
révolution. Il sous-estime donc,
selon moi, d'autres méthodes de
lutte plus centrées sur l'action de
masse. Il ne se livre pas à une
critique suffisamment serrée d'un
terrorisme de gauche — dont les
échecs sont pourtant patents en
Amérique latine — et que les
mouvements d'extrême droite,
appuyés ou suppléant par l'Etat,
ont repris à leur compte avec bien
d'autres moyens. Une telle orien-
tation le conduit parfois à donner
à la violence un aspect rédempteur
un peu ambigu.

3) E. Joue est fort sévère avec
la politique extérieure de l'Union
soviétique, notamment vis-à-vis
du tiers-monde. Il apporte à cet
égard des arguments, dont beau-
coup sont sérieux. Mais on est
surpris de le trouver si indulgent
pour l'Albanie (dans son régime
intérieur) et pour le Chine (dans
sa politique extérieure). Cette
politique extérieure — qu'on

pense à l'Angola ou à l'attitude
vis-à-vis de la C.E.E. ou de
l'OTAN — relève surtout du réa-
lisme de grande puissance de la
politique antiruss et ne mérite
donc guère l'idéalisation.

4) Enfin, le fait d'inclure les
« minorités nationales » des pays
développés (en France : les Bas-
ques, les Bretons, les Corse ou
les Occitans) dans le tiers-monde
me paraît être une commodité du
point de vue scientifique. Les
conditions de vie, l'histoire, les
références culturelles de ces mine-
rités ne les apparentent guère aux
peuples du tiers-monde. En
scrutant-elles parées que dominées
et aliénées ? Non ! Car les phé-
nomènes de domination ou d'alié-
nation n'ont jamais égaré, que
je sache, la sphère des pays dits
maintenant développés.

En somme, je serais tenté de
regretter à l'auteur de ne pas
suffisamment pousser son analyse
en terme de classe sociale. C'est
pourquoi ses critères du « bon
pays », de la « juste cause » ou de
la « meilleure méthode de lutte »
restent un peu flous.

Le mérite de la tentative de
dérèglement menée par Joue
reste entier. L'ouvrage du plannier
est souvent rigoureux et catégo-
rique. Mais c'est un ouvrage.

RADIO-TÉLÉVISION

JEUDI 30 DÉCEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30. Série : Chapeau melon et bottes de cuir. 21 h. 30. Variétés. S'il vous plaît de M. et G. Carpentier (Pierre Fichin). 22 h. 30. Danse : Hommage à Nijinski. avec P. Bortoluzzi. 23 h. 20. Journal.

CHAÎNE II : A 2

Boldoflorine
bonne infusion pour le foie
et la constipation

aux Editions Robert Laffont
les mémoires de
Arthur Rubinstein
LES JOURS DE MA
JEUNESSE

20 h. 30. Spécial Grand Echiquier. de J. Chancel : le pianiste A. Rubinstein.

Un hommage aux quatre-vingt-dix ans du pianiste. En compagnie de J. Palkowski, F. Duchabla, E. Heideck, et de J. Curry, C. Chazotte et des Orchestres de Paris, de Hollande, de Strasbourg.

23 h. 30. L'âme des poètes : Cora Vaucaire. 23 h. 45. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 35. Film : « Un monde fou, fou, fou » de S. Kramer (1962), avec S. Tracy, M. Rooney, D. Provine, S. Coeslar, E. Marnan, J. Durand. Les automobilistes, et leurs compagnons de route, se lancent dans une course effrénée pour retrouver un trésor caché par un gangster. En route, ils découvrent une série de crimes qui les mèneront à la découverte d'un monde moderne et effrayant.

FRANCE-CULTURE

20 h. « La réalité, le mystère ». Feuilleton : « Une histoire d'amour », Catherine à l'opéra : à 21 h. Cosette et Gavroche. La réalité en ses lieux : Personnes, personnages, à 22 h. Les machines du mystère : à 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. En direct du studio 104, semaine anglaise, avec le Linsay String Quartet (programme non communiqué). 22 h. 30. P. Casals interprète Bach et Mozart : à 23 h. 15. L'orchestre de la Suisse romande, dirigé par M. M. Morley, Benoit, Gibbons, Welles, S. Venosa, Brannan, Driscoll, Nono, Barlow, Ravel, par B. Miller (soprano), M. Barlow (alto), P. M. Schlegel (ténor) et R. Waudou (basse). 23 h. 15. Musique folk.

VENDREDI 31 DÉCEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

De 12 h. à 20 h. Programme ininterrompu (à 14 h. 25. Les visiteurs de Noël). 20 h. 30. Variétés : Le gala de l'Union à Los Angeles, présenté par C. Cl. Braly et L. Minnelli. 21 h. 30. Téléfilm : « Le Cachalot », de G. Claufray.

L'histoire vraie d'une pêche miraculeuse.

22 h. 20. Variétés : Show Jerry Lewis (enregistré en 1975 à l'Olympia). 23 h. 30. En direct de l'observatoire de Nice : Les soleils de la nuit (en compagnie de deux astronomes). Fin à 0 h. 30.

CHAÎNE II : A 2

De 10 h. à 20 h. Programme ininterrompu (à 18 h. 55 (R.). Cinéma : « Drôle de drame », de M. Carné (1937), avec M. Simon, F. Rosay, J. Jouvet, P. Alover, J.-P. Aumont, J.-L. Barrault, N. Vogel (N.).

Un roman, en 1900, un botaniste, qui se cache sous un pseudonyme pour écrire des romans policiers, est soupçonné par son cousin d'être d'origine juive. Obligé de se dissimuler dans le quartier chinois, l'humour anglais revu par Jacques Prévert, dans les dialogues d'élites, dit par des comédiens prestigieux, ont fait la saveur de ce film « intelligent », œuvre à part dans la carrière de Carné.

20 h. 35. Film : « La Cuisine au beurre », de G. Crangier (1963). Avec Fernandel, Bourvil, Cl. Maurier, H. Vilbert, A.-M. Carrière (N.).

Un restaurateur de Martignes est resté en Autriche après la fin de la guerre, auprès d'une escorte hôtelière. Obligé de revenir en France des années plus tard, il trouve sa femme mariée à un cuisinier normand qui a transformé son établissement. Fernandel et Bourvil jouent dans un scénario remarquable par sa platitude et sa vulgarité.

22 h. Variétés : Perles, chansons, danses, de D. Askani et A. Fédéric (sous réserves).

Un show Jacques Martin, qui fête son arrivée sur Antenne 2. Avec, à 22 h. 40, « La chanson de l'année », en compagnie d'Yves Simon, de Jean-Michel Carrasco, de M.-P. Bella... à 23 h. 45, un « Show Gilbert Bécaud », à 24 h., « L'année commence », en compagnie de Roman Sou-

teilla, Jane Birkin, Serge Gainsbourg : et pour finir la présentation d'un numéro de Judy Garland et de Liza Minnelli.

1 h. Série : Les brigades du tigre (Le cas Valentin). Fin à 1 h. 55.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Retransmission lyrique : « La Vie parisienne », de J.-P. Alessandri. Avec M. Mesplé, J. Rhodes, I. Mason, D. Castaing, J.-C. Benoit, réal. P. Badel.

Une opérette qui pastiche gaiement un certain répertoire, en vogue sous le Second Empire. Ce spectacle est coproduit par l'Opéra de Bordeaux et le Théâtre Capitole de Toulouse.

22 h. 30. Divertissement : Bonne année, chers administrateurs, de J.-P. Alessandri. L'équipe du magazine « Vendredi » propose, en musique et en chanson, une enquête menée dans différents secteurs de l'administration.

La vision humoristique d'une réalité parfois effrayante.

0 h. 20 (R.). Film : « Arabesque », de S. Donen (1955), avec G. Peck, S. Loren, A. Badel, K. Moore, J. Merviel.

Un Américain, professeur de langues à Oxford, est entraîné dans une étrange affaire d'espionnage, avec une complicité évidente. Parodie des films à la James Bond qui accumule les gags, les effets de suspense et les mouvements de caméra sans parvenir à trouver un style.

FRANCE-CULTURE

20 h. « La réalité, le mystère ». Feuilleton : « Une histoire d'amour », Catherine à l'opéra : à 21 h. Le parcours de Nadia : La réalité en ses lieux : Personnes, personnages, à 22 h. Les machines du mystère : à 23 h. 50. Poésie. Vaux de M. J. Baudier et soirée de réveil, par J. Pagan.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. Soirée de musique viennoise, par l'Orchestre national de France, direction W. Boskovsky, avec G. Janowitz « le Directeur de Théâtre », surnommé (Mozart), trois danses allemandes : « Noces et Fugues », extraits (Mozart). Danses hongroises nos 1, 5 et 6 (Brahms). Lieder de R. Schickel. Lehar : Johann, Joseph, Edward Strauss, Kaiman : 22 h. 30. Pablo Casals interprète Schumann, 23 h. 15. G. Paganini et B. Sauter traitent à la discorde de Radio-France.

SAMEDI 1^{er} JANVIER

CHAÎNE I : TF 1

De 12 h. à 20 h. Programme ininterrompu : 14 h. 25. Le Grand Cirque de Prague. 15 h. 55. Téléfilm yougoslave : « Le Loup solitaire ».

20 h. 30. Variétés : Michel Sardou à l'Olympia. 21 h. 30. Au théâtre ce soir : « La Bazar », de M. Achard, avec Amarande, P. Préjean, J. Balutin.

Le grand amour d'un deuxième classe et d'une troisième.

CHAÎNE II : A 2

De 10 h. à 20 h. Programme ininterrompu : 10 h. 55. Théâtre : « Proffolding Folles », de P. Aimé, mise en scène G. Bourdet et M. Valmer. Un spectacle du Théâtre de la Salamandre destiné aux enfants.

20 h. 30. Feuilleton : Ces beaux messieurs du Bois-Doré (troisième épisode). 22 h. Variétés : On ne manque pas d'air, de M. Lescure, P. Desjeunes et E. Thoulouze.

De la musique, mais aussi des reportages sur les Beach Boys, sur les Beatles de

Vendôme, sur les différentes façons de parler des chansons.

23 h. 30. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

De 10 h. à 20 h. 30. Programme ininterrompu.

20 h. 30. Film : « Opération Oméga », de R. Kull (1970). Avec R. Widmark, J. Farentino, M. Hamilton.

Une aventure policière où la disparition d'un garde-côte met en jeu le pouvoir d'un endométrique président des États-Unis.

FRANCE-CULTURE

14 h. 5. Portrait d'une année : 20 h. « La réalité, le mystère ». « Une histoire d'amour », Catherine à l'opéra : à 21 h. Cosette et Gavroche. La réalité en ses lieux : Personnes, personnages, à 22 h. Les machines du mystère : à 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. Soirée lyrique, échanges internationaux de Radio France : chœur et orchestre de l'Opéra de Bavière, dir. W. Sawallisch : « Faust » (verdi), avec D. Fischer Diekau, T. Tietze, C. Altmann ; 22 h. Vieux airs : à 23 h. 15. Paganini.

TRIBUNES ET DÉBATS

JEUDI 30 DÉCEMBRE

— MM. Jean d'Ormesson, René Audrieu, Claude Imber et notre collaborateur Pierre Vianasson-Fonté font le bilan de l'année sur R.-M.-C. à 19 heures.

— L'Union des chefs et responsables d'entreprises dispose de la tribune libre de FR 3 à 19 h. 40.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.

Gérants : Jacques Favre, directeur de la publication, Jacques Savignat.

Imprimerie de « Le Monde » 1, rue de la Harpe 75001 PARIS-13^e

1976

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5797.

VENDREDI 31 DÉCEMBRE

— Les jeunes équipes internationales s'expriment à la tribune libre de FR 3 à 19 h. 40.

DES « DISPOSITIONS CONVENABLES » ONT-ÊTE TROUVÉES DANS LE CONFLIT TV-ARTISTES

A l'issue de la discussion du mercredi 29 décembre, les négociateurs dans le conflit qui oppose les syndicats des artistes interprètes aux responsables des sociétés de production télévisée et de diffusion, ont déclaré, dans un communiqué commun, avoir pu trouver un accord sur les « dispositions convenables » pour la garantie d'un volume minimum de création. Une nouvelle réunion était prévue ce jeudi 30 décembre : on devait y parler de chiffres.

ET SI VOUS LEUR OFFRIEZ LA MER...

Un texte inédit de Paul Morand.

20.000 livres sur la mer vous attendent à la Librairie DES ÉDITIONS MARITIMES ET D'OUTRE-MER 17, rue Jacob - 75006 PARIS

VU

Ceux qui ont faim

On ne peut pas continuer comme cela, ce n'est plus possible. On ne peut pas se contenter de faire appel, entre deux réceptions, à notre bon cœur, à notre charité en faveur de ceux qui meurent de faim. Il ne suffit plus de nous proposer d'écouter — c'est toujours le même disque, on n'y fait même plus attention — la valse du million. Pas du million de dollars destinés à secourir les déshérités, du million de petites bouches nouvelles à nourrir tous les quatre jours et demi. La polka du milliard, pas du milliard de marks, de livres ou de francs versés par les pays riches aux pays pauvres, du milliard d'hommes, de femmes et d'enfants qui souffrent encore de malnutrition sur la planète : un quart de l'humanité.

Il ne suffit pas, il ne suffit plus, non, de nous prier de bien vouloir jeter un coup d'œil sur les films, les documents destinés à illustrer des chiffres déjà suffisamment effrayants.

Cette terrible réalité, on a raison de nous la remettre sous le nez à temps régulier. L'appel au secours des organisations de solidarité, lancé par Roger Pic sur Antenne 11, était aussi éloquent que possible. Seulement voilà, nous on est là, vultres devant nos écrans, la tête vide,

l'estomac lourd ; et ces visages, et ces gros ventres, et ces cris, et ces mains qui se tendent, on ne les voit plus, on ne les reçoit plus avec la même émotion qu'autrefois. Tout s'émousse, y compris le sentiment de l'horreur. On en arrive même à se dire, devant tel petit squelette aux grands yeux piquetés de mouches, qu'on l'a déjà vu quelque part, on ne sait plus à quelle occasion : une famine, une inondation, un tremblement de terre, au Sahel, au Mali, au Guatemala, au Niger... Tout s'embrouille et se disperse dans la fumée de digestions à peine dérangées. Et pour ceux — ils sont heureusement nombreux — que désespèrent ces visions d'horreur, se pose l'éternelle question : pratiquement, que faire ? Y aller de notre obole ? Qu'en adviendra-t-il ?

De cette avalanche, de cette cascade de statistiques et d'images, ne retenons que les six cent quarante-cinq millions d'êtres humains réduits à l'état de misère absolue. Et parmi eux, sur un lit d'hôpital, un enfant que cette misère va tuer, sans qu'on puisse rien faire pour le sauver. N'est-ce pas assez pour donner raison à ce journaliste de la télévision canadienne invité à commenter, avec des membres du club de Rome, de

l'UNICEF et de la presse internationale, la situation ? On peut bien sûr, cela vaut mieux que rien, faire la quête au coup par coup, arracher à chacun d'entre nous la valeur d'une poignée de riz à envoyer aux petits Indiens. Mais est-ce suffisant ?

Ne faudrait-il pas songer maintenant à agir sur les gouvernements des pays dits civilisés pour les inciter, pour les forcer, à consacrer 1 % de leur P.N.B. aux pays en voie de développement ? Ils n'en sont encore en moyenne qu'à 0,5 %. L'UNICEF, pour prendre un exemple, reçoit 10,10 francs par an de la part de chaque Suédois. Le Français, lui, n'envoie que 28 centimes seulement. Après la Suède, c'est la Norvège, l'Angleterre et les Pays-Bas qui contribuent plus volontiers à cet effort désespéré pour aider ceux qui ont besoin d'être aidés aux-mêmes. Il faudrait se résigner à appeler leurs dettes et accepter de fixer le cours des matières premières, seul moyen de leur permettre d'établir des plans de redressement sur des bases solides.

Cela n'est l'air de rien, c'est pourtant là-dessus qu'a échoppé la conférence Nord-Sud. Et c'est là-dessus que doivent s'exercer les pressions.

CLAUDE SARRAUTE

SPORTS

ATHLÉTISME

LE CHAMPION BELGE IVO VAN DAMME EST TUÉ DANS UN ACCIDENT DE LA ROUTE

Le champion belge d'athlétisme Ivo Van Damme a été victime, mercredi 29 décembre, d'un accident mortel de la route, survenu sur l'autoroute du Brabant, non loin d'Orange. Il était âgé de vingt-deux ans.

Ivo Van Damme avait connu la consécration aux Jeux olympiques de Montréal, où, par deux fois, il gagna une médaille d'argent. Il avait terminé deuxième du 800 mètres, derrière le Cubain Juanotena, et deuxième du 1 500 mètres, derrière le Néo-

Zélandais John Walker. Au cours de ces deux épreuves, il avait montré tant de volonté et de détermination qu'on ne doutait pas de le voir parvenir au tout premier plan dans les courses de demi-fond. Déjà, au retour du Canada, il avait battu le record d'Europe du 1 000 mètres en 2 min. 15 sec. 5/10.

L'accident dont il a été victime s'est produit alors qu'il rentrait d'un stage de dix jours effectué dans la région de Marseille.

Cyclisme

DES PRÉCISIONS DU PRÉSIDENT DUSSAIX A PROPOS DES AFFAIRES DE DOPAGE

Les termes de l'information — plus que l'information elle-même — parue dans « l'Équipe » du 29 décembre, et selon laquelle les organisateurs du Tour de France ont décidé d'assigner en justice le directeur sportif Cyrille Guimard et le co-entraîneur Claude Magni ont surpris M. Olivier Dussaix, qui se repose actuellement dans le midi de la France.

Après les réserves formulées par Cyrille Guimard sur la régularité de certaines constatations médicales et techniques apportées par Claude Magni, qui dénonce le caractère discriminatoire de la répression antidopage, le communiqué de « l'Équipe » précise, en effet, que « ces accusations portent atteinte également, et peut-être davantage, à l'honorabilité de la Fédération française de cyclisme (F.F.C.), puisque c'est à elle seule qu'il appartient de veiller à la parfaite régularité des opérations ».

Il ajoute que M. Olivier Dussaix, président de la F.F.C., avait convenu (avant d'être amené à démissionner) qu'il était nécessaire pour la F.F.C. d'entreprendre dans le même mouvement une action juridique contre les deux accusés.

« Ce dernier paragraphe fait allusion à une conversation que j'ai eue avec M. Levinson, au cours de laquelle la question a été abordée de manière évasive », nous a déclaré M. Dussaix. « J'ai dit que la Fédération pouvait effectivement envisager des mesures pour autant qu'elle soit mise en cause, ce qui ne me paraît pas être le cas. En outre, je n'ai personnellement aucun pouvoir de décision, toute intervention devant être approuvée par le comité directeur ».

Il n'est pas inutile de rappeler que le président démissionnaire a déploré que Cyrille Guimard ne soit pas élu au comité directeur, et que le vote dirigé contre ce candidat ouvert aux idées nouvelles, c'est-à-dire contre le rajeunissement de l'état-major fédéral, l'a déterminé dans sa volonté de mettre un terme à son mandat.

J. A.

NATATION. — Une Américaine de dix-sept ans, Lynne Cox, a traversé à la nage le détroit de Magellan, mercredi 29 décembre. C'est la première fois que cet exploit est accompli dans des eaux connues comme étant les plus froides du monde. Située en lettres à l'université californienne de Santa-Barbara, Lynne Cox a mis une heure pour parcourir les 8 km 500 qui séparent la pointe extrême de l'Amérique du Sud de la Terre de Feu.

Le Monde des Philatélistes

ÉDITÉ PAR LA PHILATÉLIE

هكزام الأمل

CIRCULAIRE

OBLIGATIONS POUR LES NAVIRES DÉCHARGEANT DES MARCHANDISES DANS LE ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE

Ces obligations s'appliquent à tous les navires participant au commerce maritime océanique vers tous les Ports du Royaume d'Arabie Saoudite et elles engagent la responsabilité des armateurs, affréteurs, agences maritimes, négociants, entrepreneurs de manutention et autres.

1. Aucun vaisseau vieux de plus de 15 ans au 1^{er} décembre 1976 et ayant commencé à charger des marchandises pour l'Arabie Saoudite à partir du 1^{er} décembre 1976 inclus, date qui sera déterminée par celle du premier connaissance établi pour un port d'Arabie Saoudite, ne sera autorisé à décharger des marchandises dans un port d'Arabie Saoudite.

a) Une dérogation à cette règle sera accordée si, sur demande de l'armateur ou de l'affréteur, une expertise de la condition du navire établit que celui-ci est à tous points de vue apte à transporter une cargaison et que la machinerie de pont est adéquate pour satisfaire aux normes de déchargement dans les ports d'Arabie Saoudite.

b) Les frais de cette expertise seront à la charge de l'armateur ou de l'affréteur, mais la nomination de l'expert devra être approuvée par l'Autorité des Ports d'Arabie Saoudite.

c) Les négociants et/ou importateurs doivent spécifier dans leur lettre de crédit que le navire transportant leur marchandise en Arabie Saoudite n'est pas vieux de plus de 15 ans à la date du commencement du chargement ou qu'une dérogation a été consentie par l'Autorité des Ports d'Arabie Saoudite.

d) Tout navire entrant dans un port d'Arabie Saoudite et ne satisfaisant pas aux obligations précitées ne sera pas déchargé.

2. L'arrimage de toute la cargaison sera vérifié à l'arrivée du navire. Toute cargaison endommagée de quelque façon que ce soit ne sera pas déchargée et l'armateur devra s'en débarrasser sous sa responsabilité.

FAYEZ I. BADR, PH.D.
Président de l'Autorité des Ports

MOULDES
LITRE
CHAPVET

PERATI

USE SANS
SUPPLÉ
DE PRIN

ALCOOL
MONTAGNE

DIAL
UETTE

LES PRIX
X et LE STOCK

LE PLUS
GRAND
SOLDIER



LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONJONCTURE

Ce qui va changer le 1^{er} janvier

● T.V.A. : taux normal ramené de 20 à 17,6 %

Le taux dit normal de la T.V.A. (20 %) est ramené, à partir du 1^{er} janvier, au niveau du taux intermédiaire (17,6 %). Bien évidemment, les deux autres taux subsistent : 33,3 % pour le taux majoré et 7 % pour le taux réduit.

Le passage de 20 à 17,6 % doit entraîner une baisse de 3 % sur les prix et services concernés.

1) **PRODUITS** : accessoires pour automobiles, appareils de chauffage et d'éclairage, armes, munitions et articles de chasse, articles de bureau, bateaux de sport et de plaisance, bimbeloterie, bonneterie, camions, articles de camping, chaussures, friction, cristallerie, cycles, dégrants, falaises et articles de la vie, articles de fumées, horlogerie (en métaux communs), instruments de musique, jeux et de linge, lunettes (sauf si sont constituées de métaux précieux), machines à écrire, à dactyler et à photocopier, articles agers et électroménagers, bicyclettes, motocyclettes de 125 et toutes pièces détachées, outillage, papeterie et autres scolaires, papiers, parfums, passeports, bijoux, électroscopiques, pneumatiques, us et vernis, produits de beauté, revêtements de sol, récepteurs de télévision et soirs, textiles, tracteurs, etc.

SERVICES : affichage, publicité, annonces (à l'exception des demandes d'emploi dans certaines conditions), agences d'affaires, entretien et réparation automobiles, ascenseurs, appareils ménagers, matériel téléphonique, mécanique, électrique, électronique, agricole, de travaux publics, gardiennage, garde-véhicules, location de véhicules, déplacements automobiles, de l'agriculture, nettoyage de salons de coiffure de coiffeur de beauté, soins d'esthétique de beauté, travail temporaire, transport de marchandises.

Les professions concernées se sont engagées par écrit à répercuter ces baisses dans leurs prix. Les engagements ont été publiés au B.O.S.P. les 15 et 23 décembre 1976. Le B.O.S.P. du 15 décembre

précise la façon dont devront être informés les consommateurs : « Pendant le mois de janvier, les entreprises assurent l'information du consommateur sur les baisses des articles en cause par l'un, au moins, des trois moyens suivants : »

● Indication sur des étiquettes, étiquettes ou affiches, de l'ancien et du nouveau prix de vente, l'ancien prix étant barré ;

● Indication à l'extérieur et à l'intérieur du magasin, nettement visible par le consommateur, qu'un escompte de caisse est pratiqué sur tous les articles concernés (si l'entreprise dispose de plusieurs caisses, l'escompte sera pratiqué à chacune de celles-ci) ;

● Indication à l'extérieur et à l'intérieur du magasin, nettement visible par le consommateur, que l'ensemble des prix répondent à la baisse du taux de la T.V.A.

En outre, les entreprises procèdent dans les magasins de détail, pendant le mois de janvier 1977, à l'affichage, visible de l'extérieur, du pourcentage de baisse par l'administration.

Un autre élément essentiel des engagements que prendront les professionnels vis-à-vis de l'administration est qu'ils comporteront un calendrier des baisses. En effet, les firmes ne pourront pas épuiser en une seule fois et dès le début de l'année les pourcentages d'augmentation qui leur seront accordés pour 1977.

Enfin — et ce détail a son importance — aucune hausse ne pourra intervenir avant publication au Bulletin officiel des services des prix (B.O.S.P.) de l'engagement de modulation.

Comme les premiers accords ne seront publiés qu'après les fêtes du début de l'année, aucune hausse ne devra intervenir avant le 4 ou le 5 janvier. Les textes qui seront publiés au B.O.S.P. ne décriront pas dans le détail le contenu des accords. Mais ceux-ci pourront être consultés, 49, quai Branly à Paris, à la direction des prix du ministère de l'économie et des finances.

Dans les cas où aucun engagement de modulation n'aura pu être conclu entre l'administration et une profession, le régime qui s'appliquera sera celui de l'autorisation préalable. C'est-à-dire qu'alors les firmes ne pourront augmenter leurs prix qu'après avoir adressé une demande au ministère de l'économie et des finances, qui ne devra pas dépasser 6,5 % par an.

Une exception importante : les entreprises employant moins de vingt salariés et ayant réalisé un chiffre d'affaires inférieur à 5 millions de francs hors taxes en 1976 pourront fixer leurs prix de façon complètement libre.

● **MARGES COMMERCIALES** : Stabilité moyenne en valeur relative.

Le principe général sera celui de la stabilité de la marge globale en valeur relative, ce qui veut dire que des compensations pourront être effectuées entre produits.

Cette stabilité sera vérifiée en fin d'année par l'administration, lors de l'examen du compte d'exploitation.

● **Les marges des importateurs** ne seront plus bloquées en valeur

absolue comme elles l'étaient, mais en valeur relative elles aussi.

● **Certains produits** (chaussures, articles de papeterie, articles pour bébés) continueront d'être soumis au régime plus dur, dit des « coefficients multiplicateurs » qui permet à l'administration de fixer le bénéfice du commerçant.

● **Pour l'alimentation**, deux régimes s'appliquent : en ce qui concerne les fruits et les légumes, les marges continueront d'être bloquées en valeur absolue jusqu'au 1^{er} avril 1977 ; ainsi, par exemple, les pommes de terre, la margarine, le sucre, continueront d'être fixés à 20 centimes par kilo (ou 25 centimes pour certaines variétés dites de luxe).

Pour les autres produits (café, chocolat, huile...) dont les prix continueront d'être bloqués à la production aussi longtemps qu'un accord de modulation n'aura été conclu avec l'administration, des « coefficients multiplicateurs » fixent au niveau du détail la marge bénéficiaire que peut prélever le commerçant ; par exemple, 122 pour le café et le chocolat, 118 pour l'huile, etc. Cela signifie qu'un produit acheté 100 francs hors taxes au stade du gros ne doit pas être vendu plus de 122 francs au détail, toutes taxes comprises. Il est important de souligner que ce régime de « coefficients multiplicateurs » s'applique à celui qui général de la stabilité des marges globales en valeur relative (voir plus haut).

La viande continuera d'être soumise au même régime particulier. En province, les prix de détail varieront en fonction des prix de gros, mais à Paris et dans les départements de la petite couronne les bouchers pourront vendre librement, sans limite de marge, à condition que pour plusieurs autres soient pratiqués des « prix chocs » ayant fait l'objet d'une convention avec l'administration.

● **PRESTATIONS DE SERVICES** : accord sinon blocage.

Les prestataires de services (restaurants, débits de boissons, etc.) continueront d'être soumis à des accords de modulation. Les prix de détail devront conclure avec les pouvoirs publics des accords fixant l'évolution de leurs tarifs en 1977. Ces accords seront, soit nationaux, soit départementaux.

Si des accords ne pouvaient être conclus, les prix des services resteraient bloqués au niveau actuel.

● **TARIFS PUBLICS** : blocage pour trois mois.

Les tarifs publics restent bloqués jusqu'au 1^{er} avril 1977. Passé cette date, les hausses seront de nouveau autorisées, mais d'un pourcentage qui ne devra pas dépasser 6,5 % par an.

● **LOYERS** : augmentation limitée à 6,5 %

Bloqués depuis le 1^{er} octobre à leur niveau du 15 septembre, les loyers pourront être relevés dès le 1^{er} janvier. Toutefois, la hausse ne devra pas excéder 6,5 % pour

l'ensemble de l'année, qu'elle soit effectuée en une ou plusieurs fois.

Selon la circulaire et l'avis adressés aux préfets et publiés au Journal officiel du 21 décembre, cette mesure s'applique :

— Aux loyers d'immeubles d'habitation, qu'il s'agisse du secteur libre, du secteur social (H.L.M.) et primé (Crédit Foncier) ou du secteur encore réglementé par la loi de 1948 ;

— Aux dépendances des locaux d'habitation, garages, parkings, jardins, etc., faisant partie du même bail que le local principal ;

— Aux loyers des locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, professionnel ou mixte ;

— Aux indemnités d'occupation, aux surloyers, aux redevances et aux locations à titre précaire ;

— Aux allocations nouvelles consenties à compter du 15 septembre dernier à la suite de l'expiration d'un bail d'un logement d'occupation ou de la libération de logements entrant dans la catégorie II A du secteur réglementé.

Deux catégories de locations échapperont à cette limitation :

● Les logements neufs mis pour la première fois sur le marché.

● Les logements anciens ayant fait l'objet de travaux ou de réhabilitation.

● **BAUX COMMERCIAUX**

En ce qui concerne les baux commerciaux, la limitation de 6,5 % en 1977 s'appliquera pour les baux soumis à plafonnement.

Dans le cas de révisions triennales soumises à l'indice, les loyers révisibles en 1977 ne pourront être majorés de plus de 34 %.

Les charges locatives, précise l'avis du ministère de l'équipement, ne sont pas concernées par les mesures de limitation « lorsqu'elles ne sont pas incluses dans

le montant du loyer et indissociables de celui-ci ».

● **MESURES SOCIALES** : majoration des cotisations et des prestations.

● **Le plafond des salaires soumis aux cotisations de la Sécurité sociale** est porté à 43 320 F par an, soit 3 610 F par mois. Le relèvement est de 14,2 % par rapport à 1976 (+ 14,9 % en 1976 par rapport à 1975).

● **Les pensions de vieillesse et d'accidents du travail versées par la Sécurité sociale** sont augmentées de 8,6 %. Cette majoration est effectuée à titre provisionnel pour 1977. Le relèvement global, pour 1976, aura été de 17,2 % (8,3 % au 1^{er} janvier et 8,9 % au 1^{er} juillet, avec effet cumulé). Il avait été de 16,5 % en 1975.

● **Les allocations minimales aux personnes âgées et aux invalides** sont portées à 9 000 F par an, soit 750 F par mois et 25 F par jour, dont 4 300 F au titre des avantages vieillesse et invalidité et 4 700 F au titre de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité. Le plafond des ressources, pour les bénéficiaires, est désormais de 18 000 F pour une personne seule et 24 000 F pour un ménage. La majoration des allocations minimales est de 5,88 % par rapport au taux précédent (8 500 F au 1^{er} juillet). Au total, elle aura été d'environ 12 % en 1976 (environ 34 % en 1975).

● **Le traitement des fonctionnaires civils et militaires de l'Etat** est d'autre part relevé de 3,35 % en application de l'accord salarial du 15 mars 1976 garantissant le maintien du pouvoir d'achat et une progression modérée ; la rémunération de base aura été augmentée au total de 10,40 % en 1976. L'indice officiel des prix ayant progressé d'environ 10,1 %.

La loi de finances pour 1977 est publiée au « Journal officiel »

Les contribuables seront tout particulièrement intéressés par la loi de finances pour 1977. Cette loi comprend d'abord — à tout seigneur son honneur — le barème de l'impôt qui s'appliquera en 1977 aux revenus encaissés en 1976. Il est donc dès maintenant possible de luter avec précision ce qui devra être versé au fisc.

Le barème applicable en 1977 aux revenus encaissés en 1976

25 d'un couple sans enfant)

FRACTION REVENU IMPOSABLE (pour deux personnes) TAUX (en %)

— de 0 à 13 450 F... 0

— de 13 450 F à 14 100 F... 5

— de 14 100 F à 16 900 F... 10

— de 16 900 F à 26 800 F... 15

— de 26 800 F à 35 150 F... 20

— de 35 150 F à 44 300 F... 25

— de 44 300 F à 53 550 F... 30

— de 53 550 F à 61 750 F... 35

— de 61 750 F à 106 850 F... 40

— de 106 850 F à 147 950 F... 45

— de 147 950 F à 190 350 F... 50

— de 190 350 F à 226 900 F... 55

— de 226 900 F à 299 900 F... 60

— de 299 900 F à 399 900 F... 65

— de 399 900 F à 499 900 F... 70

— de 499 900 F à 599 900 F... 75

— de 599 900 F à 699 900 F... 80

— de 699 900 F à 799 900 F... 85

— de 799 900 F à 899 900 F... 90

— de 899 900 F à 999 900 F... 95

— de 999 900 F à 1 099 900 F... 100

— de 1 099 900 F à 1 199 900 F... 105

— de 1 199 900 F à 1 299 900 F... 110

— de 1 299 900 F à 1 399 900 F... 115

— de 1 399 900 F à 1 499 900 F... 120

— de 1 499 900 F à 1 599 900 F... 125

— de 1 599 900 F à 1 699 900 F... 130

— de 1 699 900 F à 1 799 900 F... 135

— de 1 799 900 F à 1 899 900 F... 140

— de 1 899 900 F à 1 999 900 F... 145

— de 1 999 900 F à 2 099 900 F... 150

— de 2 099 900 F à 2 199 900 F... 155

— de 2 199 900 F à 2 299 900 F... 160

toutes les informations intéressantes sur le prélèvement conjoncturel contre l'inflation, plus connue sous le nom de Seriatte :

● En 1977, l'acompte exigible à l'expiration du premier trimestre civil est supprimé. Le paiement du deuxième acompte n'est exigible que si l'augmentation de l'indice des prix à la consommation du groupe « produits manufacturés privés » a dépassé 1,8 % pendant une période de cinq mois consécutifs à compter du 1^{er} janvier. Lorsque l'augmentation de l'indice des prix à la consommation du groupe « produits manufacturés privés » n'a pas été supérieure à 2,5 % pendant une période de six mois consécutifs, le prélèvement est supprimé le premier jour du septième mois.

● L'article 17 précise que les nouveaux tarifs du droit de consommation des alcools entreront en application le 1^{er} février.

● L'article 18 précise que les éléments de confort

tive au-dessus du cinquième CV, à un droit de :

— 6 à 8 CV : 16 F par CV

— 9 à 20 CV : 20 F par CV

— 21 à 25 CV : 22 F par CV

— 26 à 30 CV : 24 F par CV

— 31 à 100 CV : 28 F par CV

— Plus de 100 CV : 30 F par CV

— Plus de 100 CV : 30 F par CV

D'autre part, le Journal officiel précise que l'article 23 du code des douanes est modifié de la façon suivante (pour lutter contre la fraude fiscale) :

« Le passeport délivré aux navires de plaisance ou de sport (...) ayant leur résidence principale ou leur siège social en France (...) est soumis à un visa annuel donnant lieu à la perception d'un droit de passeport (...) »

« Dans le cas des navires de plaisance ou de sport battant pavillon d'un pays ou territoire qui n'a pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre l'évasion et la fraude fiscale, le droit de passeport est porté à un taux triple du droit de transitaire et de navigation pour les navires de moins de 30 tonnes de jauge brute et à un taux quintuple de ce droit pour les navires d'un tonnage de 30 tonnes de jauge brute et plus. »

Après avoir déclaré, à plusieurs occasions, que la distribution des prêts bonifiés était trop lente et

Le Crédit agricole va réduire ses prêts de 12 %

L'enveloppe des prêts bonifiés du Crédit agricole sera réduite de 12 % en 1977. Cette décision, qui va limiter les possibilités d'équipement de l'agriculture, traduit le dur langage de la vérité — que M. Christian Bonnet, ministre de l'Agriculture, a désormais décidé d'employer avec les paysans.

Ses récents propos sur les producteurs de « bibine » ont provoqué l'occupation de la gare de Lézignan-Corbières (Aude) par une centaine de manifestants au cours de la nuit de mercredi à jeudi.

« J'attends avec curiosité de voir qui (...) saura prendre (...) la défense de la petite minorité des gâcheurs à très haut rendement », écrit M. Christian Bonnet mercredi 29 décembre dans le Midi Libre, après s'être expliqué sur ses propos contre les « producteurs de bibine ». La soi-disant « petite minorité » de viticulteurs, se réclamant d'un mouvement occitan, ont occupé vers minuit la gare de Lézignan-Corbières (Aude).

Pour protester contre les déclarations du ministre de l'Agriculture, les manifestants ont établi un barrage enflammé sur la voie ferrée, dans la gare même de Lézignan, et ont bloqué le trafic ferroviaire. La situation est redevenue normale à 1 heure du matin, sans que la police soit intervenue.

Cette manifestation n'aurait pas été organisée avec le concours des comités locaux viticoles. Mais les esprits sont échauffés dans le Midi, après « le dur langage de la vérité » employé par M. Bonnet. Le ministre de l'Agriculture paraît d'ailleurs décidé à user de ce ton — peu habituel rue de Varenne, mais dans la ligne du plan Barre — avec l'ensemble des agriculteurs.

Après avoir déclaré, à plusieurs occasions, que la distribution des prêts bonifiés était trop lente et

que son coût devenait exorbitant (3,7 milliards prévus pour 1977), les pouvoirs publics ont décidé de diminuer de 12 % en 1977 l'enveloppe de ces prêts, le ramenant de 14,47 à 12,7 milliards de francs. Le volume des prêts à taux « super-bonifiés » ne pourra, de son côté, pas dépasser 6,6 contre 7,07 milliards de francs ; celui des prêts simplement bonifiés est ramené à 5,1 contre 7,4 milliards de francs. Cette régression affectera l'ensemble des prêts, notamment ceux qui sont consentis à l'élevage et aux achats fonciers (à l'exception des prêts aux jeunes agriculteurs, dont le montant reste fixé à 2 milliards de francs).

Les états-majors des organisations paysannes, qui respectent la trêve des confiseurs, n'ont pas encore réagi. Ces mesures se traduiront par un allourdissement des coûts des investissements pour les agriculteurs. Elles interviennent après une série de décisions restreignant le nombre des exploitants ayant accès à ces prêts, et alors que des coupes importantes ont été opérées dans les crédits d'équipement du ministère de l'Agriculture (le Monde des 19 et 22 octobre). L'ensemble de ces dispositions, qui va aggraver les conditions de financement de l'agriculture, pourrait hypothéquer le développement de ce secteur. — A. G.

Avis

La Société « CIMENT-AMIANTE-TUNISIE » se propose de réaliser une unité « produits en mains » pour la fabrication de tuyaux en amiant-ciment et des pièces accessoires.

Capacité de l'unité : 20.000 T/an
Longueur des tuyaux : 5 mètres
Diamètre des tuyaux : 80 à 1.000 mm

Les entreprises et sociétés d'engineering intéressées par la réalisation de cette unité peuvent écrire à la Société « CIMENT » en lui transmettant leurs références et les garanties qu'elles peuvent fournir.

CIMENT - AMIANTE - TUNISIE
C/o Société Tunisienne de Banque
Direction des Etudes et du Développement
1, Avenue Habib Thameur
Tunis

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

DIRECTION NATIONALE DES COOPÉRATIVES DE L'A.N.P.

DÉLÉGATION INDUSTRIELLE

E. N. I. B.

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

N° P.M.I. 76 - 001

La D.N.C./A.N.P. - Délégation Industrielle, lance un appel d'offres international, pour la réalisation d'une menuiserie industrielle complète en lot unique ciés en main.

Les dossiers de soumissions sont à retirer contre la somme de 800.00 DA (huit cents Dinars) à D.N.C./A.N.P. Délégation Industrielle - Division Approvisionnement - Route de Day-E-Beldja, à Sidi-Moussa (Wilaya de Blida). — ALGER.

Les offres accompagnées des pièces réglementaires devront parvenir sous pli recommandé avec la mention « APPEL D'OFFRES N° P.M.I. 76-001 », à A. N. P. S. OUVRIER, à D.N.C./A.N.P. - Délégation Industrielle - Commission des Marchés - de Sidi-Moussa (ALGER), avant le 12 février 1977, terme de rigueur, le cachet de la poste faisant foi.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période de trois (3) mois.

NEW-YORK

Ventes bénéficiaires

Wall Street n'est pas parvenue mercredi, à maintenir son effort, pour la troisième fois de l'année, l'indice des Industrielles, sur d'abominables prises de bénéfices, ces repartissements du seuil psychologique des 1.000, franchi péniblement, celle, pour s'établir à 994,23 (— 3,1).

L'activité, tout en demeurant sans sorte, a sensiblement diminué, 21 millions de titres ayant changé de mains contre 25,79 millions précédemment.

Cette réaction technique, intervenant après deux séances de fouilles systématiques, est apparue incompréhensible dans la mesure où le principal indicateur économique, rendu public le même jour, a révélé que l'expansion on avait repris à un rythme très soutenu en novembre. (+ 1 %) après avoir plié trois mois durant.

En fait, deux facteurs semblent avoir influé : l'incapacité initiale à marcher à l'avance son avance

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE. Base 100 : 31 déc. 1975.)

	28 déc.	29 déc.
Valeurs françaises ..	80,2	80,8
Valeurs étrangères ..	110,6	110,9

C= DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1981.)

Sur 1 937 valeurs traitées, 729 ont
échoué et 700 ont monté.

VALEURS	COURS	COURS
---------	-------	-------

LAUN ET ELECTRICITE DE L'AFRIQUE DU SUD-EST AFRICAIN. — Déjà détenteur de 34,70 % du capital de la LAUN, le groupe de la L.E.S.A. pourra acquérir entre 60 000 et 200 000 actions E.S.O.A. au prix unitaire de 100 francs. Le groupe LAUN aura la participation au minimum à 20,70 % et au maximum à 64,70 % du capital de la LAUN jusqu'en 1971. L'année prochaine.

TRONSON-CH.F. — Les bénéfices nets de l'exercice 1970-1971 s'élèveront à 925 millions de francs. Le groupe Tronson-CH.F. a prévu pour l'exercice 1971-1972 des bénéfices nets de 1 000 millions de francs. L'augmentation de 8 % des bénéfices nets de l'exercice 1971-1972 est due à la hausse de 20 % des ventes de produits et à la réduction de 10 % des dépenses.

LAUN ET ELECTRICITE DE L'AFRIQUE DU SUD-EST AFRICAIN. — L'exercice 1970-1971 sera à nouveau bénéficiaire. Le groupe LAUN a prévu pour l'exercice 1971-1972 des bénéfices nets de 1 000 millions de francs. L'augmentation de 8 % des bénéfices nets de l'exercice 1971-1972 est due à la hausse de 20 % des ventes de produits et à la réduction de 10 % des dépenses.

[illegible]

COURS DU DOLLAR A TOKYO		
	29/12	30/12
dollar (en yens) ..	293 10	292 20

Taux du marché monétaire

29 DÉCEMBRE - COMPTANT

[illegible]

Départ cours	VALEURS	Cours précéd.	Départ cours
34	10 OFFICE	81 20	90
46	U.S.M.-G.	110 80	112
55	Union Indus.	155	154
75	Ind. Min. France	115	118
175
190	Artier Investiss.	95 50	96
200	Securité Select.	146	150
205	Ind. et C. Ext.	155	158
210	Swedrig	185	198
182
111
101	Appellie Cie Ind.	170 38	170
101	Agnell. Hydroél.	685	670
101	Ind. et C. Ext.	115	115
101	Centra. Biary.	388	381
101	Hyd. Contr.	115	115
101	Ind. et C. Ext.	115	115
210	Clap. Eng.	2650	2651
210	Charg. Des. et M.	1450	1451
157	Stanc. Ind.	50	50
157	Fin. et Bâtim.	41 40	41
157	Soc. des Eaux	500	500
116	Ind. et C. Ext.	106	105
116	Lehm et Cie	106	105
116	Hyd. Contr.	115	115
116	Cie Caracale	105	105
32	G.V.A.I.-L.	91 70	91
32	Ind. et C. Ext.	115	115
32	Pav. Indus.	74	74

[illegible][illegible][illegible][illegible]

1

MARCHÉ A TERME

COURS		Dernier cours		Compt. premier cours		Comparaison		VALEURS		Précéd. clôture		Prem. cours	
1973 3 %		616	616	80		448		Die Gie Paris	473	58			
1972		1627	1628	148		172		E. L. Lefebvre	203	183			
1000		47	415	52		82		Esso S.A.P.	55	50			
1000		316	315	335		335		Esso S.A.P.	55	50			
1000		69 80	67 90					Esso S.A.P.	55	50			
1000		188	188					Esso S.A.P.	55	50			
1000		131	128 46					Esso S.A.P.	55	50			
1000		315 50	315 50					Esso S.A.P.	55	50			
1000		118	117					Esso S.A.P.	55	50			
1000		228	228					Esso S.A.P.	55	50			
1000		226	226					Esso S.A.P.	55	50			
1000		158	158					Esso S.A.P.	55	50			
1000		75	75					Esso S.A.P.	55	50			
1000		222	222					Esso S.A.P.	55	50			
1000		189	184					Esso S.A.P.	55	50			
1000		169	164					Esso S.A.P.	55	50			
1000		70	69					Esso S.A.P.	55	50			
1000		749	784					Esso S.A.P.	55	50			
1000		332	329					Esso S.A.P.	55	50			
1000		580	580					Esso S.A.P.	55	50			
1000		1468	1465					Esso S.A.P.	55	50			
1000		275	275					Esso S.A.P.	55	50			
1000		310	310					Esso S.A.P.	55	50			
1000		188	188					Esso S.A.P.	55	50			
1000		131	128 46					Esso S.A.P.	55	50			
1000		315 50	315 50					Esso S.A.P.	55	50			
1000		118	117					Esso S.A.P.	55	50			
1000		228	228					Esso S.A.P.	55	50			
1000		226	226					Esso S.A.P.	55	50			
1000		158	158					Esso S.A.P.	55	50			
1000		75	75					Esso S.A.P.	55	50			
1000		222	222					Esso S.A.P.	55	50			
1000		189	184					Esso S.A.P.	55	50			
1000		169	164					Esso S.A.P.	55	50			
1000		70	69					Esso S.A.P.	55	50			
1000		749	784					Esso S.A.P.	55	50			
1000		332	329					Esso S.A.P.	55	50			
1000		580	580					Esso S.A.P.	55	50			
1000		1468	1465					Esso S.A.P.	55	50			
1000		275	275					Esso S.A.P.	55	50			
1000		310	310					Esso S.A.P.	55	50			
1000		188	188					Esso S.A.P.	55	50			
1000		131	128 46					Esso S.A.P.	55	50			
1000		315 50	315 50					Esso S.A.P.	55	50			
1000		118	117					Esso S.A.P.	55	50			
1000		228	228					Esso S.A.P.	55	50			
1000		226	226					Esso S.A.P.	55	50			
1000		158	158					Esso S.A.P.	55	50			
1000		75	75					Esso S.A.P.	55	50			
1000		222	222					Esso S.A.P.	55	50			
1000		189	184					Esso S.A.P.	55	50			
1000		169	164					Esso S.A.P.	55	50			
1000		70	69					Esso S.A.P.	55	50			
1000		749	784					Esso S.A.P.	55	50			
1000		332	329					Esso S.A.P.	55	50			
1000		580	580					Esso S.A.P.	55	50			
1000		1468	1465					Esso S.A.P.	55	50			
1000		275	275					Esso S.A.P.	55	50			
1000		310	310					Esso S.A.P.	55	50			
1000		188	188					Esso S.A.P.	55	50			
1000		131	128 46					Esso S.A.P.	55	50			
1000		315 50	315 50					Esso S.A.P.	55	50			
1000		118	117					Esso S.A.P.	55	50			
1000		228	228					Esso S.A.P.	55	50			
1000		226	226					Esso S.A.P.	55	50			
1000		158	158					Esso S.A.P.	55	50			
1000		75	75					Esso S.A.P.	55	50			
1000		222	222					Esso S.A.P.	55	50			
1000		189	184					Esso S.A.P.	55	50			
1000		169	164					Esso S.A.P.	55	50			
1000		70	69					Esso S.A.P.	55	50			
1000		749	784					Esso S.A.P.	55	50			
1000		332	329					Esso S.A.P.	55	50			
1000		580	580					Esso S.A.P.	55	50			
1000		1468	1465					Esso S.A.P.	55	50			
1000		275	275					Esso S.A.P.	55	50			
1000		310	310					Esso S.A.P.	55	50			
1000		188	188					Esso S.A.P.	55	50			
1000		131	128 46					Esso S.A.P.	55	50			
1000		315 50	315 50					Esso S.A.P.	55	50			
1000		118	117					Esso S.A.P.	55	50			
1000		228	228					Esso S.A.P.	55	50			
1000		226	226					Esso S.A.P.	55	50			
1000		158	158					Esso S.A.P.	55	50			
1000		75	75					Esso S.A.P.	55	50			
1000		222	222					Esso S.A.P.	55	50			
1000		189	184					Esso S.A.P.	55	50			
1000		169	164					Esso S.A.P.	55	50			
1000		70	69					Esso S.A.P.	55	50			
1000		749	784					Esso S.A.P.	55	50			
1000		332	329					Esso S.A.P.	55	50			
1000		580	580					Esso S.A.P.	55	50			
1000		1468	1465					Esso S.A.P.	55	50			
1000		275	275					Esso S.A.P.	55	50			
1000		310	310					Esso S.A.P.	55	50			
1000		188	188					Esso S.A.P.	55	50			
1000		131	128 46					Esso S.A.P.	55	50			
1000		315 50	315 50					Esso S.A.P.	55	50			
1000		118	117					Esso S.A.P.	55	50			
1000		228	228					Esso S.A.P.	55	50			
1000		226	226					Esso S.A.P.	55	50			
1000		158	158					Esso S.A.P.	55	50			
1000		75	75					Esso S.A.P.	55	50			
1000		222	222					Esso S.A.P.	55	50			
1000		189	184					Esso S.A.P.	55	50			
1000		169	164					Esso S.A.P.	55	50			
1000		70	69					Esso S.A.P.	55	50			
1000		749	784					Esso S.A.P.	55	50			
1000		332	329					Esso S.A.P.	55	50			
1000		580	580					Esso S.A.P.	55	50			
1000		1468	1465					Esso S.A.P.	55	50			
1000		275	275					Esso S.A.P.	55	50			
1000		310	310					Esso S.A.P.	55	50			
1000		188	188					Esso S.A.P.	55	50			
1000		131	128 46					Esso S.A.P.	55	50			
1000		315 50	315 50					Esso S.A.P.	55	50			
1000		118	117					Esso S.A.P.	55	50			
1000		228	228					Esso S.A.P.	55	50			
1000		226	226					Esso S.A.P.	55	50			
1000		158	158					Esso S.A.P.	55	50			
1000		75	75					Esso S.A.P.	55	50			
1000		222	222					Esso S.A.P.	55	50			
1000		189	184					Esso S.A.P.	55	50			
1000		169	164					Esso S.A.P.	55	50			
1000		70	69					Esso S.A.P.	55	50			
1000		749	784					Esso S.A.P.	55	50			
1000		332	329					Esso S.A.P.	55	50			
1000		580	580					Esso S.A.P.	55	50			
1000		1468	1465					Esso S.A.P.	55	50			
1000		275	275					Esso S.A.P.	55	50			
1000		310	310					Esso S.A.P.	55	50			
1000		188	188					Esso S.A.P.	55	50			
1000		131	128 46					Esso S.A.P.	55	50			
1000		315 50	315 50					Esso S.A.P.	55	50			
1000		118	117					Esso S.A.P.	55	50			
1000		228	228					Esso S.A.P.	55	50			
1000		226	226					Esso S.A.P.	55	50			
1000		158	158					Esso S.A.P.	55	50			
1000		75	75					Esso S.A.P.	55	50			
1000		222	222					Esso S.A.P.	55	50			
1000		189	184					Esso S.A.P.	55	50			
1000		169	164					Esso S.A.P.	55	50			
1000		70	69					Esso S.A.P.	55	50			
1000		749	784					Esso S.A.P.	55	50			
1000		332	329					Esso S.A.P.	55	50			
1000		580											

[illegible]

COURS OFFICIEL	COURS DES BILLETTS		COURS DES BILLETTS de 5 fr. à 50 fr.	MARCHÉ LIÉ	MINIMALES ET MAXIMALES
	COURS par 100	COURS 25 12			
(5 fr.)	4 971	4 664	4 85		
(10 fr.)	9 942	9 328	9 70		
(100 fr.)	210 815	210 175	209 26		
(100 fr.)	28 886	29 625	29 50		
(100 fr.)	34 900	35 770	35 77		
(100 fr.)	34 250	35 570	35 57		
(100 fr.)	7 285	7 280	7 08		
(100 fr.)	7 285	7 280	7 08		
(100 fr.)	5 951	5 851	5 85		
(100 fr.)	58 820	58 720	58 25		
(100 fr.)	282 180	281 760	280 50		
(100 fr.)	120 730	120 380	119 75		
(100 fr.)	228 326	228 800	232		

numér. cours	Derrier cours	Compt. premier cours
76 58	276 60	276 ..
59 ..	264 ..	265 20
12 35	12 25	12 10
16 25	16 20	16 ..
57 50	287 50	291 80
27 50	26 80	27 50
62 02	10 02	10 00
10 10	10 10	10 00
10 10	10 10	10 00
1383 ..	1376 ..	1376 ..
70 50	171 60	169 ..
11 80	311 80	307 60
6390 ..	6380 ..	6380 ..
254 ..	253 80	253 80
6 85	6 85	6 80
604 ..	605 ..	605 ..
55 15	55 15	55 15
50 50	50 50	50 50
278 ..	275 ..	275 ..
132 30	129 70	129 70
22 38	21 80	21 80
22 38	22 38	22 38
257 10	256 90	256 90
14 70	14 70	14 50
62 50	62 50	62 50
478 10	476 25	476 25
37 20	37 20	37 20
502 ..	500 ..	500 ..
45 70	45 70	45 70
12 75	12 75	12 50
241 50	241 50	241 50
12 ..	11 75	11 75
136 50	135 ..	135 ..
108 60	108 ..	108 ..
46 50	38 80	38 80
76 50	76 50	76 50
5 30	5 30	5 30

Derrier cours = v'ant
cours ..

RE DE L'OR	
COURS v'ant.	COURS 25/12
2105 ..	2107 ..
2110 ..	2105 ..
226 ..	227 20
136 ..	136 ..
205 70	204 80
187 20	186 ..
205 80	205 ..
1050 80	998 40
498 20	496 ..
238 40	238 ..
876 ..	876 ..
295 ..	193 90

TE DES CHANGES COURS DES BILLETS MARCHÉ LIB

TAUX OFFICIEL	COURS 000-	COURS 29 12	échange de gré à gré entre banques	MONNAIES ET DEVISES
---------------	---------------	----------------	--	---------------------

45 11	4 974	4 984	4 95
-------	-------	-------	------

100 g)	4 903	4 911	4 88	Dr fin (kilos en barre)...
(100 DMS)...	210 915	210 135	289 25	Dr fin (kilos en lingot)...
(100 g)	29 833	29 625	28 60	Plaques françaises (20 fr

1000 F.)	13 775	13 779	13 77	Pièces françaises (10 fr.)
1000 kr.)	88 200	85 570	85 25	Pièces suisses (20 fr.)

Union latine (28 fr.)	7 08	7 280	7 280
Souveraine	8 45	8 447	8 45
Pièce de 20 dollars	5 425	5 881	5 881

100 \$)	95 528	95 528	95 25	Pièces de 10 dollars
(100 fl.)	282 180	281 708	280 50	Pièces de 5 dollars
100 esc.)	15 355	15 780	15	Pièces de 50 cents

0 hrs.).....	120 730	129 380	119 75	Pièce de 10 florins
09 fr.).....	203 625	242 900	202	

RE DE L'OR

COURS	COURS
100	100

DATE	20/12
TIME	10:00

21050	..	21070	..
21110	..	21006	..
220		322	22

198	198
205 78	204 80

187 20	188 20	
202 50	205 50	
1609 88	999 40	

488 20	498 ..
335 30	...
875	878

209	199 90
-----	--------

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. PROCHE-ORIENT
 - L'O.L.P. pourrait se contenter de fixer dans une délégation arabe unique à la conférence de Genève.
- 2-3. AFRIQUE
 - ANGOLA : de nombreux civils furent les combats cherchant refuge en Zambie.
 - AMÉRIQUES
 - ÉTATS-UNIS : M. Carter confirme son intention de réduire le budget de la défense.
 - TRIBUNE INTERNATIONALE : Pour un règlement négocié entre Israël et l'O.L.P., par Uri Arner.
 - BRÉSIL : le président Geisel a annoncé une « décade » de l'économie.
4. Océan indien
 - MADAGASCAR : « Un an de vie socialiste » (II), par J.-C. Pomont.
- 4-5. EUROPE
 - UNION SOVIÉTIQUE : La portée et les limites du rapport Khrouchchev (II), par Jean Elstein.
6. ASIE
 - CHINE : un document du comité central fait état de troubles graves à moins de 200 kilomètres de Pékin.
6. POLITIQUE
 - LIBRES OPINIONS : « D'une majorité l'autre », par Pierre Lefranc.
- 7-8. JUSTICE
 - L'office de Brogie.
8. POLICE
 - Les enfants de Loczy.
8. ÉDUCATION
 - Les enfants de Loczy.
- 9-10. ARTS ET SPECTACLES
 - MUSIQUE : La Dame de pique dirigée par Rostropovitch.

LE MONDE DES LIVRES

Pages 11 à 15

LE FEUILLETON de B. Polrot-Delepech : « Kafka dans la Fieffe ».

LITTÉRATURE ET CRITIQUE : Nicolas Nabokov ou le mémorialiste musicien : Le retour du roi Edgar : La correspondance de Michel.

LETTRES SOVIÉTIQUES : Un inédit de Boulgakov.

LE COURRIER DE L'HISTOIRE : Quand les anciens faisaient la fête...

LIVRES POLITIQUES : Les mémoires de Georges Cogniot.

16. SOCIÉTÉ

— A propos du « martyre de Schine ».

17. DÉFENSE

— Nominations et promotions.

20. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

20 à 22. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

— La loi de finances pour 1977 est publiée au Journal officiel.

— CONJONCTURE : ce qui va changer le 1^{er} janvier.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (16)

— Annonces classées (18) : Aujourd'hui (17) : Carnet (18) : Journal officiel (17) : Météorologie (17) : Loterie nationale (17) : Loto (17) : Bourse (23).

En Rhodésie

La guérilla menée par les nationalistes est de plus en plus meurtrière

Deux ministres noirs quittent le cabinet de M. Smith

Tandis que la situation militaire ne cesse de s'aggraver en Rhodésie, M. Richard, président britannique de la conférence de Genève — dont les travaux sont suspendus jusqu'au 17 janvier — commence ce jeudi 30 décembre à Lusaka un voyage de deux semaines, qui doit le conduire dans plusieurs capitales africaines concernées par le conflit. Cette mission a pour objectif de « débloquent » la négociation, mais ses chances de succès paraissent minces.

Vingt et un civils africains ont, selon Salisbury, été tués mercredi, lors d'une attaque des maquisards de l'armée du Zimbabwe contre plusieurs « villages protégés », dans le nord-est du pays. Désormais, la guérilla fait rage en Rhodésie et les bilans publiés sont chaque jour plus lourds. Pour les 27, 28 et 29 décembre, on recense soixante-seize tués, dont la grande majorité, selon Salisbury, sont africains.

Deux des six ministres noirs du cabinet de M. Smith ont annoncé mercredi, à Salisbury, qu'ils quittaient le gouvernement. MM. Jeremiah Chirau et Kaiser Ndeweni ont annoncé qu'ils ne rejoindraient pas le nouveau parti, la ZUPU (Organisation des peuples unis du Zimbabwe), afin de rapprocher les positions du gouvernement et celles des nationalistes et, ce faisant, de faciliter l'accession de la majorité noire au pouvoir. Les deux ministres démissionnaires estiment que leur parti est assuré du soutien de « plusieurs centaines de chefs tribaux ». C'est d'ailleurs en tant que représentants de ceux-ci qu'ils avaient été nommés au gouvernement au début de l'année.

Pour les dirigeants nationalistes intransigeants le nouveau parti « n'est

qu'une nouvelle section du Front rhodésien » (parti au pouvoir, comme l'a affirmé un représentant de M. Nkomo).

M. Smith affirme, pour sa part, sa confiance en l'avenir de la minorité blanche. Interrogé par le journal sud-africain *Die Volkskrant*, il a assuré mercredi n'avoir nullement l'intention de quitter le pays après le transfert du pouvoir aux Africains et entendait obtenir la garantie des droits et de la sécurité des Européens au sein du futur Zimbabwe.

En attendant, c'est à M. Richard, président britannique de la conférence de Genève, qu'il appartient de relancer les pourparlers sur l'avenir du territoire. Il devait avoir ce jeudi un premier entretien à ce sujet avec M. Kaunda, chef de l'Elat zambien. A Londres, nous indique notre correspondant Jean Wetz, on pense que la conférence de Genève reprendra, comme prévu le 17 janvier. Mais, sur le fond du problème, le scepticisme prévaut. Personne ne voit très bien pourquoi et comment M. Richard pourrait atteindre en dix jours de « navette » en Afrique le but auquel il n'est pas parvenu sur les bords du Léman en présence de tous les intéressés. D'autant que le désaccord reste entier quant à la procédure devant permettre l'indépendance d'un Etat noir en Rhodésie.

Comme l'a rappelé M. Richard mercredi avant son départ, la Grande-Bretagne estime désormais « souhaitable » d'être « présente » pendant la période de transition afin de donner satisfaction aux nationalistes africains tout en rassurant la minorité européenne sur son avenir. Toutefois, Londres ne se fait guère d'illusions sur ses possibilités d'action et, note notre correspondant, attend plutôt de Washington et de Pretoria les décisions pouvant conduire à une « déescalade » en Rhodésie.

En Allemagne fédérale

LES INDUSTRIELS NE PRÉVOIENT PAS UNE CROISSANCE RAPIDE DES INVESTISSEMENTS

(De notre correspondant.)

Bonn. — Les industriels allemands sont sceptiques. C'est ce qui ressort d'une enquête effectuée par l'Institut allemand de l'économie, proche du patronat, sur les perspectives de développement professionnelles.

Les industriels prévoient des marchés extérieurs plus difficiles à la suite de la hausse du prix du pétrole, des politiques économiques restrictives menées par plusieurs pays partenaires et la « concurrence ruineuse » que se livrent les exportateurs. En outre, le marché intérieur leur apparaît incertain en raison de la faible propension à consommer des ménages. Les industriels espèrent toutefois qu'une partie de l'épargne amassée au cours des dernières années sera utilisée.

Dans ces conditions, il ne faut pas s'attendre à une croissance nouvelle fois en faveur d'investissements et à une diminution sensible du chômage. La plus grande partie des investissements prévus dans les différents secteurs de l'industrie allemande sera consacrée à la rationalisation du processus de production.

Les industriels ne sont cependant pas partisans de programmes conjoncturels de relance des investissements, mais ils plaident une nouvelle fois en faveur d'allègements fiscaux sur les revenus et pour une augmentation modérée des salaires, qui contribueraient à la « création d'un climat de confiance durable ». — D. V.

En Albanie

LA NOUVELLE CONSTITUTION INTERDIT L'ACCEPTATION DE CRÉDITS D'ÉTATS CAPITALISTES OU « RÉVISIONNISTES »

Tirana (A.F.P.). — L'Assemblée populaire albanaise a adopté à l'unanimité le projet de Constitution qui faisait l'objet depuis le début de l'année d'élaboration publique « à tous les niveaux », annonce l'agence ATA. La nouvelle Constitution affirme que la République populaire socialiste d'Albanie est « l'Etat de la dictature du prolétariat » et que le Parti du travail (parti communiste) est « la seule force dirigeante de l'Etat et de la société ». Elle consacre un accroissement de l'importance de l'Etat dans tous les domaines de la vie sociale, ne reconnaît aucune religion et entend « développer la propagande athée pour inciter aux hommes la conception du monde matérialiste scientifique ».

Dans son rapport à l'Assemblée sur le projet, M. Hodja, chef du parti, a indiqué que l'Albanie rejette, de par sa Constitution, « la propagation des idéologies étrangères et de toutes les théories révisionnistes », « une idéologie prétendant purifier, une idéologie de la circulation des idées révisionnistes ».

L'indépendance du pays « est également défendue sur les plans militaire et économique. Le droit de « signer ou reconnaître la capitulation ou l'occupation » de l'Albanie est interdit tout autant que l'insubordination de bases militaires étrangères. Sont également interdites « l'octroi de concession, la création de sociétés mixtes avec des étrangers, les Etats capitalistes, bourgeois ou réactionnaires, ainsi que l'acceptation de crédits de leur part ».

NOMINATIONS A LA COUR DES COMPTES

Sur proposition du ministre délégué auprès du premier ministre chargé de l'économie et des finances, le conseil des ministres, réuni le 29 décembre, a nommé à la Cour des comptes :

— **Président de chambre :** M. Bernard Beck, conseiller-maire.

— **Conseillers-majors :** MM. André Caussade, Edouard Elker, Pierre Aymard, Maurice Hupel, Justin Rohmer, Jacques Ratier, tous conseillers référendaires ; Jean-Emile Vie, préfet, actuellement secrétaire général pour l'administration des départements d'outre-mer ; Roger Gorse, conseiller commercial, directeur général du Centre français du commerce extérieur ; Jean-Michel Scaup, gouverneur de la France d'outre-mer, ancien directeur général de l'Institut national de la recherche agronomique INRA.

— **M. Carter, président élu des Etats-Unis**, a annoncé mercredi 29 décembre que M. Robert Lipshutz, avocat à Atlanta (Géorgie), serait le prochain conseiller juridique de la Maison Blanche. M. Lipshutz est un ami personnel de M. Carter depuis une dizaine d'années, a été trésorier de sa campagne électorale.

Les plus-values seront imposées de sur les métaux et les objets précieux

L'imposition des plus-values franchit, ce jeudi 30 décembre, avec la publication des textes d'application au Journal officiel, le dernier obstacle d'un long et souvent tumultueux parcours qui a mené des promesses de justice fiscale, faites par M. Giscard d'Estaing lors de la campagne pour les élections présidentielles, aux textes très concrets qui vont maintenant s'appliquer. A partir de quand ?

— **Immédiatement s'il s'agit de bénéfices réalisés sur les métaux et objets précieux.**

— **Les plus-values immobilières décaissées en 1977** — quelle que soit la date d'achat du bien — seront la même année, les plus-values immobilières réalisées à partir de 1977, donneront lieu au paiement immédiat de l'impôt.

— **Si un contribuable qui a réalisé une plus-value en 1977 est décédé la même année**, ses héritiers doivent alors payer dès 1977 l'impôt sur la plus-value (qui est, soulignons-le, complètement indépendant de l'impôt sur l'héritage).

— **Si un contribuable ayant lui-même réalisé une plus-value quitte la France pour résider définitivement à l'étranger.**

— **Pour les biens mobiliers** (actions et obligations) la taxation des plus-values ne commencera à s'appliquer qu'en 1978 (déclaration faite en 1978). Une exception : les plus-values mobilières « déjà taxées avec la législation actuelle » et qui continuent d'être détenues par plus de 25 % (parts) d'une société ou plus-values « ayant un caractère de spéculation » d'application publiées.

Les textes, fixés le 30 décembre au Journal o...

« L'impôt completant d'une insuffisance constatée dans la détermination ou de la plus-value susceptible de ce paiement fractionné ».

« L'impôt completant d'une insuffisance constatée dans la détermination ou de la plus-value susceptible de ce paiement fractionné ».

« L'impôt completant d'une insuffisance constatée dans la détermination ou de la plus-value susceptible de ce paiement fractionné ».

« L'impôt completant d'une insuffisance constatée dans la détermination ou de la plus-value susceptible de ce paiement fractionné ».

« L'impôt completant d'une insuffisance constatée dans la détermination ou de la plus-value susceptible de ce paiement fractionné ».

« L'impôt completant d'une insuffisance constatée dans la détermination ou de la plus-value susceptible de ce paiement fractionné ».

« L'impôt completant d'une insuffisance constatée dans la détermination ou de la plus-value susceptible de ce paiement fractionné ».

« L'impôt completant d'une insuffisance constatée dans la détermination ou de la plus-value susceptible de ce paiement fractionné ».

« L'impôt completant d'une insuffisance constatée dans la détermination ou de la plus-value susceptible de ce paiement fractionné ».

« L'impôt completant d'une insuffisance constatée dans la détermination ou de la plus-value susceptible de ce paiement fractionné ».

« L'impôt completant d'une insuffisance constatée dans la détermination ou de la plus-value susceptible de ce paiement fractionné ».

« L'impôt completant d'une insuffisance constatée dans la détermination ou de la plus-value susceptible de ce paiement fractionné ».

« L'impôt completant d'une insuffisance constatée dans la détermination ou de la plus-value susceptible de ce paiement fractionné ».

« L'impôt completant d'une insuffisance constatée dans la détermination ou de la plus-value susceptible de ce paiement fractionné ».

« L'impôt completant d'une insuffisance constatée dans la détermination ou de la plus-value susceptible de ce paiement fractionné ».

« L'impôt completant d'une insuffisance constatée dans la détermination ou de la plus-value susceptible de ce paiement fractionné ».

« L'impôt completant d'une insuffisance constatée dans la détermination ou de la plus-value susceptible de ce paiement fractionné ».

« L'impôt completant d'une insuffisance constatée dans la détermination ou de la plus-value susceptible de ce paiement fractionné ».

« L'impôt completant d'une insuffisance constatée dans la détermination ou de la plus-value susceptible de ce paiement fractionné ».

« L'impôt completant d'une insuffisance constatée dans la détermination ou de la plus-value susceptible de ce paiement fractionné ».

« L'impôt completant d'une insuffisance constatée dans la détermination ou de la plus-value susceptible de ce paiement fractionné ».

« L'impôt completant d'une insuffisance constatée dans la détermination ou de la plus-value susceptible de ce paiement fractionné ».

« L'impôt completant d'une insuffisance constatée dans la détermination ou de la plus-value susceptible de ce paiement fractionné ».

« L'impôt completant d'une insuffisance constatée dans la détermination ou de la plus-value susceptible de ce paiement fractionné ».

« L'impôt completant d'une insuffisance constatée dans la détermination ou de la plus-value susceptible de ce paiement fractionné ».

Option sous con...

D'autre part, le d'une plus-value sur objet précieux peut — e ment à la loi — choisir e taxe de 3 % et le régime commun (intégration de value dans le revenu imp. Mais cette option est so des conditions précises. Elle doit être appuyée « Soit d'un certificat d'un officier ministériel que l'objet a été acquis vente publique, et menti date et le prix payé ».

« Soit d'une facture d'achat par un commerçant en France ».

« Soit d'une facture de vente par un commerçant en France ».

« Soit d'une facture de vente par un commerçant en France ».

« Soit d'une facture de vente par un commerçant en France ».

« Soit d'une facture de vente par un commerçant en France ».

« Soit d'une facture de vente par un commerçant en France ».

« Soit d'une facture de vente par un commerçant en France ».

« Soit d'une facture de vente par un commerçant en France ».

« Soit d'une facture de vente par un commerçant en France ».

« Soit d'une facture de vente par un commerçant en France ».

« Soit d'une facture de vente par un commerçant en France ».

« Soit d'une facture de vente par un commerçant en France ».

« Soit d'une facture de vente par un commerçant en France ».

« Soit d'une facture de vente par un commerçant en France ».

« Soit d'une facture de vente par un commerçant en France ».

« Soit d'une facture de vente par un commerçant en France ».

« Soit d'une facture de vente par un commerçant en France ».

« Soit d'une facture de vente par un commerçant en France ».

« Soit d'une facture de vente par un commerçant en France ».

« Soit d'une facture de vente par un commerçant en France ».

« Soit d'une facture de vente par un commerçant en France ».

« Soit d'une facture de vente par un commerçant en France ».

« Soit d'une facture de vente par un commerçant en France ».

« Soit d'une facture de vente par un commerçant en France ».

« Soit d'une facture de vente par un commerçant en France ».

« Soit d'une facture de vente par un commerçant en France ».

« Soit d'une facture de vente par un commerçant en France ».

« Soit d'une facture de vente par un commerçant en France ».

« Soit d'une facture de vente par un commerçant en France ».

solides
ANNUELS
NICOLL
La tradition anglaise au service de l'élégance masculine
29 RUE TRONCHET PARIS 8^e

Le numéro du « Monde » daté 30 décembre 1976 a été tiré à 539 360 exemplaires.

A B C D E F G

A "la Règle à Calcul" : une équipe de vente spécialisée dans les calculateurs Hewlett-Packard.

HP-25

programmable, 13 registres de mémoire, 8 tests, branchements fonctions trig, log, deg, rad, grd, conversions rect/polaire, fourni avec 56 programmes d'applications.
980 F ttc

HP-21

registres de mémoire - 20 fonctions scientifiques préprogrammées, notation scientifique, deg, rad.
480 F ttc

HP-22

calculateur universel - scientifique, statistique, économique, droit de « finance », amortissements, annuités.
780 F ttc

la Règle à Calcul

65-67, bd Saint-Germain, 75005 Paris.

Tél. : 033 02 63/033 34.61

« distributeur agréé en France des calculateurs de poche électroniques HP »

HEWLETT PACKARD

هكنا من الحفل